L'EXPRESS

BIBLIOTHÈQUE 0328

31 MAI 1957. — N° 310 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

$ LA VRAIE CRISE...

"DROLE DE FRANCE"

par D. SCHŒNBRUN

L'entretien de « L'EXPRESS »

CLEFS POUR LA PSYCHANALYSE

LE PSYCHANALYSTE JACQUES LACAN
« Au commencement, était le verbe... »
(Evangile selon saint Jean.)

CETTE SEMAINE :

LES AFFAIRES FRANÇAISES. — De la mission Pleven, il ressort que tout le monde est d'accord. D'accord sur un point : que personne ne sorte, et ne puisse, du rivage, regarder comment les autres nagent ou se noient. Mais il reste à M. Pierre Pflimlin, que l'on dit à la fois énergique et libéral, de mettre les partis d'accord sur des points plus constructifs (p. 3). M. Mendès France, lui, est sorti du jeu et ne cautionnera donc pas l'opération « l'union fait la force » dont Alain demandait : « La force de qui ? » (p. 4). Eclatante mais mal comprise par l'opinion, la crise économique affole soudain alors qu'on pouvait la prévoir de longue date. Mais il faut distinguer ce qui est grave de ce qui ne l'est pas (pp. 8-9). Ali Chekkal, abattu à Colombes, avait fait courageusement un choix (p. 5). Pour que cesse la guerre d'Algérie, des socialistes proposent un plan (p. 7). Un dialogue s'est ouvert sur les problèmes de fond entre l'épiscopat et les laïcs (p. 6). Tout cela compose une « drôle de France » aux yeux d'un Américain qui nous observe depuis dix ans (pp. 15 à 18).

LES AFFAIRES ETRANGERES. — Tunisie : Bourguiba a failli rénoncer au bourguibisme. — Chine : Mao Tsé Tung propose un « changement de vent ». — Pologne : M. Gomulka à Moscou, et le Cardinal Wyszinski à Rome se font reprocher de s'entendre trop bien. — Est-Ouest : une conversation avec Churchill et un film ultra-secret ont convaincu Eisenhower. Il ne faut plus jouer avec les armes atomiques. — A. Bevan met en garde sur un accord à propos du désarmement (pp. 10 et 11).

PARIS EN PARLE. — Dans un grand entretien, le docteur Lacan donne à nos lecteurs les « clefs pour la psychanalyse » (pp. 20 à 22). — A 53 ans, la Foire de Paris passe son smoking, tandis que Le Bourget devient la première foire aéronautique d'Europe (p. 12). — Les lycéens ne dorment pas assez ; leurs parents passent à l'action (p. 19). — Chut, cloc, la princesse vous parle. C'est une scène de la vie parisienne observée par l'impertinent Lancelot (p. 14). — Robert Bresson parle du cinéma qu'il aime (p. 25). — Robert Kanters a vu un Claudel dans un aquarium, et le fantôme de Jouvet (p. 23). — Philippe Clay découvre le succès (p. 24). — Sur les écrans parisiens, un Sacha Guitry retrouvé, une Sophia Loren égarée (p. 24). — Lulli prenait à tort Quinault pour un poète (p. 23). — Un peintre anachronique montre les blés comme ils sont (p. 13). — Elsa Triolet se livre à un strip-tease, etc. (p. 28).

Moustache
EAU DE COLOGNE
AFTER SHAVING
MARCEL ROCHAS
CONTACT

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'EXPRESS »

DAVID SCHOENBRUN
Amoureux

L'OBSERVATEUR politique, le psychanalyste et les quatre économistes qui se rencontrent dans ce numéro de « L'Express » procèdent, en dépit des apparences, à la même recherche, celle d'une vérité.

L'observateur, David Schoenbrun, est l'un de ces étrangers amoureux de la France, qui tantôt s'irritent d'être épris, et tantôt s'en félicitent. Il en va ainsi de toutes les relations passionnelles.

Il vit à Paris depuis douze ans ; les salons des ministres anciens, présents ou futurs, n'ont pas plus de secrets pour lui que la conquête des Gaules. Il sait l'histoire de France comme on ne connait que l'histoire des autres, en l'apprenant adulte, et non en grandissant avec.

Aussi, le livre qu'il consacre à cette « drôle de France » — et dont nous donnons cette semaine de larges extraits — évoque-t-il la phrase de Valéry : « Tout ce que tu dis parle de toi : singulièrement quand tu parles d'un autre ».

Ce portrait de la France est aussi le portrait d'un Américain, et s'il ne nous apprend rien que nous ne sachions de notre pays, il nous enseigne du moins comment on le voit avec des yeux qui se sont ouverts ailleurs.

LE psychanalyste, le docteur Lacan, est plus inquiétant car sa science ne tolère point l'existence de plusieurs vérités. Cette prise de possession de SA vérité, à laquelle doit aboutir un psychanalysé, on souhaiterait que tous les détenteurs de pouvoir y soient astreints.

Sans doute ne gouverneraient-ils ni mieux ni plus mal, mais du moins ne pourraient-ils plus mentir qu'à autrui sur les motifs qui les précipitent vers le pouvoir. Et même, qui sait, n'en auraient-ils plus envie. Si cette nouvelle dimension, que la psychanalyse a introduite dans la connaissance de l'homme, ne s'exprime pas aisément en termes simples, le petit effort nécessaire pour comprendre de quel instrument redoutable il s'agit, et comment il peut être dégradé, ouvre de si vastes perspectives, qu'il vaut d'être accompli.

LES économistes, eux, devraient lutter autant que les psychanalystes pour guérir les mots malades dont nous usons et qui recouvrent des idées fausses. « Refoulement » recouvre, dans le vocabulaire courant, une contre-vérité aussi grosse que « budget en déficit ».

Mais les uns et les autres préfèrent généralement échanger, entre initiés, des propos subtils qui découragent le profane.

Les quatre spécialistes que nous avons réunis ont accepté cependant de se livrer à une démystification. Les vérités qu'ils font apparaitre sont surprenantes. Ce prodigieux Meccano que constitue l'économie, c'est la charpente sur laquelle s'organise toute la vie du pays ; nous restons, les yeux fixés sur un boulon dévissé, alors que derrière nous vacillent les poutres maitresses.

MECANIQUE de l'homme, mécanique de la France proprement démontées et explorées, voilà ce que contiennent les documents et les entretiens que nous vous proposons cette semaine.

En revanche, un jeune et impertinent romancier ramasse l'écume que l'on trouve à la surface des choses. Il va désormais observer, sous le pseudonyme de Lancelot, les scènes de ce que l'on appelle « la vie parisienne ». Mais l'écume révèle, on le sait, à toutes époques, ce qui bout dans la marmite de la société.

Françoise GIROUD.

dant pour pouvoir s'exprimer, et pour aider l'opinion à maitriser les problèmes que l'on camoufle derrière les slogans avec la complicité de tous les partis.

JACQUES ROLANT,
Paris.

Des mœurs inquiétantes

Vous avez, dans votre numéro du 29/3/57, publié le fac-similé d'une lettre qui vous était adressée par des Normaliens d'Agen, protestant contre l'inculpation de J.-J. Servan-Schreiber.

Savez-vous ce qu'il en est résulté ? Ces jeunes gens ont été interrogés par des inspecteurs de police (renseignements généraux) et on leur a (disent-ils) adressé quelques menaces, reproches, plus les discours patriotiques d'usage. Ce n'est pas tout. S'ils ont été défendus par la direction de l'Ecole, l'inspecteur d'Académie n'a pas eu le même courage et leur a adressé un blâme — sur ordre, d'après eux, d'un ministre — les voilà condamnés à la prudence et ils n'osent plus que se taire, notamment à propos des saisies de *France-Observateur.* La manœuvre d'intimidation a réussi.

J'ignore si le statut propre de ces élèves ne les met pas en une sorte de tutelle vis-à-vis de l'administration. C'est possible s'il s'agit d'élèves de deuxième et troisième années, c'est-à-dire appartenant à des classes de Faculté. Mais si Mollet est pour le moment hors de question, les mœurs qu'il a mises à l'ordre du jour sont des plus inquiétantes. Ces élèves craignent maintenant la mise à la porte définitive — et pour eux, c'est grave — à la première incartade.

Si vous publiez ma lettre, soyez assez aimables pour ne pas publier mon nom, ni même mes initiales.

X...
Professeur à l'Ecole Normale de X...

« L'EXPRESS »
91, *Champs-Elysées, Paris* (8)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

D'abord attendre...

Il y a des batailles où tout le courage du monde ne suffit pas pour gagner.

Mendès France a enfin renoncé à l'impossible : introduire, dans un parti dont le programme tient en un mot : « compromis », la rigueur, l'honnêteté intellectuelle, et la discipline.

On le poussera sans doute à créer un nouveau parti. Je souhaite qu'il résiste. Et même je l'en conjure.

Rien de bon ne peut être fait en France dans l'immédiat.

Qu'il laisse donc socialistes, indépendants et modérés grenouiller et brader ensemble l'Algérie. Ou bien la France et en tout cas la République sombrera dans l'aventure. Ou bien on pourra, ensuite, passer aux vrais problèmes.

Alors on s'apercevra qu'un homme, un seul, avait une politique, et les dons nécessaires pour l'appliquer. Une politique qui ne pouvait pas maintenir à la France un Empire selon des structures dépassées, mais un « Commonwealth » que l'on regrettera âprement de n'avoir pas su construire alors qu'il en était temps.

Je vous le prédis : dans cinq ans on dira : « Ah ! si nous avions écouté Mendès France ! »

FRANÇOIS B...,
Tours.

Ce radicalisme-là...

Je n'ai jamais été radical et j'ai moins que jamais envie de le devenir. Mais (...) toutes les forces neuves, toutes les jeunes énergies enthousiastes, courageuses et exigeantes qui s'étaient rapprochées de ce parti parce qu'un homme avait su faire appel à ce qu'il y a de meilleur en elles, à leur amour de la justice sociale et internationale, à leur désir passionné de rénovation, à leur sens de l'avenir, à leur invincible espoir, tout ce qui a apporté depuis quelques mois un peu de sang frais dans les artères sclérosées du vieux corps radical risque de se détourner avec une déception où se mêlera souvent de la colère. Je ne suis plus jeune moi-même; mais je peux comprendre ce que cette déception a de cruel, comme je me sens profondément solidaire de l'espérance de ces jeunes et de leur volonté de changement et de salut.

Je ne suis pas « mendésiste », je tiens à le préciser, si je garde à Pierre Mendès France l'admiration et la reconnaissance que sa pensée et son action m'ont inspirées. Il est possible que son autorité ait déplu dans un parti qui a peur des caractères et qui est jaloux de toute vraie supériorité. Il est non moins possible que son éloignement du parti (ou son effacement) profite à celui-ci dans l'immédiat. Il y a des gens qui vont pouvoir reprendre les vieilles combines, leurs jeux désuets d'équilibre et de marchandage, enfin délivrés de ce gêneur. L'Histoire dira si le pays y a gagné.

Ce dont je suis sûr, c'est que je ferai tout ce qui dépend de moi pour détourner ceux que je connais d'un radicalisme sans avenir et indigne de ce qu'il a été (...). Coupé des masses populaires et de tout ce qui, demain, pourra former le parti du mouvement et d'un véritable renouveau national, ce radicalisme-là est à plus ou moins long terme condamné. Tant pis pour lui s'il a manqué une occasion unique de se transformer pour survivre !

EDMOND R...,
Lyon.

Une seule solution

Pierre Mendès France a eu le courage et la volonté d'essayer de rénover et de nettoyer la vieille organisation de la place de Valois. Mais il a oublié qu'il est toujours fort difficile de faire du neuf dans de l'ancien, et que le plus souvent, lorsque l'on tente de faire du neuf avec de l'ancien, on fait des dépenses inutiles (...).

Le plus grave de l'histoire est de voir que beaucoup de gens qui faisaient confiance au Parti Radical rénové, décident aujourd'hui, à la suite du vote de la Commission Cadillac, de cesser toute lutte politique.

Reste, à mon point de vue, une seule et unique solution : réunir tous les hommes et femmes de bonne volonté qui, demain, vont donner leur démission du Parti Radical d'une part, et d'autre part tous ceux qui n'ont jamais voulu y adhérer, parce que c'est le parti « laïc » par excellence, et ce, malgré tous les appels de François Mauriac ou parce que c'est et ce sera toujours le parti des compromis et des compromissions.

RAOUL C...,
Annecy.

S'exprimer librement

Beaucoup de gens autour de moi disent : « Maintenant il faut que Mendès France fasse un nouveau parti. » Mais non ! Sa force réside dans ses idées. S'il a raison, c'est vers lui qu'on se tournera de nouveau. S'il a tort, avoir un morceau de parti n'y changera rien. Ce qui compte, c'est qu'il soit libre et indépen-

LIEUTENANT EN ALGÉRIE

Nous avons reçu plusieurs lettres nous rapportant des propos identiques tenus par des membres du gouvernement Guy Mollet devant des auditoires publics à propos de mon récit « Lieutenant en Algérie ». MM. Bourgès-Maunoury, Max Lejeune, Christian Pineau, Maroselli et Le Coutaller, entre autres, ont présenté, à l'encontre du récit, un argument, toujours le même : « L'affaire du camion, qui constitue le premier chapitre du récit, a été consignée par J.-J. Servan-Schreiber lui-même (de sa main) dans le journal de marche de son unité. Son compte rendu du journal de marche est entièrement différent de celui du récit. Donc J.-J. Servan-Schreiber ne dit pas la vérité : soit dans le journal de son unité, comme officier ; soit dans son récit, comme journaliste. »

Or je n'ai jamais tenu, ni même vu, le journal de marche en question : il ne peut donc pas contenir une ligne de mon écriture ou qui soit signée par moi.

Pour le reste, les lettres que mes camarades d'Algérie, et en particulier mes supérieurs hiérarchiques, m'ont écrites, après avoir lu mon récit, répondront. Elles se trouveront dans le livre « Lieutenant en Algérie » qui sera en librairie la semaine prochaine.

J.J.S.S.

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Ayant plusieurs postes d'Ingénieurs à pourvoir (Fabrication, Etudes Développement, Essais, Services commerciaux), Importante Société rech.
INGENIEURS Grandes Ecoles
(Grenoble, E.S.E., Télécomm., Central, Mines, Physique et Chimie, etc.) Adresser C.V. à O.P.P. n° 1189, 12, rue de l'Isly, PARIS-8e qui transm.

CAPITAUX

GROS BENEFICES
Confirmés par résultats !...
Sans changer de situation. Nombreuses références. Nécessaire disposer 10 millions. Ecrire Journal n° 664 en précisant disponibilités. Discrétion assurée.

NÉCROLOGIE

M. RENAUD DOLFI, Président Directeur général, le Conseil d'Administration, la Direction et le Personnel de la Grande Distillerie Strasbourgeoise DOLFI S.A.
ont le profond regret de faire part du décès prématuré de leur Directeur général, M. Paul HEIM, survenu le 21 mai 1957.
Les obsèques ont eu lieu le 24 mai à Strasbourg.

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

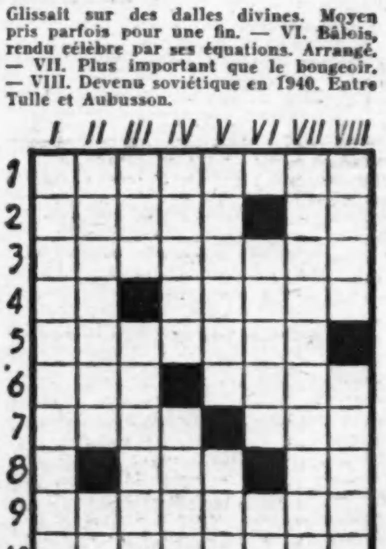
Mots croisés n° 85

HORIZONTALEMENT. — 1. Congédiée par un homme qui n'aimait pas à perdre ses journées. — 2. Sur une couche. Le trois-centième du prix d'une trahison. — 3. Qui en dit volontairement moins qu'il ne devrait. — 4. Dans un proverbe qui dénie toute possibilité d'amendement. Les minutes y sont précieuses. — 5. Qualifie une influence qui vient de haut. — 6. Vallée devenue golfe. Qualificatif désiré par tout auteur. — 7. Désinence de noms d'écoles. Chef musulman. — 8. Au centre de la Crète. En bois mais pas en laiton. — 9. Chant d'église, qui peut désigner aussi un mal meurtrier. — 10. Qui peut arriver.

VERTICALEMENT. — I. Indisposait moins Chrysale que son entourage. — II. On y célébrait des mystères. Communes à la verveine et au volubilis. — III. Favorise. Fleuve qui arrose une capitale et une ville universitaire célèbre. — IV. Mène à des vies. Théâtre d'un maraudage lourd de conséquences. — V. Glissait sur des dalles divines. Moyen pris parfois pour une fin. — VI. Bâlois, rendu célèbre par ses équations. Arrangé. — VII. Plus important que le bougeoir. — VIII. Devenu soviétique en 1940. Entre Tulle et Aubusson.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	G	A	S	C	O	G	N	E
2	A	M	O	U	R	E	U	X
3	R	O	S	I	■	R	I	O
4	G	U	I	S	C	A	R	D
5	A	R	E	T	E	■	E	E
6	M	E	■	O	N	E	■	■
7	E	T	A	T	I	S	T	E
8	L	T	D	■	S	O	R	S
9	L	E	A	R	■	P	I	S
10	E	■	M	E	C	E	N	E

SOLUTION DU N° 84



LES AFFAIRES FRANÇAISES

M. PIERRE PFLIMLIN, PRÉSIDENT DU M.R.P., PRÉSIDENT DU CONSEIL « PRESSENTI »

L'Algérie... *le franc...* *la Constitution...* *l'Europe*

(Photos « L'Express »)

LA CRISE

● ***Tout le monde est d'accord. D'accord sur un point : que personne ne sorte, ne puisse, du rivage, regarder comment les autres nagent ou se noient.***

Que personne ne sorte !

« CRISE : *difficultés.* » Tel est, dans sa simplicité, le titre auquel un grand quotidien du soir, pourtant familier de manchettes plus retentissantes, consacrait lundi dernier une modeste colonne de sa première page.

Les difficultés, en effet, ne font pas défaut au premier candidat désigné par le Président de la République, M. Pierre Pflimlin.

Pourtant, le choix de M. René Coty est habile. Après deux jours de consultations, le chef de l'Etat savait, d'une part, que les candidats sérieux à la succession de M. Guy Mollet ne lui feraient pas défaut ; d'autre part que, selon le vocabulaire parlementaire, « la crise n'était pas mûre », et qu'il importait donc de « gagner du temps » — c'est-à-dire d'en perdre.

D'où le refus d'abord — simple mesure conservatoire — de la démission du gouvernement Guy Mollet. D'où la mission confiée à M. René Pleven. D'où une nouvelle visite de M. Guy Mollet à l'Elysée, aussitôt suivie de l'appel adressé à M. Pinay — simple formalité destinée à apaiser les susceptibilités socialistes. Le terrain était ainsi déblayé et le premier président désigné pouvait entrer en scène. Dans la soirée de mercredi, M. Pierre Pflimlin acceptait, sous certaines réserves, de tenter de constituer un gouvernement. Sur le seuil de son cabinet, M. Coty lui lançait publiquement cette injonction : *« Faites le plus vite possible, et tâchez de faire du solide. »*

« Aussi loin que possible »

Le président du M.R.P., élu à ce poste il y a juste un an, n'est pas exactement un « homme neuf », bien que cette étiquette soit habituellement réservée à ceux qui, comme lui, ont été souvent ministre mais pas encore chef du gouvernement. Ministre, M. Pflimlin l'a été dans quatorze cabinets depuis dix ans. Mais il a déjà couru sa chance en février 1955 pour la présidence du Conseil, échouant après trois jours d'épineuses négociations.

Cet avocat alsacien, à l'autorité souriante, qui vient à peine d'atteindre la cinquantaine, possède une réputation solide de compétence en matière économique et financière et de libéralisme dans les problèmes d'outre-mer.

Sur l'Algérie d'abord. « *Je pense,* écrivait-il en décembre dernier, *que nous en sommes venus au point où continuer de s'en remettre à la force serait une grave erreur.* » Un mois plus tard, dans « Forces Nouvelles », il répétait : « *Le douloureux problème algérien est entré dans une phase où la temporisation est de moins en moins admissible.* » Sa solution ? « *J'ai le sentiment qu'il faut aller aussi loin que possible dans la voie des autonomies locales et qu'un fédéralisme interne conviendrait peut-être mieux à l'Algérie que la solution relativement centraliste envisagée par le gouvernement.* » (« Journal d'Alger », 6 février 1957.)

Plus nettement peut-être qu'aucun autre leader du M.R.P. et du centre, M. Pflimlin a décrit la forme de gouvernement qu'il envisage de constituer. Il déclarait, en effet, dimanche dernier au congrès de la Fédération M.R.P. de l'Aude : « *Dans les circonstances actuelles, nous jugeons indispensable que tous les partis, à l'exception de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite, participent à un gouvernement d'union qui se donnerait pour tâche de stopper l'inflation, de sauver l'Algérie, de faire ratifier les traités européens et de réformer l'Etat.* » C'est dans cet état d'esprit que, mercredi soir, M. Pierre Pflimlin a ouvert le dossier de la crise.

Les impasses

Dans ce dossier, il a trouvé essentiellement les conclusions de la mission accomplie cinq jours durant par le conciliateur désigné par le chef de l'Etat, M. René Pleven. C'est-à-dire le catalogue complet des divergences et des impasses qui caractérisent l'actuelle situation politique.

Après une dizaine de conversations avec les modérés, les M.R.P. et les radicaux de droite, M. Pleven avait fini par mettre au point la subtile mécanique de l'entretien-type sur l'Algérie.

Tous ses interlocuteurs commençaient par un plaidoyer patriotique en faveur de l'Algérie française. Hommage était ensuite rendu à M. Robert Lacoste. Enfin on s'accordait à penser qu'il fallait maintenir une grande vigilance contre les bradeurs et les défaitistes.

Après quoi on passait à l'examen des faits pour dire que rien n'était réglé, que la pacification n'avait pas abouti, que la guerre d'Algérie coûtait cher, qu'il faudrait s'attendre à de très longs mois de graves difficultés et que, surtout, on ne pourrait plus compter, si la situation était la même en septembre, sur le soutien américain à la nouvelle session de l'O.N.U.

De ses entretiens, M. Pleven avait retiré l'impression que des hommes comme MM. Pinay, Pineau, Daladier et Marcel-Edmond Naegelen et M. Pflimlin surtout se rallieraient volontiers à « une initiative hardie » en Algérie, mais qu'il fallait trouver le moyen de « tourner », par des astuces techniques, l'opposition de MM. Roger Duchet, Jasques Soustelle et Robert Lacoste. Comment faire ? Pourquoi ne pas renvoyer M. Soustelle en Algérie en l'associant ainsi à une nouvelle politique ? L'opération serait payante sur tous les tableaux : pour les indépendants, pour les Français d'Algérie, pour l'armée. Cette idée vint à M. Pleven mardi matin, mais il en fit part sans insister.

Quant à « l'initiative », ce ne pouvait être que l'idée de « Table Ronde » lancée par lui dès juin 1955 dans un article de journal. Avec qui ? Avec les rebelles, comme venait de le suggérer M. Naegelen ? Cela ne semblait pas « mûr »... Alors ? M. Pleven pensa à utiliser ce qu'on appelle la « carte Defferre ».

En Afrique noire, la France a démontré sa bonne foi et sa bonne volonté : les bénéficiaires de la « loi-cadre » pourraient garantir une détermination politique, inspirer confiance aux musulmans et défendre une initiative française à l'O.N.U. Bref, ce que l'on ne veut plus accepter de la Tunisie et du Maroc, on voudrait le susciter de la part des territoires d'Afrique noire : un genre de médiation.

C'est ce que M. Pleven appelle « l'esprit de Brazzaville ». Autour d'une « Conférence de la Table Ronde », où les membres d'un futur Commonwealth français seraient représentés, il serait discuté du nouveau destin de l'Algérie.

Mais M. Defferre lui-même a présenté une modeste objection : on ne discute pas de l'Algérie sans les Algériens. Et l'esprit de la loi-cadre c'est l'inverse : permettre aux peuples ex-coloniaux de prendre eux-mêmes la responsabilité de leurs affaires.

Les échéances

Tandis qu'il devait ainsi se contenter à propos de l'Algérie de lancer quelques idées aussi peu précises que possible, M. Pleven mesurait plus nettement encore le chemin à parcourir pour concilier les thèses en présence sur la crise économique et financière.

Dès le début de ses consultations, le négociateur désigné par le chef de l'Etat s'était informé avec précision de l'étendue de cette crise. Les 80 milliards d'avances demandés mercredi par le gouvernement démissionnaire à l'Assemblée Nationale ne sont qu'un ballon d'oxygène destiné à permettre au Trésor de faire face à ses échéances jusqu'au 10 juin. Selon les spécialistes, il faudra encore 100 à 150 milliards dans le mois qui suivra et une centaine de milliards pour le dernier trimestre.

Du côté des devises, la situation est pire : les réserves actuelles permettent de franchir l'échéance du 15 juin. Passé cette date, il ne restera que l'encaisse-or de la Banque de France. (Sur la crise économique, lire l'entretien spécial publié en pp. 8-9.)

Dans l'état de délabrement où se trouvent les finances publiques, M. Pleven, après ses entretiens, a préconisé deux séries de mesures d'urgence. D'une part, inscrire la convention →

DEAUVILLE
PENTECOTE 1957
CASINO
NORMANDY HOTEL
ROYAL HOTEL
HOTEL DU GOLF
AMBASSADEURS
8 et 9 Juin : DEUX GRANDS GALAS
Présentation Jacques HEIM
"CHEZ BRUMMELL" : 2 ORCHESTRES
THÉATRE - 9 Juin : Récital DANIEL WAYENBERG
GOLF - 1er au 3 Juin : France-Belgique-Hollande
9 Juin : Coupe de Pentecôte
2 SERVICES AÉRIENS AVEC L'ANGLETERRE
PAR AIR FRANCE : DEAUVILLE-LONDRES
PAR SILVER CITY : DEAUVILLE-SOUTHAMPTON

PARLER LIBREMENT

VENDREDI, M. Mendès France a confirmé devant la réunion plénière (dite « Cadillac ») des élus et responsables radicaux, puis par une lettre-circulaire aux *fédérations*, sa décision de quitter la direction du parti.

Les motifs de cette décision sont clairs : le groupe radical à l'Assemblée avait refusé, et cette fois de manière irrévocable, la discipline de vote dans le dernier scrutin de confiance ; le bureau radical, place de Valois, avait renoncé à faire respecter les instructions du dernier congrès par les parlementaires et les ministres ; enfin, la réunion « Cadillac » avait abandonné les conditions fixées pour la participation au prochain gouvernement. Chaque fois, la position défendue par M. Mendès France, et conforme à ce que le congrès du parti avait voté, était à l'opposé de celle qui finalement l'a emporté.

Ainsi, les représentants élus du parti et son organe de direction ont manifesté, essentiellement, qu'ils ne voulaient ni condamner la politique faite en Algérie par le gouvernement Mollet ni imposer une orientation nouvelle à son successeur.

En d'autres termes, le parti radical est revenu à la position constante qui était la sienne avant que M. Mendès France en prenne la tête : participer au pouvoir quelle que soit la politique suivie. La structure, les traditions, les mœurs du radicalisme, retrouvant tous leur poids dans le glissement d'ensemble de la vie politique, ont pesé plus lourd que les efforts de ceux qui sont entrés au parti en croyant y trouver un instrument de redressement.

Cette situation semble actuellement irréversible : on ne voit plus ni les moyens nouveaux ni les circonstances prochaines qui pourraient transformer le parti radical. Au contraire, le retour de ce parti vers l'opportunisme est conforme au courant plus général qui ramène la majorité des députés français, de toutes étiquettes, vers les mêmes réflexes, le même état d'esprit que nous avons connus après le départ du général de Gaulle (inflation, guerre d'Indochine ; comme aujourd'hui inflation, guerre d'Algérie). Ils interprètent, aujourd'hui comme alors, l'indifférence de l'opinion publique comme une invitation à laisser les choses suivre leur cours naturel, et à ne prendre aucune décision pénible. Ils cherchent aussi, aujourd'hui comme alors, à être tous solidaires du pouvoir pour que personne ne puisse décemment dénoncer personne, consolidant ainsi l'indifférence publique.

∴

LA rechute du parti radical n'est qu'un symptôme, parmi d'autres, du retour du Parlement français à son comportement des années 1946 à 1954.

C'est M. Edgar Faure et le M.R.P. qui avaient raison. Quand ils ont provoqué la dissolution, c'était dans le ferme espoir que le pays confirmerait et renforcerait leur majorité, celle qui avait gouverné pendant dix ans, mis à part l'accident du gouvernement Mendès-France, celle qui avait eu pour principal représentant, et pour artisan aux élections de 1951, M. René Pleven.

En apparence le calcul s'est trouvé déjoué. Au lendemain des élections, les hommes de la majorité se sont trouvés en minorité, et ils ont dû laisser la place à un gouvernement qui s'était engagé à rompre avec leur politique. La suite est bien connue. Face aux problèmes, face aux difficultés, face à l'action, le poids naturel des événements et des choses a emporté les intentions du gouvernement Mollet et l'a aisément replacé dans la ligne de ses prédécesseurs.

Un an et demi après la dissolution, les vaincus apparents sont triomphants. Davantage même qu'ils ne l'auraient imaginé. Non seulement ils sont de nouveau dans les avenues du pouvoir, non seulement c'est M. Pleven, l'homme symbolique, qui est replacé au centre même de l'action politique, où le M.R.P. vient le retrouver, mais le seul parti qui avait réussi pour quelques années à se dégager de l'opportunisme a été ramené dans l'attelage commun : la majorité d'Indochine est renforcée, pour l'Algérie, des socialistes. Et la trahison du parti communiste après Budapest a achevé le travail de M. Mollet au pouvoir : la France est mieux tenue par ses maitres d'après guerre qu'elle ne l'avait jamais été jusqu'à Dien-Bien-Phu.

Il faut enfin ajouter qu'il n'y aura pas cette fois, et Dieu en soit loué, un nouveau Dien-Bien-Phu. L'impuissance ne sera pas sanctionnée, en Algérie, par un désastre militaire, comme elle le fut en Indochine. L'opportunisme politique et l'indifférence publique n'ont pas à craindre un réveil violent sous les coups du sort. Le désastre qui menace est un désastre plus subtil.

Une faillite de la politique française en Algérie ne conduira pas à une grande défaite ; elle conduira à Salazar, à un Franco en douceur. Et déjà le mécanisme est apparent. Déjà M. Pleven, qui inspire de nouveau le régime et qui en apprécie intelligemment les besoins, a indiqué la seule voie possible : devant la crise irréversible de nos moyens de paiement, il faut obtenir, de nouveau, la subvention américaine. On peut l'obtenir. Mais à la condition d'arranger les choses en Algérie. C'est ce qui se fera un jour, et dans la pire situation : sans autorité, sans politique, sous la pression extérieure et la menace du désastre financier.

PIERRE MENDÈS FRANCE, LE SOIR DE LA CHUTE DE SON GOUVERNEMENT
Hors de la complicité
(Photo Associated Press)

Les formes actuelles du régime ne résisteront pas à cette accumulation d'échecs, d'humiliation, et de dépendance. Pour éviter de grands bouleversements, que le parti communiste serait seul en état d'exploiter, la panique des hommes en place et la protection américaine doteront alors la France d'une camisole de sécurité, avec l'aide d'une armée qui n'aura plus pour la République que les sentiments amers nourris par les défaites inutiles.

La classe dirigeante, qui a fourni au pays libéré les pauvres chefs que nous avons connus, s'accommodera sans aucun doute d'une dictature douce et protégée, que les chefs communistes souhaitent davantage encore que les autres, comme prélude indispensable à leur future victoire.

∴

ET Mendès France ? Ni lui, ni de Gaulle, ni aucun autre ne sont en mesure de s'opposer à la formidable coalition des choses et des hommes qui nous conduit vers un destin espagnol. L'abdication de la classe dirigeante française devant les grandes décisions de salut, l'intérêt conjugué de la Russie et de l'Amérique, la formidable poussée du nationalisme africain — tout cela, réuni, est d'une autre puissance que la volonté d'un homme.

Mais il reste une chance, et un rôle à jouer. Car ni le glissement intérieur ni les forces extérieures ne seraient déterminants si l'opinion française prenait conscience de ce qui se déroule, si elle était réveillée. Elle ne l'est pas, ce qui permet tout. Elle pourrait l'être.

Il faut jouer le pays, lui faire confiance, essayer de le mettre en état de juger. Rien n'est à espérer des hommes et des partis qui se sont installés dans l'enchainement de la décadence, et qui n'en ont d'ailleurs même plus conscience pour la plupart. Mais on peut encore imaginer que le pays, d'ici un an, deux ans, trois ans, ranimé par la montée d'une jeunesse nombreuse, découvrant par la voix inlassable de quelques hommes le lien entre la politique et la vie, entre les décisions et les conséquences, puisse manifester sa volonté et se sauver. Matériellement, il n'y a pour la France aucune fatalité : avant 1965 sa population et ses ressources nouvelles peuvent lui assurer un essor incomparable. Tout se jouera moralement, au cœur, et sur un souffle, entre l'affaissement et la renaissance.

Une décision politique aujourd'hui doit être commandée par cette perspective-là. Et, en particulier, celle de l'homme qui, sauf de Gaulle, a toujours été le seul à percevoir et à dénoncer les formes subtiles de la décadence.

Si l'on relit le texte de la lettre de démission que Mendès France envoya à Guy Mollet le 24 mai de l'année dernière, un an jour pour jour avant sa démission du parti radical (et pour les mêmes raisons) on reconnait la marque d'un homme dont le rôle et le talent sont avant tout d'aider ses concitoyens à voir clair. Ni le parti radical condamné, ni un nouveau parti bâclé parmi les autres, ne sauraient être des instruments pour éclairer l'opinion. Il n'y a plus aujourd'hui à espérer ni du pouvoir, ni de ses partis. **On peut et l'on doit replonger dans cette masse innombrable qui, inconsciente et dorlotée, laisse faire ses mauvais bergers et les incite toujours plus à la facilité, mais dans laquelle un jour, quelque part, une étincelle imprévisible pourrait prendre. Il n'y a pas d'autre efficacité immédiate que l'acte de foi : aller parler librement aux hommes libres, l'un après l'autre, hors de la complicité politique, expliquer, rédiger, analyser, discuter, publier, être désintéressé et faire confiance à l'âme publique.**

« L'EXPRESS ».

→

d'ensemble accordant à l'Etat 200 à 300 milliards d'avances d'ici la fin de l'année dans un « plan de redressement » comportant un nouvel effort d'économie et un large appel à la fiscalité — mais sur d'autres bases que celles qui viennent d'être fatales au Cabinet Mollet. D'autre part, limiter sans retard l'hémorragie des devises en annulant les mesures de libération des échanges prises par la France afin de pouvoir entreprendre la négociation d'un prêt américain, selon une formule voisine de celle des commandes off shore.

Les réactions des interlocuteurs successifs du « conciliateur » auraient paru cocasses si la situation n'était aussi sérieuse.

Les députés paysans, soucieux de ne pas se laisser gagner à la main dans la revendication antifiscale par leur ancien président, M. Antier, maintenant allié à M. Poujade et à M. Dorgères, s'opposaient à tout impôt nouveau. Les indépendants voulaient bien admettre la nécessité d'un effort fiscal limité, mais rejetaient aussi bien les suggestions de M. Pleven (majoration de la taxe à la valeur ajoutée et de l'impôt sur les sociétés) qu'ils avaient repoussé les projets socialistes. Même désaccord sur les économies, les modérés réclamant un an ou même dix-huit mois de « pause budgétaire », exigence que la S.F.I.O. rejetait, que le M.R.P. déplorait et dont le négociateur présidentiel voulait excepter une réforme au moins, celle-là même qui suscite les plus vives critiques de la droite : la réforme de l'enseignement réclamée par les radicaux.

Ces divergences considérables paraissaient cependant mineures lorsqu'on en vint aux calculs des majorités et aux calculs d'hommes. Chaque délégation exprimait le vœu de voir constituer — et vite — « *un gouvernement fort et stable* » ou « *une équipe restreinte traduisant une large union* » ou encore « *une majorité cohérente allant des indépendants à la S.F.I.O. et un gouvernement à l'image de sa majorité* ». Bref, la quadrature du cercle.

Quant aux hommes, l'un était trop jeune, l'autre défendait une réforme inacceptable, un troisième réputé trop mou, le quatrième trop cassant... Un redoutable marchandage sur les portefeuilles s'annonçait. Le M.R.P. prudemment se contente de répéter son slogan d'Union Nationale ; la S.F.I.O. de se couvrir derrière les délibérations prochaines de son Conseil National.

Mais il y avait un cas Ramadier, un cas Pineau et même, en dépit des félicitations rituelles, un cas Lacoste. Décidément, quand M. Pleven avait clos sa mission, la crise n'était pas mûre...

Ceux qui composent la seule majorité actuellement possible, celle que tente de réunir M. Pflimlin, s'accordent sur un principe : condamnés à vivre ensemble, ils se sauveront ou périront ensemble. Le but véritable de toutes les manœuvres en cours consiste, pour chaque parti, à contraindre les autres à participer aux responsabilités du pouvoir. Que l'un d'eux reste hors de la combinaison, libre de critiquer la politique qui sera faite et d'en dresser un jour le bilan, c'est cela qu'il s'agit d'éviter. Et c'est là, pour l'instant, l'axe autour duquel tourne la crise.

SI BEKKAI, MM. HABIB BOURGUIBA ET FERHAT ABBAS (1)
Le doigt sur la plaie

(Photo « L'Express »)

TERRORISME

● ***Ali Chekkal avait fait son choix. Pour le F.L.N., son exemple était insupportable.***

Mort d'un combattant

DEPUIS février dernier, Ali Chekkal était pour les terroristes l'homme à abattre. Non content d'avoir proclamé son attachement à l'Algérie française, il s'était laissé conduire à l'O.N.U., apportant une sorte de caution musulmane à la politique de M. Robert Lacoste. Cela, au moment même où le F.L.N. croyait pouvoir tout attendre de l'O.N.U. Ali Chekkal avait été alors condamné à mort. Il le savait. Il ne vivait pratiquement plus qu'en France, protégé par deux policiers. Tous ses amis musulmans l'invitaient à la prudence sinon au reniement ; il n'en continuait pas moins à donner de l'éclat à ses professions de foi.

Il vient d'être abattu, en plein Paris, au milieu d'une foule de 60.000 personnes, alors qu'il quittait la tribune même du Président de la République française au stade de Colombes. Sa mort a bouleversé une partie de l'Algérie ; elle a considérablement impressionné l'autre partie. L'objectif du F.L.N. a été atteint.

Patrouille à l'O.N.U.

Petit, ventru, des yeux bons et malicieux cachés derrière d'épaisses lunettes, ayant quelque ressemblance avec Félix Gouin, Ali Chekkal n'était pas un traitre. Il n'était ni corrompu, comme tel grand féodal algérien rallié à temps au F.L.N., ni servile comme tel politicien zélé. Aux yeux du F.L.N. il était considéré comme « le dernier collaborateur ». En pleine guerre, les qualificatifs changent : l'adversaire politique devient un ennemi mortel. En allant à l'O.N.U., Ali Chekkal savait qu'il commettait un acte de guerre aussi risqué que n'importe quelle patrouille dans le bled. Il a été victime d'un autre acte de guerre.

Dans la paix, ses positions seraient apparues normales. Ali Chekkal n'aurait pas été apostat aux yeux des musulmans puisque même le F.L.N. se veut laïque et rejette toute guerre de religion. Il ne dit rien d'autre par ailleurs que ce que disait il y a 15 ans Ferhat Abbas (aujourd'hui au Caire) et ce que disait, il y a deux ans encore, M. Farès (aujourd'hui moralement rallié au F.L.N.). Ali Chekkal pensait que l'intérêt du peuple algérien consiste en une intégration de l'Algérie dans la République Française.

Du côté de la France

Malgré les erreurs de la colonisation, cela lui semblait possible. N'en était-il pas, disait-il, un vivant exemple ? Né à Mascara en 1896, il avait fini par devenir bâtonnier de l'ordre des avocats d'Oran. Marié à la fille d'un officier français, il avait été de toutes les assemblées locales et régionales. Récompensé pour son conformisme ? Oui en un sens. Ali Chekkal n'avait rien d'un réformateur, encore moins d'un révolutionnaire. Il n'a trouvé d'énergie que pour soutenir la politique de M. Robert Lacoste qu'il identifiait à la politique de la France. Mais ce n'était point du zèle : plutôt de la candeur.

Le comportement d'Ali Chekkal et l'acte du terroriste qui l'a abattu ne peuvent être jugés qu'en fonction d'un état de guerre. On ne voit pas au nom de quel principe approuver ou s'indigner sinon au nom du principe qui condamne la guerre elle-même. Les deux hommes se sont conduits comme des combattants.

Mais ce qui est grave, c'est que la politique algérienne de la France conduise des musulmans désintéressés et fidèles à se mettre dans la position de « collaborateurs » dès qu'ils ne sont plus extrémistes. C'est qu'aucune initiative française ne permette au contraire de mettre du côté de la France les vrais patriotes algériens et de laisser s'orienter vers le Caire les ultras musulmans.

J. D.

TUNISIE

● ***Bourguiba, cette semaine, a failli renoncer au « bourguibisme ».***

Une leçon de sang-froid

LE lundi 27 mai les constituants tunisiens réunis en séance extraordinaire s'apprêtaient à entendre un discours incendiaire du président Bourguiba. Tout l'avait laissé prévoir. Pendant une semaine, la capitale de la Régence avait vécu dans un climat de fièvre et d'indignation qu'elle n'avait pas connu depuis longtemps : le refus français d'octroyer à la Tunisie les fameux 12 milliards promis depuis six mois avait suscité dans l'opinion publique tunisienne une profonde exaspération. Le président Bourguiba lui-même avait déclaré considérer ce refus comme « la rupture économique entre la France et la Tunisie », la mise en question des conventions entre les deux pays et la liberté désormais donnée aux Tunisiens de « s'adresser ailleurs »...

Le refus d'être Nasser

Or, ce lundi 27 mai, M. Bourguiba terminait son discours par ces mots :

> *« Nous nous libérerons économiquement comme nous nous sommes libérés politiquement. Mais nous le ferons par les voies de la raison, de la modération et de la patience qui ont toujours été les nôtres. Pas d'aventure. Pas de chirurgie. »*

Dans l'Assemblée Constituante, il y eut quelques déçus. Tous les anciens « ultras tunisiens », les anciens Youssefistes et les fidèles de la Grande Mosquée à qui l'extrémisme systématique tient lieu de pensée politique. Parmi les déçus il y eut aussi quelques jeunes députés qui escomptaient du président Bourguiba une riposte « à la Nasser » : une nationalisation des mines de phosphate, par exemple. « *En tout cas,* disait l'un d'entre eux, *pendant cette semaine, nous avons compris comment Nasser avait été conduit aux erreurs qu'il a fini par commettre.* »

Les engagements

De quoi s'agissait-il ?

En juillet 1956, au terme d'une négociation, un accord mis au point par les ministres français et tunisien des Finances prévoit une contribution de 12 milliards 100 millions de francs au budget extraordinaire tunisien.

En mars dernier, M. Mohammed Masmoudi, ambassadeur de Tunisie en France, présente ses lettres de créance au président René Coty, en présence de M. Maurice Faure. Le président de la République profite de cette occasion pour annoncer à M. Masmoudi que le Conseil des ministres a autorisé M. Ramadier à signer l'accord.

L'accord cependant ne devait être signé qu'il y a un mois sur intervention de M. Christian Pineau auprès de M. Ramadier, en l'absence de M. Maurice Faure et contre le gré de ce dernier. Le 20 mai, cependant, M. Maurice Faure signifiait à M. Masmoudi le blocage des crédits en invoquant essentiellement les positions algériennes de M. Bourguiba.

M. Christian Pineau était alors aux Etats-Unis. Le 20 mai c'est la veille du renversement du gouvernement de M. Guy Mollet. Celui-ci avait donné son accord à l'initiative de M. Maurice Faure. Pendant la semaine qui avait précédé le 20 mai, une campagne de presse extrêmement violente avait indiqué que ni les Modérés (Indépendants-Paysans) ni les Républicains Sociaux ne voteraient pour le gouvernement si M. Guy Mollet continuait à subventionner des pays « *sans lesquels la rébellion algérienne serait depuis longtemps exterminée* ».

M. Maurice Faure affirma à M. Masmoudi que le gouvernement français détenait les preuves formelles de l'aide tunisienne à la rébellion algérienne.

L'étouffement

M. Masmoudi s'attacha à démontrer deux choses : la première c'est que le rôle algérien de M. Bourguiba ne pouvait consister qu'en une médiation favorable à la fois à la France et à l'Algérie — comme en avaient convenu d'ailleurs plusieurs membres du gouvernement de M. Guy Mollet. La seconde, c'est que le gouvernement tunisien n'avait jamais dissimulé sa solidarité totale avec les Algériens.

Mais dès que fut connu à Tunis le télégramme diplomatique relatant l'entretien Faure-Masmoudi, M. Bourguiba faillit perdre son sang-froid. Il avait fait le tour des possibilités belges, américaines et allemandes : malgré de bonnes paroles, ces trois pays continuaient à vouloir ménager la France. Restaient les Russes dont « l'aide inconditionnelle » est, paraît-il, constamment offerte, et les « cadeaux » des pays arabes. Appel fut fait au roi Séoud d'Arabie. Mais c'était quand même l'étouffement. « *C'est lorsqu'on se sent étranglé que l'on est conduit à de justes provocations* », dit une personnalité néo-destourienne. « *C'est quand on est un homme d'Etat qu'on évite cette politique du pire* », répondit Bourguiba.

Le retour de M. Pineau

Mais que faire ? D'une part la Tunisie est dans l'impossibilité désormais de ne pas aider l'Algérie. D'autre part, elle ne pourra pas vivre avant longtemps sans la France. Il faut à nouveau négocier...

Pendant ce temps, M. Christian Pineau était revenu des Etats-Unis. Il a désapprouvé l'initiative de M. Maurice Faure. Au cours d'un déjeuner avec M. Stevenson, l'ancien rival du président Eisenhower, M. Pineau déclara approuver les tentatives de médiation algerienne de M. Bourguiba.

« *On ne peut pas aider ceux qui aident les assassins de nos enfants* », a déclaré M. Maurice Faure. Il reste à savoir, répond en substance M. Pineau — un peu tard — qui peut aider

→

(1) Aux fêtes de l'indépendance de la Tunisie.

→

la France à arrêter l'assassinat de nos enfants : pour le moment, du fait de l'impasse algérienne, Bourguiba est encore le mieux placé.

ARMÉE

● ***Il y a quinze ans quelques soldats français perdus dans le désert...***

Aux yeux du souvenir

« *GENERAL Kœnig, sachez et dites à vos troupes que toute la France vous regarde et que vous êtes son orgueil.* » Ce télégramme, signé du général de Gaulle, parvenait le 10 juin 1942 au commandant de la 1re division légère des Forces Françaises Libres. Depuis 14 jours, les 5.500 hommes de cette 1re D.F.L., enfermée au centre du désert de Libye dans un étroit polygone de 16 kilomètres carrés, défendaient pied à pied leur position contre les assauts répétés d'une des meilleures divisions de l'Afrika Korps. Depuis six jours, ils tenaient ainsi le seul point de résistance à la poussée des troupes de Rommel vers l'Egypte. Leur camp retranché s'appelait Bir-Hakeim.

Bir-Hakeim a tenu

Le 27 mai, Rommel prend l'offensive. La route d'Egypte s'ouvre. Au nord de la Cyrénaïque le front anglais est enfoncé. Seul Bir-Hakeim résiste. Le 1er juin, le général anglais Ritchie demande au général Kœnig de tenir six jours de plus. Le 3, puis le 5 juin, Rommel fait tenir des propositions de reddition à la petite garnison française. Elles restent sans réponse.

Pour la première fois depuis 1940, des forces françaises et allemandes s'affrontent sur un champ de bataille. Sur Bir-Hakeim, les 155 et 220 allemands font pleuvoir un déluge de fer et de feu. Le ravitaillement, les munitions s'épuisent. Sous un soleil brûlant, la garnison est en perpétuelle alerte.

Le 7 juin, les six jours demandés par le commandement anglais sont écoulés. Le général Ritchie souhaite que Bir-Hakeim tienne encore 48 heures. Rommel s'impatiente : cette résistance sur ses arrières empêche la ruée en avant de l'Afrika Korps, l'entrée en Egypte, la conquête de la vallée du Nil. L'investissement de Bir-Hakeim est maintenant complet. Dans les deux jours suivants de puissantes attaques se succèdent à un rythme de plus en plus pressant sur le dernier nid de résistance. A Londres, et partout en Europe occupée où on écoute les émissions de la B.B.C., des millions d'hommes sont suspendus, angoissés, aux rares nouvelles venues de ce morceau de désert où la France a engagé son honneur.

Mais Bir-Hakeim tient. De Gaulle l'encourage par l'éclatant télégramme que l'on a lu. Enfin, au soir du 10 juin, le général Ritchie donne au général Kœnig l'ordre de gagner avec ses troupes une position nouvelle s'il en a les moyens. La sortie des assiégés s'effectue au prix de très durs combats dans la nuit du 10 au 11 juin : sur les 5.500 hommes de la 1re D F.L. 4.000 parviendront à El Gobi, hors d'atteinte de l'ennemi. 1.109 officiers et soldats sont restés sur le terrain, morts, blessés ou disparus. L'Afrika Korps a subi dans la bataille de Bir-Hakeim des pertes trois fois supérieures. Parlant à l'Albert Hall de Londres le 18 juin 1942, le général de Gaulle peut dire : « *Quand, à Bir-Hakeim, un rayon de sa gloire renaissante est venu caresser le front sanglant de ses soldats, le monde a reconnu la France.* »

[L'anniversaire de Bir-Hakeim sera marqué par plusieurs cérémonies, notamment par une soirée de gala, le mercredi 5 juin, au Palais de Chaillot, au bénéfice des œuvres de l'Amicale de la 1re D.F.L. Au cours de cette soirée sera projeté en avant-première *S.O.S. Noronha*, film de Georges Rouquier, avec Jean Marais. Location à Chaillot ou à la permanence de la 1re D.F.L., 12, rond-point des Champs-Elysées (8e).]

ÉGLISE

● ***La démission des dirigeants de la jeunesse étudiante chrétienne a ouvert un dialogue public entre l'épiscopat et les laïcs.***

La question de confiance

ONZE jours seulement après la démission des 80 dirigeants nationaux de la Jeunesse Etudiante Chrétienne, masculine et féminine, un prélat, Mgr Guerry, archevêque de Cambrai, vient de rendre publique une réponse aux démissionnaires. La rapidité de la réaction, la personnalité de son auteur, le contenu même du document, démontrent l'importance que l'Eglise de France accorde à l'action catholique en général et aux mouvements de jeunesse en particulier.

Les dirigeants de la J.E.C. avaient exposé les raisons de leur départ dans un long document dont on pouvait déceler, malgré l'aridité du langage, les points essentiels :

1° L'expérience avait enseigné à la J.E.C. que l'apostolat moderne se faisait davantage par le témoignage que par la prédication.

2° L'éducation chrétienne de la jeunesse ne peut s'arrêter au seuil des problèmes difficiles, fussent-ils d'ordre politique.

3° Pour remplir leur rôle, les dirigeants laïcs des mouvements devraient être suffisamment autonomes par rapport à la hiérarchie ecclésiastique ; sinon toute prise de position de leur part serait interprétée comme l'attitude de l'Eglise.

Obéir ou partir

Or les secrétariats généraux de la J.E.C. et de la J.E.C.F. avaient le sentiment — à travers plusieurs déclarations de l'Episcopat — que celui-ci voulait contrôler dans le détail toutes leurs activités et désirait limiter leur action à une traduction des principes évangéliques à l'usage de leur milieu. La démission, en septembre dernier, du président de l'Association Catholique de la Jeunesse Française, André Vial, et la publication d'une note doctrinale de l'épiscopat en octobre, avaient obligé les dirigeants à s'interroger sur le travail qu'on leur demandait. Ils démissionnaient parce que ce travail ne leur semblait pas correspondre à celui qu'ils étaient habitués à faire et qui leur paraissait répondre aux besoins de leur milieu.

En d'autres termes, ils partaient pour ne pas désobéir.

Au même moment, les dirigeants de la *Route*, branche aînée des Scouts de France, abandonnaient leurs responsabilités, faute de pouvoir évoquer le problème algérien dans leur publication.

Après un mouvement de mauvaise humeur qui s'est manifesté dans un article anonyme, c'est-à-dire vraisemblablement « inspiré » du journal « La Croix », l'épiscopat français n'a pas pu se dissimuler la gravité de cette crise. Les jeunesses catholiques fournissent à l'Eglise, depuis trente ans, ses meilleurs propagandistes, ce qui ne veut pas dire ses fidèles les moins turbulents.

Mgr Guerry ne cache pas ses inquiétudes dans sa réponse à la J.E.C. :

> « *Ce n'est pas sans tristesse que des évêques, leurs frères dans la foi, voient s'éloigner une élite de militants...* »

Or, sur toutes les questions d'action catholique, l'épiscopat semble s'en remettre à l'autorité de l'archevêque de Cambrai, vieux spécialiste de ces questions, président de la Commission épiscopale pour le monde ouvrier et secrétaire de l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques. Connu pour sa susceptibilité et la passion avec laquelle il défend ses thèses, Mgr Guerry est aussi l'un des « intellectuels » de l'épiscopat dont beaucoup de membres sont écrasés par les tâches matérielles. Aussi a-t-on remarqué la différence de ton entre sa réponse à la J.E.C. et la note doctrinale d'octobre dernier, dont il est l'auteur anonyme, laquelle n'avait fait qu'aggraver le malaise dans les mouvements de jeunesse. Il précise dans son dernier texte que l'éducation civique et sociale doit avoir

> « *une place capitale dans la formation de la jeunesse* » ; que « *l'éducation se fait surtout, pour un mouvement de jeunes, par l'action* »; et que « *si l'action catholique se tient au-dessus et en dehors de la politique des partis, elle a toujours été aussi chargée de remplir une mission sociale au service du bien commun de la cité.* »

Confrontation

De telles précisions retiendront l'attention par elles-mêmes, mais aussi par la manière dont elles ont été obtenues. Il a fallu une crise publique, c'est-à-dire une certaine forme de confrontation entre évêques et laïcs pour aboutir à ce résultat. L'Eglise n'est pas habituée à ce dialogue, aussi ne faut-il pas s'étonner des ruptures qui l'ont rendu possible. Mais cela peut servir de leçon pour l'avenir et préparer une collaboration plus étroite entre un épiscopat souvent coupé des réalités et un laïcat qui a la responsabilité de christianiser celles-ci.

Reste à savoir si, dans l'immédiat, la hiérarchie est disposée à faciliter la réalisation *pratique* des grands principes qu'elle pose. Ses actes depuis un an font penser le contraire. Mais il est toujours possible de faire appel d'une autorité mal informée à une autorité plus informée. Tout dépend de la confiance que l'Eglise a réellement envers les laïcs chrétiens.

elles ont raison...

...ces gentilles midinettes qui, pour savourer leur pause, dégustent un bon NESCAFÉ 100 % pur café.

Rien de tel que NESCAFÉ pour réconforter agréablement. On le prépare en quelques secondes, **on le dose exactement comme on l'aime,*** *et son arôme révèle aussitôt l'extraordinaire richesse des cafés qui font de NESCAFÉ le meilleur des cafés.*

** Ceux qui redoutent le café du soir choisiront NESCAFÉ "décaféiné" ; Un café noir sans nuit blanche.*

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

LE rappel de titres célèbres avant la guerre — « Les Débats » et « Le Temps » — n'aura pas suffi à porter chance au quotidien parisien du soir né le 10 avril, mort le 25 mai, qui avait choisi d'invoquer leur double patronage en s'appelant curieusement « Les Débats de ce Temps ».

Autour de son berceau, il est vrai, on ne vit jamais aucune des fées qui s'étaient penchées, les bras chargés de dons, sur son frère aîné, « Le Temps de Paris ». Le cadet avait un visage ingrat, une voix grinçante, des parrains obscurs et distillait, plus encore qu'une vieille haine recuite, un mortel ennui. Son premier numéro était tiré à 50.000 exemplaires, le quarantième à 13.000. Cependant, on assure que, nouveau Phénix, il pourrait renaître de ses cendres.

L'an passé, un slogan publicitaire maladroit assurait : « Les défaitistes ne lisent pas « Le Temps ». Il n'y a pas eu, cette année, de slogan pour annoncer que les autres non plus ne lisaient pas les « Débats ». Et il n'a même pas été nécessaire de répéter: « Pour tuer le Temps, lisez le « Monde ».

★

LE vicomte Alain de Serigny qui dirige de son appartement à Paris, avenue Henri-Martin, « L'Echo d'Alger », journal d'extrême droite, a de sérieuses difficultés financières.

En remboursement d'une dette vieille de plusieurs années, il est en effet contraint de verser prochainement 150 millions à M. Blachette, directeur du journal concurrent, « Le Journal d'Alger ». Si les 150 millions ne sont pas versés, M. Blachette peut mettre « L'Echo d'Alger » en très mauvaise posture. Et pour le moment, M. Robert Lacoste, dont M. de Serigny se prétend l'ami parce qu'il emprunte l'avion du gouvernement général pour ses déplacements personnels, est resté sourd aux appels du directeur de « L'Echo d'Alger ».

★

Me Tixier-Vignancour, député d'extrême droite et ancien ministre de Pétain, a demandé cette semaine à interpeller le gouvernement « sur la date à laquelle l'état de siège sera proclamé en France et en Algérie pour vaincre définitivement l'ennemi et ses complices ».

L'état de siège dont les lois remontent à 1849 et 1878 suppose pour être proclamé, une guerre étrangère ou une insurrection intérieure, et remet aux autorités militaires les responsabilités d'ordre public et de police.

L'état de siège a pour effet immédiat de suspendre toutes les libertés individuelles et d'autoriser les perquisitions arbitraires, l'assignation à résidence forcée, l'interdiction de publication et de réunion.

★

« LES avantages l'emportent nettement sur les risques possibles. » Cette petite phrase résume le verdict du rapporteur désigné par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale pour exprimer son avis sur le traité de Marché commun européen. Ce rapporteur est le socialiste Alain Savary, qui démissionna à l'automne dernier du gouvernement Guy Mollet à la suite de l'affaire de l'avion de Ben Bella. M. Savary était, au sein de la S.F.I.O., l'un des adversaires les plus résolus de la C.E.D.

Mais les conclusions du rapporteur ne sont pas sans nuances. Il souligne lui-même « la contradiction psychologique » qu'il y a à ratifier un traité dont les effets immédiats tendront à accroître sensiblement nos obligations au moment où nous devons faire face à de graves difficultés monétaires. Il ne dissimule pas que la voie du Marché commun exigera « de durs efforts ». Le choix n'est toutefois pas, selon lui, entre la communauté économique et le statu quo, mais entre la communauté et la solitude. Alors, sans enthousiasme, mais nettement, M. Savary choisit l'Europe.

B. G.

UN PLAN DE PAIX POUR L'ALGÉRIE

Les militants socialistes préparent activement leur congrès national qui se réunira à Toulouse le 29 juin. Une question dominera, encore une fois, les autres : l'Algérie.

C'est autour du problème algérien que tournent actuellement toutes les discussions à l'intérieur du parti. Plusieurs motions importantes sont en préparation. L'une d'elles qui émane du « Comité d'action pour la paix en Algérie », constitué au sein du parti socialiste, a recueilli quatre-vingts signatures. Parmi les personnalités qui ont signé, figurent une vingtaine de parlementaires (notamment MM. Edouard Depreux, Daniel Mayer, Alain Savary, Robert Verdier, président du groupe S.F.I.O. de l'Assemblée) et une soixantaine de militants importants. On relève les noms de Mmes Gilberte Brossolette, Jeanne Dormoy, Madeleine Lagrange ; du maire de Toulouse, M. Raymond Badiou, du professeur de droit André Hauriou, de MM. Charles-André Julien et Ernest Labrousse, professeurs en Sorbonne, etc.

Cette motion va paraître dans le bulletin intérieur du parti socialiste, en prévision du congrès. L'Express *en publie ici, en exclusivité, la partie essentielle et très significative : conclusions et propositions.*

Au cours de la campagne électorale précédant les élections du 2 janvier 1956, le secrétaire général du parti écrivait, le 19 décembre 1955, dans *L'Express*, à propos de l'affaire algérienne : (...)

« D'abord, arrêter les mensonges; ne pas répéter les erreurs d'Indochine, de Tunisie et du Maroc. Protéger la population, certes, mais faire cesser la répression imbécile et aveugle. Chercher des porte-parole qualifiés, mais ne plus laisser à l'Administration le soin de choisir elle-même les fantoches qui seront soi-disant élus le lendemain. (...)

« Saurons-nous faire de ces peuples nos associés et nos amis ? »

(...) Mais, dès le 6 février, tout était remis en question. (...)

La motion du 48ᵉ congrès national, si elle avait été appliquée, aurait peut-être permis de mettre fin à la guerre d'Algérie.

(...) Cependant, dès les premières semaines qui suivent le congrès, les déclarations de Robert Lacoste viennent créer une pénible impression de malaise, par la contradiction qu'elles apportent aux décisions de Lille.

(...) Politique d'arbitrage au départ, elle apparait désormais comme étant la politique des ultras français contre la majorité musulmane. (...)

Il n'est pas jusqu'aux réalisations exemplaires de Gaston Defferre en Afrique noire qui ne risquent d'être remises en cause par le cancer algérien. Nul mieux que le ministre de la France d'Outre-Mer n'est qualifié pour savoir que si la guerre d'Algérie ne se termine pas bientôt, la construction de l'ensemble franco-africain sera impossible. (...)

Surtout, c'est sans doute le plus grave, la France a été conduite par le désir du gouvernement de justifier le renversement de sa politique algérienne, à faire UNE CRISE DE NATIONALISME AIGUE, qui peut faire redouter une quelconque aventure de type fasciste. (...)

Tel est le bilan d'une dégradation de la politique française qui se manifeste aujourd'hui dans tous les domaines. Pour arrêter celle-ci, c'est d'abord en Algérie qu'il faut agir. C'est pourquoi, tout en acceptant par avance la discussion sur d'autres problèmes, nous invitons les camarades à faire leurs les propositions suivantes :

Nous proposons

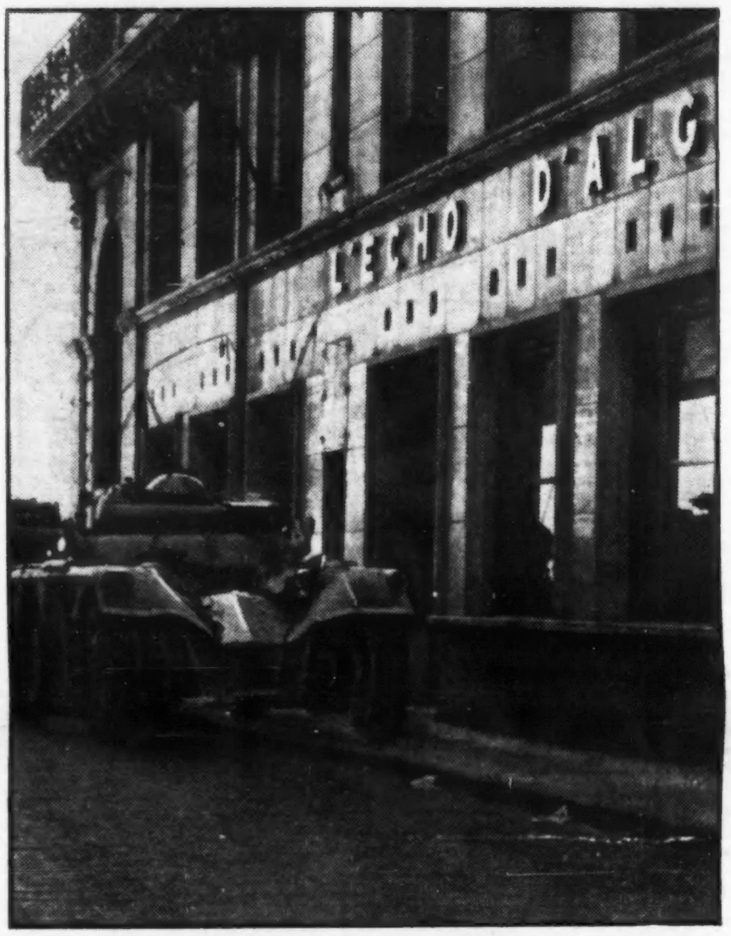
Afin de mettre un terme au processus « terrorisme-répression », de sauvegarder la coexistence des deux communautés et de préparer les conditions d'une entente durable entre la France et l'Algérie, le congrès demande que le gouvernement :

1° Reprenne le contact avec l'opinion musulmane et, pour ce faire, prenne des mesures de libération en faveur des détenus politiques et de restauration des libertés démocratiques (presse, radio, associations, organisations syndicales).

A cet égard, il faut noter que certaines mesures économiques ou sociales, telles que l'amorce d'une réforme agraire, du reste timide et trop lente, ne peuvent, dans le climat de guerre actuel, donner les résultats attendus.

2° Reconnaisse dès maintenant la vocation nationale de l'Algérie.

L'Algérie n'était peut-être pas une nation à l'époque de la conquête. Mais le monde évolue et il serait vain de nier la naissance en Algérie d'une conscience nationale, qui s'affirme de plus en plus et qui se nourrit de la lutte comme de la résistance opposée par les conservateurs colonialistes.



L'IMMEUBLE DE « L'ECHO D'ALGER »
Les ultras contre la majorité
(Photo P. Duckworth-Dalmas)

Parler à la fois de libres négociations et de liens qui doivent, en tout état de cause, rester indissolubles entre la France et l'Algérie, est une contradiction qui ne fait, en réalité, que le jeu de l'adversaire.

Du reste, ne nous faisons pas d'illusions. Comment pouvons-nous penser maintenir, avec des camouflages plus ou moins ingénieux, un système d'administration directe en Algérie, alors que la Tunisie et le Maroc sont indépendants et que les nations d'Afrique noire reçoivent, de nos mains, leur autonomie interne ?

La reconnaissance, dès maintenant, de la vocation nationale de l'Algérie, effectuée d'une façon claire et solennelle, est même sans doute le seul moyen de ménager une phase intermédiaire, indispensable pour dégager un personnel politique musulman, et pendant laquelle la « vocation nationale de l'Algérie » aura besoin de l'expérience française.

3° Rende possible la négociation sur le statut de l'Algérie, prévue après des élections dans la déclaration d'intentions du 9 janvier 1957, par une PRE - NEGOCIATION. Celle-ci pourrait prendre la forme d'une discussion ouverte à tous (F.L.N., M.N.A., autres mouvements politiques, organisations religieuses, forces syndicales), sans exclusive ni préalable (Table Ronde, conversations conjointes ou toute autre formule). Elle aurait notamment pour objet de fixer les conditions du « cessez-le-feu », de préciser l'établissement d'un système transitoire, de déterminer les conditions de la consultation populaire et de son contrôle.

4° Recherche, pour les contacts immédiats, pour l'organisation de la phase intermédiaire et pour l'établissement de liens fédératifs souples, l'appui de la Tunisie et du Maroc.

Sans doute, la situation de l'Algérie entraîne-t-elle à envisager pour ce pays une solution différente de celle adoptée pour ses voisins. Du reste, un statut juridique qui ne comporterait aucun lien avec la France entraînerait pour l'Algérie un désintéressement des Français qui serait très préjudiciable pour cette dernière. Mais ces liens avec la France doivent être librement acceptés par les Algériens et ils seront plus aisément négociés s'il est fait recours aux bons offices de Tunis et de Rabat.

5° Prévoie dès maintenant des garanties pour les minorités ethniques et, en particulier, pour les Français d'origine européenne, en ce qui concerne leurs droits légitimes dans l'ordre économique, social, moral et politique, et fasse de ces garanties un des éléments essentiels de la négociation.

L'intérêt de la France et de l'Algérie

Pareilles perspectives nous semblent parfaitement conformes à l'intérêt bien entendu de la France et de l'Algérie.

Il ne s'agit pas de « partir » de l'Algérie. Or, vouloir maintenir, sous une forme plus ou moins camouflée, les anciens liens de dépendance entre l'Algérie et la France, c'est aboutir inévitablement à la rupture totale et, tôt ou tard, à l'éviction des populations européennes. Mais pour y rester il faut fonder les nouveaux rapports entre les deux pays sur le libre consentement des populations algériennes et sur la garantie des droits des minorités ethniques.

Il ne s'agit pas d'abandonner économiquement l'Algérie, mais de rendre les Algériens responsables, pour l'essentiel, de leurs normes de développement économique, car celles-ci seront nécessairement sévères, comme dans tous les pays sous-développés, de telle sorte que nous aurons bientôt intérêt, en Algérie, comme en Afrique noire, à participer à des investissements fédéraux plutôt qu'à payer des allocations familiales.

Il ne s'agit pas, enfin, de renoncer, à travers une Algérie dont la vocation nationale aura été reconnue, aux richesses du Sahara, mais, au contraire, de pouvoir les exploiter dans l'intérêt franco-africain. Qui ne comprend que, pour la sécurité des pipe-lines et des voies ferrées, une existence pacifique avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie est indispensable ? Allons-nous sacrifier une bonne partie de l'avenir énergétique de la France et de l'ensemble franco-africain aux complexes féodaux des ultras d'Algérie ?

En vérité, c'est bien un changement immédiat et radical de la politique algérienne du gouvernement que nous réclamons. Mais nous sommes convaincus que ce retour à la véritable politique socialiste sera, en même temps, si nous le voulons tous, un renouveau pour notre pays et les nations d'Afrique qui lui font confiance. De quel rayonnement la France ne serait-elle pas capable si, au lieu de gaspiller dans des guerres ruineuses ses forces vives, elle apparaissait en Algérie, comme en Afrique noire, le pays de la justice, de la liberté et du progrès ?

Si, contre toute espérance, les errements actuels devaient se poursuivre, nous n'hésitons pas à déclarer qu'une seule place conviendrait désormais au Parti : l'opposition.

REUSSITE TOTALE
DANS TOUTES LES
SITUATIONS DU COMMERCE

La France manque de Cadres du Commerce et tous les patrons vous diront qu'ils sont prêts à faire un pont d'or à tout vendeur ou vendeuse de classe (Représentant, Agent technique commercial, Gérant de magasin).

A tout âge, sans capitaux, sans diplôme autre que le Certificat d'études, vous aussi vous pouvez assurer votre pleine réussite sociale dans les situations commerciales.

Formation professionnelle rapide par correspondance, grâce à l'Ecole Polytechnique de Vente. Milliers de triomphaux succès. Gros gains immédiats, postes à pourvoir de suite.

SITUATION ASSUREE

Renseignez-vous ! Demandez dès aujourd'hui, sans engagement de votre part, à l'
ECOLE POLYTECHNIQUE DE VENTE
Directeur : Jean-Charles LEPIDI
71, rue de Provence, PARIS-9ᵉ
son importante documentation gratuite n° 803.
Inutile de joindre un timbre

HOLMES
La classe anglaise
et la fantaisie italienne
adaptées
au bon goût français.

FRAIS ET LEGERS, telles sont les qualités des vêtements qu'HOLMES a sélectionnés pour votre confort et votre plaisir

22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

VOUS AVEZ L'AME D'UN REPORTER

...KODAK VOUS LE PROUVE !

L'APPAREIL BROWNIE FLASH, simple, très bon marché (2.450 f), moderne, format 6x6, permet toutes les prises de vues de jour, d'intérieur ou de nuit grâce au KODAK Flash B. (1.333 f).
Pour le plein été : employez le Film Kodak Verichrome-Pan. -
Pour les jours moins ensoleillés : le Film Kodak-Tri-X.

Kodak

Sous des apparences compli

LA CRISE ÉCONOMIQUE,

La crise économique, c'est très simple, à condition de rejeter un certain nombre d'idées reçues et d'abord celle-ci : les finances d'un pays ne sont pas assimilables à celles d'un particulier.

Ce n'est pas seulement avec « du bon sens » que l'on peut comprendre les motifs et les effets d'une crise économique. Est-ce avec du bon sens que le profane comprend, par exemple, une panne de moteur s'il n'a aucune connaisssance mécanique ?

L'économie d'un pays, c'est une immense et subtile mécanique, munie de nombreux rouages. Comprendre comment fonctionne cette mécanique, à quel endroit elle grince, comment tel ou tel rouage s'est détérioré, c'est essentiel pour toute appréciation d'une situation politique.

Il faut reconnaitre que très peu de parlementaires en ont conscience, car, d'une façon générale, le Français est particulièrement mal instruit des problèmes économiques dont tous les Anglo-Saxons ont de solides notions.

Pour donner à nos lecteurs les « clés » qui permettent d'interpréter correctement la crise économique que nous traversons, ses causes, ses conséquences et ses répercussions sur l'avenir, nous avons réuni, d'une part, quatre interrogateurs qui ont posé les questions que se pose le public ; d'autre part, quatre spécialistes des problèmes économiques, financiers, monétaires, etc. Nous avons enregistré questions et réponses.

Voici le dialogue entre les interrogateurs (réunis sous le nom de « L'Express ») et les spécialistes (réunis sous le nom de « L'Economiste »).

L'EXPRESS. — Le public sait, en théorie, parce qu'on le lui répète quotidiennement depuis quelques semaines, que la France traverse une crise économique grave. Il le sait mais il n'en est nullement convaincu parce qu'il n'en éprouve pas les effets. La production continue d'augmenter. Les conséquences de Suez — dont on avait pu craindre qu'elles arrêtent la production — se sont finalement fait très peu sentir. Les carnets de commandes sont pleins pour cinq ou six semaines. On manque plutôt de travailleurs. Partout, dans tous les secteurs, l'activité est très grande. Voilà pour l'opinion autant de symptômes de santé économique qui rassurent. En même temps, le public a le sentiment que l'Etat ne peut pas « joindre les deux bouts » et il s'inquiète parce qu'il se dit : « S'ILS ont besoin d'argent, c'est chez moi qu'ils vont le prendre. » Donc : impôts.

Pouvez-vous nous dire d'abord :

1) S'il y a effectivement crise économique ?

2) Ce que cela signifie exactement en période de prospérité au moins apparente ?

L'ECONOMISTE. — Il y a crise, crise grave, mais à l'intérieur de ce phénomène, il faut distinguer deux aspects :

1) La crise de trésorerie : le Trésor est embarrassé pour faire face à ses échéances. De là l'idée qu'il pourrait demander de nouveaux concours à la Banque de France sous forme d'avances. C'est une crise financière.

2) La crise des devises.

L'EXPRESS. — Précisons d'abord en quoi consiste la première. Vous n'ignorez pas que cet aspect de la crise laisse le public sceptique. Il se dit : « Puisqu'il y a de l'argent à la Banque de France... » Est-ce qu'il s'agit cette fois d'une crise de trésorerie anormale ? Particulièrement grave ?

L'ECONOMISTE. — Non. C'est l'opinion publique qui a raison. Il y a vraiment trop de mauvaise foi à reprocher au gouvernement socialiste d'avoir vidé les caisses et d'être obligé de demander une avance. Il serait excellent de faire une grande entreprise de démystification pour montrer que ces crises de trésorerie sont absolument artificielles.

L'EXPRESS. — Qu'est-ce que vous appelez « artificielles » ?

L'ECONOMISTE. — Selon le marché monétaire intérieur du moment, on peut ou non se passer des avances de la Banque. Mais cela n'est pas directement lié à la bonne ou la mauvaise gestion des finances publiques. L'argumentation des modérés essayant d'imputer au gouvernement socialiste un bilan de faillite parce qu'il doit recourir aux avances de la Banque est absolument inexacte et non fondée en technique. En fait, la situation des finances publiques n'est pas plus grave en 1957 qu'en 1956.

L'EXPRESS. — Vous dites que la situation des finances publiques n'est pas détériorée ; cependant, le déficit budgétaire 1957 est nettement plus lourd que le déficit budgétaire de 1956, lequel était déjà nettement plus lourd que celui de 1955.

L'ECONOMISTE. — Néanmoins, il n'y a pas eu de crise de trésorerie en 1956. D'ailleurs, le déficit de trésorerie de 1957 n'est pas nettement plus lourd que celui de 1956 : il est de 1.100 milliards environ contre 1.050 l'année dernière.

Au contraire. Le gouvernement aurait pu prendre, sans vote du Parlement, des mesures fiscales supplémentaires portant sur une cinquantaine de milliards (75 même) ; par conséquent, son déficit aurait été moins important qu'en 1956, et il y aurait cependant eu crise de la trésorerie.

C'est lié purement et simplement à une conjoncture donnée sur le marché monétaire et aux réactions de la Banque de France.

L'EXPRESS. — Est-ce que des crises de trésorerie comme celle-ci ont eu lieu dans les deux dernières années ?

> **PAS GRAVE :**
>
> ***Les avances de la Banque de France: C'est un accident technique, une crise artificielle.***

L'ECONOMISTE. — Non. Il y a eu deux ou trois crises de trésorerie dans l'histoire économique récente : elles ont toutes coïncidé avec la chute d'un gouvernement. C'était la crise de trésorerie de février 1952 : chute d'Edgar Faure : c'était la crise de trésorerie de 1953 : chute de René Mayer ; et c'est aujourd'hui la chute du gouvernement Guy Mollet.

L'EXPRESS. — Cela signifie-t-il que la Banque de France ne met un gouvernement en difficulté que lorsqu'il est près de tomber ?

L'ECONOMISTE. — Non. Mais cela veut dire que les gouvernements tombent lorsqu'ils ne peuvent plus obtenir le concours de la Banque de France.

L'EXPRESS. — C'est cependant sur une demande d'impôts et non d'avances que le gouvernement est tombé.

L'ECONOMISTE. — Il aurait peut-être obtenu que ces impôts soient votés si tous les parlementaires n'avaient su que, huit jours après, il demanderait ces avances.

L'EXPRESS. — Alors, puisque l'obligation de demander des avances est un phénomène purement artificiel, lié à l'action de la Banque de France sur le marché monétaire, on est tenté de penser que celle-ci met le gouvernement dans la nécessité de demander des avances lorsqu'elle désapprouve la politique poursuivie.

L'ECONOMISTE. — C'est un peu moins simple. La puissance de la Banque de France dépend de facteurs techniques dont le principal est la situation de la balance des paiements.

L'EXPRESS. — La balance de quels paiements ? Intérieurs ? Extérieurs ?

L'ECONOMISTE. — C'est l'ensemble des paiements en devises que nous avons à faire — à quelque titre que ce soit, marchandises, tourisme, arrerages de dettes contractées à l'étranger — et des règlements que l'étranger est amené à nous faire pour des motifs symétriques.

Lorsqu'il y a excédent de la balance des paiements, il y a création obligée de francs par la Banque de France en échange des devises accumulées par l'économie nationale. Dans ce cas, le marché monétaire est toujours largement approvisionné et le Trésor peut y financer aisément son déficit.

Au contraire, quand il y a déficit de la balance des paiements, le marché monétaire est démuni, l'achat de devises raréfiant les francs. C'est à ce moment-là que le gouverneur de la Banque de France redevient tout-puissant et qu'il peut, soit alimenter le marché, soit laisser se prolonger la pénurie de francs. Son rôle devient alors extrêmement difficile ; il entre dans la période des drames de conscience. En effet, la pénurie de francs est un remède à la crise des devises. Un remède indifférencié, brutal, dangereux, mais un remède. La pénurie de francs oblige l'économie à réduire son activité et, par conséquent, la conduit à moins acheter à l'étranger. Or aider le Trésor de façon occulte sur le marché cela veut dire créer des francs, c'est-à-dire interrompre le processus de raréfaction de la monnaie. Si le gouverneur a l'impression qu'une politique économique efficace n'est pas menée, il peut avoir le sentiment qu'abandonner l'arme monétaire de la raréfaction des francs, c'est trahir les devoirs de sa charge. On ne peut donc l'accuser de manœuvre politique quand il prend la décision de ne pas alimenter le marché monétaire et de subordonner des avances directes à un plan de redressement satisfaisant.

L'EXPRESS. — Le prochain gouvernement va donc être également obligé de demander des avances à la Banque de France ?

L'ECONOMISTE. — Sans aucun doute : même si une petite avance remboursable à court terme était demandée par le gouvernement démissionnaire, cela laisserait le problème entier. Mais, encore une fois, ce problème n'est pas un problème financier, c'est un problème d'autorité gouvernementale et un problème de coordination de la politique économique et de la politique monétaire. Si le gouvernement avait été sûr de sa politique économique et de sa majorité, il aurait imposé au gouverneur de la Banque de France l'aide qui lui paraissait nécessaire. C'est parce qu'il était conscient de sa faiblesse vis-à-vis des parties prenantes du revenu national et de leurs représentants au Parlement qu'il a cru habile de laisser intervenir en coulisse le croquemitaine-gouverneur. C'est la faiblesse du gouvernement qui fait les crises de conscience et la puissance peu enviable du gouverneur de la Banque de France.

L'EXPRESS. — En résumé, la crise de trésorerie n'est pas véritablement une crise. C'est un incident technique qui ne démontre pas qu'il y ait quelque chose de malsain dans la machine économique.

L'ECONOMISTE. — Disons plutôt que la crise de trésorerie n'est pas directement liée au problème budgétaire. Mais dans la mesure où le financement du déficit budgétaire est rendu plus difficile par le déséquilibre de la balance des paiements, la crise de trésorerie se confond avec la crise des devises.

L'EXPRESS. — L'essentiel reste donc la crise des devises. Pourquoi n'avons-nous plus de devises ? En 1955, notre commerce avec l'extérieur était équilibré. Pourquoi M. Mollet a-t-il pu trouver en arrivant au pouvoir près de 2.000 millions de dollars et pourquoi en sommes-nous là aujourd'hui ?

L'ECONOMISTE. — Il faut distinguer plusieurs éléments. Les circonstances expliquent en grande partie le fait qu'il y ait eu un retournement brutal de 1955 à 1956. En 1955, il y a eu toute une série de facteurs favorables. D'abord, dans le domaine des échanges agricoles, on a réussi à vendre en 1955 à la fois beaucoup de blé au début de l'année, c'est-à-dire pendant le premier trimestre, sur la récolte de 1954, et beaucoup de blé à la fin de l'année 1955, c'est-à-dire sur la récolte 1955. Cela tenait simplement à un manque de synchronisme dans les livraisons de l'O.N.I.C. (Office des céréales).

Un deuxième facteur, celui-là un peu moins accidentel, est une situation de déstockage en 1955 pour certains produits, notamment le charbon. L'hiver 1955 a été doux et on a pu faire des économies assez importantes. Ensuite, on a fait tomber les stocks

FABRIQUE
DE
BIJOUTERIE FANTAISIE
BRACELETS MÉTALLIQUES
POUR MONTRES

J. CHATENOUD ET Cie
ANNECY (France)
Téléphone 23-70 (2 lignes)
PARIS : 109, rue de Turenne
Téléphone : TURbigo 92-76

Bracelets J. C. C.
Bracelets de qualité

PONT-L'ÉVÊQUE
LEVASSEUR
toujours
LE MEILLEUR

ETABLISSEMENTS
HIRIGOYEN
St-VINCENT-de-TYROSSE
CHAUSSURES
DE QUALITÉ
Mixte - Good-year
Californian

Le Comité d'Action des Intellectuels vous appelle à assister à un
GRAND MEETING
Vendredi 7 juin 1957
à 20 h. 30
SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES
PRENDRONT LA PAROLE :
Andrée-P. VIENOT | Y. DECHEZELLES
Jean AMROUCHE | Jean DRESCH
Robert BARRAT | Jean ROUS
Claude BOURDET | J.-P. SARTRE

quées et des idées fausses

C'EST TRÈS SIMPLE...

à un niveau qui, de toutes façons, exigeait en 1956 une reconstitution des stocks.

Tous ces facteurs-là sont des facteurs plus ou moins accidentels, mais leur incidence n'est pas tellement considérable.

Chacun représente 15 ou 20 milliards de francs. Le facteur le plus important est le décalage entre le démarrage de l'expansion en France et dans les autres économies européennes.

L'EXPRESS. — C'est-à-dire que la France a démarré plus tard. Quand ?

L'ECONOMISTE. — Fin 1953 début 1954, après la période de stagnation au moment du gouvernement Pinay.

Ce décalage entre les démarrages de l'expansion dans différents pays se retrouve assez souvent dans la vie économique. Cela s'est produit en 1929/1930. Il y a toujours un décalage entre les mouvements conjoncturels français et les mouvements conjoncturels mondiaux. Cela tient en partie à la plus grande autarcie française, comparativement à des pays de tradition libre-échangiste comme la Grande-Bretagne par exemple.

En 1954 déjà et en 1955 surtout, nous avions donc des excédents, notamment de produits sidérurgiques — qui étaient inemployés pour la production française intérieure. Ils étaient fortement demandés dans des pays comme l'Allemagne. Elle manquait de ces produits sidérurgiques pour pouvoir faire face à son expansion qui était un peu plus ancienne d'abord, et plus rapide ensuite.

Dans ces conditions, en 1955 (pour donner des ordres de grandeur), la seule augmentation de nos exportations de produits sidérurgiques par rapport à l'année 1954, a permis de compenser et même au-delà toutes les importations supplémentaires de matières premières (laine, coton, caoutchouc, etc.) nécessaires pour faire face, au début, à l'expansion.

C'est ainsi qu'en 1955 on a réussi à équilibrer approximativement la balance commerciale, c'est-à-dire la balance des échanges des marchandises.

En 1956, l'expansion française continuant, nous n'avons pas pu augmenter les exportations de produits sidérurgiques, parce qu'on avait besoin de toute la production pour le marché intérieur. Nous n'avons pas pu compenser, par des exportations, les achats supplémentaires de matières premières et de produits énergétiques nécessités par l'expansion.

Et nous avons donc puisé, pour ces achats, dans notre réserve de devises.

L'EXPRESS. — Comment avait été constituée cette réserve ?

L'ECONOMISTE. — En 1955, nous avions pu, puisque notre balance commerciale était équilibrée, mettre de côté toute l'aide américaine qui nous a été octroyée et qui a été encore très considérable puisque — contrairement à ce qu'on pense généralement et à ce qu'on dit — l'aide américaine n'a pas largement diminué à partir de 1952 : elle a augmenté, sous les différentes formes nouvelles qu'elle a pu prendre (commandes « off shore » au secteur public et au secteur privé, remboursement des dépenses en Indochine...).

L'EXPRESS. — Est-ce que vous pourriez chiffrer approximativement l'aide américaine totale pour les années 1953, 1954, 1955 et 1956 ?

L'ECONOMISTE. — En 1952, l'aide américaine a représenté en dollars, y compris les commandes off shore, 152 milliards de francs courants ; en 1953, elle représentait 200 milliards ; en 1954, elle atteignait 310 milliards et en 1955 elle était encore de 290 milliards (il commençait à y avoir une très légère baisse). En 1956, au contraire, la chute a été brutale : 136 milliards.

Pour 1957, je crois qu'il n'y a plus qu'une cinquantaine de milliards.

L'EXPRESS. — Quels sont les autres phénomènes, indépendants ou dépendant de notre volonté, qui ont entraîné nos dépenses accélérées en devises ? Le gel ? Suez ? La guerre d'Algérie ? Dans quelles proportions ?

L'ECONOMISTE. — Il est évidemment très difficile de dire quels sont exactement les effets du gel de février et mars 1956 sur la balance commerciale. Si l'on s'en tient simplement au point le plus important, les échanges de céréales, on peut l'évaluer à 75 milliards. Nous avions exporté en 1955 pour environ 50 milliards de céréales et farines. Nous avons dû en importer 25 milliards en 1956. Donc, 200 millions de dollars pour les seules céréales et farines !

Il y a ensuite la crise de Suez. Là aussi, évidemment, l'évaluation est très difficile. On ne peut d'ailleurs pas dire que cela se rapporte à 1956. C'est surtout pendant le premier trimestre 1957 que les effets de la crise se sont fait sentir. Mais en réunissant le bout de l'année 1956 et le premier trimestre 1957, on n'est probablement pas très loin de la vérité en disant que là aussi on a probablement perdu quelque chose comme 200 millions de dollars.

L'EXPRESS. — C'est le résultat global de l'allongement du parcours, de la hausse du prix du pétrole et de la hausse des frets en général. Et l'Algérie ?

L'ECONOMISTE. — Là aussi, les conséquences sont très difficiles à chiffrer parce qu'elles sont multiples. Il y en a une qui est naturellement directe : c'est l'augmentation de nos importations de matériel militaire. En 1956, nous avons payé près de 100 millions de dollars de plus de matériel militaire ; nous en avons commandé pour 200 millions, si bien qu'il nous en reste encore 100 à payer en 1957, qui s'ajouteront naturellement aux commandes effectuées au titre de 1957.

A ces conséquences directes sur les importations, il s'en ajoute naturellement d'autres qui, elles, sont assez difficiles à mesurer.

La première, c'est qu'on a dû accroître certaines importations, notamment les importations de charbon du fait de la mobilisation en Algérie (mobilisation de mineurs). La démobilisation qui a été maintenant faite pour les mineurs doit procurer un supplément de production de charbon de 2 millions de tonnes ; on peut donc en déduire qu'on a perdu environ 2 millions de tonnes à 5.000 francs la tonne. Soit dix milliards, trente millions de dollars.

> **TRÈS GRAVE :**
> ***La crise de devises. C'est un défaut de structure que l'aide américaine a camouflé.***

Ce n'est pas aussi net dans tous les secteurs. Cependant, la mobilisation a certainement, sans qu'on puisse déterminer dans quelle proportion, réduit les niveaux de production.

A cela s'ajoutent les pertes d'exportations, qui sont très difficiles à chiffrer. Mais il y a un phénomène qui est intéressant. En effet, on s'aperçoit qu'il y a un synchronisme très remarquable entre les achats de l'administration militaire aux industries mécaniques et électriques au sens très large et le mouvement de nos exportations vers l'étranger. En 1955, nos exportations de produits des industries mécaniques et électriques se sont accrues, et en même temps on constate que les achats par l'administration militaire à ces mêmes industries mécaniques et électriques ont décru.

L'EXPRESS. — Du fait de la fin de la guerre d'Indochine.

L'ECONOMISTE. — En 1956, au contraire, on s'aperçoit que nos exportations de matériel mécanique et électrique restent à peu près au même niveau qu'en 1955, et dans le même temps les achats de l'administration militaire en matériel mécanique et électrique s'accroissent dans des proportions très importantes. Ce qui laisse à penser que la plus grande part de la production supplémentaire des industries mécaniques et électriques a été consacrée aux achats de l'administration et n'a donc pas pu accroître nos exportations.

L'EXPRESS. — Est-ce que ce phénomène continue ?

L'ECONOMISTE. — Il s'accentue en 1957. S'il n'y avait pas eu d'achats militaires, on ne peut évidemment pas dire que le supplément constaté dans les achats de l'administration en matériel mécanique et électrique aurait été intégralement exporté parce qu'il faut une certaine reconversion pour permettre l'exportation. Mais le phénomène est quand même là, il est indiscutable.

L'EXPRESS. — En gros, si on résume les effets des circonstances accidentelles, il y a environ une dépense de 200 millions de dollars à cause du gel, 200 millions à cause de Suez. Il faut compter, bien que ce soit beaucoup plus difficile à préciser, pour les conséquences directes et indirectes de la guerre d'Algérie, une somme du même ordre. Cette conjoncture de circonstances a donc fortement contribué à l'épuisement de nos réserves en devises depuis 1956. Mais supposons qu'il n'y ait eu ni le gel, ni Suez, ni l'Algérie. La politique économique française, telle qu'elle est orientée depuis plusieurs années, ne devait-elle pas de toute façon aboutir à une crise de nos paiements extérieurs ?

L'ECONOMISTE. — Si cette crise s'est trouvée précipitée, elle était en effet prévisible. Le déséquilibre de la balance commerciale n'est pas un phénomène nouveau. C'est depuis cinquante ans une constante de l'économie française dont celle-ci a pu longtemps s'accommoder, parce que, comme la plupart des pays industriels, la France avait une richesse acquise qui lui permettait de solder le déficit de ses échanges commerciaux par le revenu de ses capitaux placés à l'étranger. Lorsque cette situation s'est trouvée cassée par les pertes de substance dues aux guerres, lorsque la France est devenue un pays nouvellement pauvre, l'aide extérieure est venue se substituer, dès après guerre et dans une proportion croissante jusqu'à ces dernières années, au revenu du portefeuille étranger qui avait dû être liquidé. Mais cette aide extérieure, qui ne pouvait avoir qu'un caractère provisoire, a masqué la nécessité d'une reconversion de l'économie française pour s'adapter à la concurrence internationale. Car le phénomène absolument nouveau et dont nous devons nous réjouir, c'est que, depuis la dernière guerre, la France est devenue un pays industriel. Or si dans de grands ensembles économiques comme les Etats-Unis ou l'Union Soviétique cette transformation a pu se faire sur des richesses naturelles considérables, il ne pouvait en aller de même dans des pays comme la France ou l'Angleterre dont les ressources naturelles étaient insuffisantes.

C'est pourquoi depuis deux ou trois ans, la proportion des importations nécessaires au développement de l'industrie française est devenue très considérable par rapport à l'ensemble de sa production. La France est devenue un pays dépendant à cause même de son essor. Cette dépendance de la France pour son approvisionnement en matières premières apparait maintenant très brusquement parce que, jusqu'à présent, elle était masquée par une dépendance à l'égard des bailleurs de fonds américains.

C'est un phénomène parfaitement sain, dont les conséquences en matière de devises pouvaient être prévues de longue date. Dès le démarrage industriel qui s'est produit, il devenait parfaitement clair que le jour où l'aide américaine disparaitrait il serait nécessaire d'exporter pour importer. Du moment qu'on pensait que l'aide américaine disparaîtrait un jour, on aurait dû prévoir que la situation s'aggraverait. En fait, au lieu que la guerre d'Indochine était une exportation, la guerre d'Algérie est une importation, si je puis dire.

L'EXPRESS. — En somme, les deux crises apparentes : celle de trésorerie en francs et celle de trésorerie en devises, sont donc étroitement liées. Mais alors que la première est un accident technique, la seconde, qui la conditionne, est l'expression d'un phénomène grave. La crise des échanges extérieurs était prévisible depuis longtemps et c'est depuis longtemps que la politique économique n'a pas été orientée pour y faire face le jour où elle se produirait.

Peut-on dire que le gouvernement démissionnaire a eu sur ce point fondamental une politique cohérente ? Quelle pourrait être la politique du prochain gouvernement ? C'est ce à quoi nous vous demanderons de répondre la semaine prochaine.

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

Les Cahiers de la République
LA FRANCE ET LES T.O.M.
Articles de Paul MUS, L. SENGHOR, KOSCIUSKO-MORIZET, Léo HAMON, P. LAMPUE.
ASSISTANCE TECHNIQUE ET SOUS-DEVELOPPEMENT par Robert BURON
PROBLMES SOCIOLOGIQUES D'AFRIQUE NOIRE Par Georges BALLANDIER
PROBLEMES FRANÇAIS ET INTEGRATION EUROPEENNE par A. CHAMBRAY
Radicalisme et Socialisme, Herriot et la Ruhr, etc.
Le numéro : 250 fr. - Abonnement : 1.250 fr. - Etranger : 1.500 fr. - Soutien : 3.000 fr.
Rédaction, administration : 1 bis, place de Valois
C.C.P. Paris 13.693.89

jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
TAILLEUR
CHEMISIER
CHAUSSEUR
Importations Italiennes et Anglaises
38-40, AVENUE VICTOR-HUGO

WEEK-END
TUNMER
CHEMISETTE Hommes popeline unie, manches courtes, col transformable. 1.650
PANTALON Tergal Nervafil. 7.700
et les Korrigan-Lesur Hommes
CATALOGUE ILLUSTRÉ SUR DEMANDE
Ouvert les lundis après-midi de Juin
TUNMER VOUS EQUIPE
5, PL. SAINT AUGUSTIN PARIS

EST - OUEST

● ***Une conversation avec Churchill et un film ultra-secret ont convaincu Eisenhower : il faut cesser de jongler avec les armes atomiques.***

Eisenhower et la bombe

(*Correspondance de Washington.*)

POUR la première fois depuis quatre ans qu'ils travaillent ensemble, les membres du sous-comité des Nations Unies sur le désarmement se sont réunis lundi dernier à Londres avec le sentiment qu'ils allaient « pouvoir travailler ».

Depuis la création du sous-comité, en 1953, les représentants américain, russe, français, anglais et canadien ont tenu plus de cent vingt séances mais ne se sont jamais fait d'illusions: ils savaient que toute proposition faite par l'un des « deux grands » serait précipitamment retirée dès que l'autre ferait mine de la prendre au sérieux. La situation n'était pas mûre pour un accord et le sous-comité ne servait aux uns et aux autres que de tribune de propagande.

Une volonté

L'atmosphère n'est plus la même aujourd'hui. Le délégué américain, M. Stassen, est arrivé à Londres avec des pouvoirs assez étendus et le premier ministre britannique, M. Macmillan, a pu déclarer aux Communes « qu'un progrès considérable était possible à la conférence du désarmement ». De l'avis de tous les observateurs, « il va y avoir du nouveau ».

A l'origine de ce nouvel espoir, il y a la volonté d'un homme : Eisenhower qui, comme tous ceux qui connaissent bien la guerre, la redoute plus que toute autre chose. Dans les premiers temps de sa présidence, Eisenhower, habitué aux guerres classiques, ne réalisait pas les perspectives apocalyptiques ouvertes par la libération de l'énergie thermonucléaire. Ce fut Churchill qui lui ouvrit les yeux lors d'une visite à Washington et depuis ce jour, la hantise de la guerre nucléaire ne l'a pas quitté. Le président se souvient aussi de l'enseignement pacifiste qu'il a reçu de sa mère — militante convaincue des « Témoins de Jehovah » — et on l'a vu récemment sortir avec un visage décomposé de la projection d'un film *top secret* sur les effets destructeurs de la bombe H.

Dans sa recherche d'un accord mondial sur la limitation des armements, Eisenhower s'est rapidement trouvé un allié : Harold Stassen, géant plein de foi humanitaire qui fut candidat à la présidence des Etats-Unis et qui s'attira l'hostilité de nombreux dirigeants républicains en prenant ouvertement position, lors des dernières élections, contre la candidature de Richard Nixon à la vice-présidence. Le secrétaire d'Etat Foster Dulles, l'un de ses adversaires les plus acharnés, crut pouvoir le « neutraliser » en obtenant que les services de Stassen fussent placés sous son autorité personnelle, mais Stassen vient d'obtenir une éclatante revanche en obtenant le soutien total d'Eisenhower lors des débats passionnés qui ont eu lieu au Conseil National de Sécurité — organe suprême du gouvernement américain — sur la position des Etats-Unis dans le domaine du désarmement.

Pour soutenir Stassen, Eisenhower n'a pas hésité à prendre nettement parti contre son état-major, son Département d'Etat et ses alliés européens.

Pour justifier leur volonté de rechercher *sincèrement* un accord sur le désarmement et leur conviction que les Russes souhaitent un tel accord, Eisenhower et Stassen ont fait valoir deux arguments :

● Le coût croissant des armements nucléaires, qui fait peser sur l'économie des deux pays un fardeau d'autant plus absurde que ni l'un ni l'autre ne songent à les utiliser ;

● La crainte de voir des puissances de second plan s'engager dans la course atomique et mettre au point des armes nucléaires qui leur permettraient d'exercer de dangereux chantages.

Le plan

Les propositions que M. Stassen compte faire à Londres ne sont pas encore connues en détail, mais on sait qu'elles prévoient l'application à une zone expérimentale du plan Eisenhower d'inspection aérienne mutuelle. Elles s'inscrivent donc dans la ligne de la proposition sensationnelle faite à Genève en 1955 par le président des Etats-Unis et qui lui avait valu un gros succès psychologique. Les Russes commencèrent par repousser résolument ce plan comme une « simple tentative d'espionnage », mais lorsque Stassen suggéra de limiter l'expérience à une zone-test du Pacifique Nord, ils répliquèrent en proposant d'étendre cette zone à l'Europe de part et d'autre du rideau de fer, à la Sibérie orientale et à l'Ouest américain. Une telle répartition des zones était inadmissible puisqu'elle mettait en parallèle d'un côté la toundra glacée de la Sibérie et de l'autre le Texas avec ses pétroles, la Californie avec ses usines d'aviation et le Nevada avec ses centres de production atomique. La contre-proposition soviétique marqua cependant le départ de conversations qui ont permis d'entrevoir de part et d'autre avec optimisme les chances de compromis.

Les « petits » sont contre

Mais à supposer que les Russes soient dans les dispositions conciliantes que MM. Eisenhower et Stassen leur prêtent, la tentative d'accord se heurtera à une double opposition :

● Celle, d'abord, du secrétaire d'Etat Dulles et du chancelier Adenauer, qui veulent bien croire au désir soviétique d'aboutir à un accord mais qui souhaitent faire « payer cher » les concessions américaines;

● Celle, d'autre part, des pays de l'OTAN qui ne possèdent pas d'armes atomiques (France, Belgique, etc.) et qui craignent que le sentiment de sécurité qui résulterait d'un accord n'incite les Etats-Unis à retirer leurs troupes d'Europe.

En dépit de ces oppositions, M. Stassen reste optimiste. Il sait qu'il peut maintenant compter sur un nouvel appui : celui de l'Angleterre, qui a tout fait pour freiner les discussions sur le désarmement tant qu'elle n'avait pas fait exploser « sa » bombe H, mais qui fera tout pour les activer maintenant qu'elle est passée de l'autre bord et qu'elle est devenue la troisième puissance thermonucléaire du monde. De l'avis des Anglais : « Trois suffisent ! ».

DE BONNES RAISONS POUR DÉSARMER

par Aneurin BEVAN

A. BEVAN

UN optimisme prudent prévaut dans les milieux politiques quant aux perspectives d'un accord sur le désarmement.

Les cyniques déclarent que cet optimisme est inspiré par le désir d'échapper à la responsabilité de l'échec dans l'hypothèse d'une rupture, comme cela a été le cas bien souvent. Mais il se pourrait bien que, cette fois-ci, les cyniques se trompent. Il y a de solides raisons de penser qu'aujourd'hui les puissances ont réellement envie d'aboutir à un accord. Il est devenu évident que l'entretien de forces conventionnelles importantes et l'exécution d'un programme d'armement atomique sont une charge trop lourde si ce n'est, peut-être, pour les Etats-Unis. Et même aux Etats-Unis le Président a beaucoup de difficultés à persuader le Congrès de payer la note à la fois pour les armes et pour l'aide à l'étranger.

La Grande-Bretagne a décidé que ses dépenses en armes conventionnelles devaient être sévèrement réduites et une pénible révision de ses engagements outre-mer est en cours.

La tension de l'économie soviétique doit être aussi considérable. On ne réalise généralement pas à l'Ouest quelle a été la contribution de l'Union soviétique à l'industrialisation de la Chine. L'affirmation récente de l'indépendance de la Pologne et les événements de Hongrie ont fait comprendre aux leaders soviétiques que la colonisation de leurs alliés européens ne pouvait pas être poursuivie. Bien entendu, les exigences des démocraties populaires pèsent sur l'économie soviétique : la Russie va être sans aucun doute incapable de les satisfaire pleinement.

La France manque dramatiquement de dollars et, bien que le gouvernement de M. Guy Mollet ait reçu un large soutien pour sa politique nord-africaine, ses supporters ne sont pas aussi enthousiastes quand il s'agit de payer la note.

On a eu l'impression à un moment donné que les chefs militaires américains triompheraient du Président. Mais M. Stassen semble avoir été renvoyé à Londres avec une large marge de manœuvre pour négocier avec l'Union soviétique. La position de M. Stassen dans la vie politique américaine est une raison supplémentaire de croire à la possibilité de la conclusion d'un accord au sous-comité de désarmement. L'avenir politique de M. Stassen est maintenant lié au résultat de la négociation sur le désarmement.

> ● *Un accord sur le désarmement qui aurait pour effet d'apaiser les craintes sans en supprimer les causes risquerait d'être plus nuisible qu'utile.*

On a même entendu dire que s'il retournait aux Etats-Unis avec un accord, même limité, sur le désarmement, il pourrait être le prochain candidat républicain à la présidence.

Il y a donc beaucoup de raisons pour que ce nouveau « round » de négociations soit plus fructueux que les précédents. Mais ces raisons n'entraîneront pas nécessairement le genre d'accord dont le monde a besoin. Le but d'une convention sur le désarmement ne doit pas être d'épargner des dépenses, bien que cela aussi soit important ; l'objectif principal est d'assurer la paix. Il n'est pas suffisant de s'arrêter au bord du précipice et de s'y tenir. Un accord limité qui aurait pour effet d'apaiser les craintes sans en supprimer les causes serait en quelque sorte plus nuisible qu'utile. Réduire la charge des armements à un niveau moins intolérable pour les nations ne suffirait pas en soi à assurer la paix. Les dangers de guerre existeraient toujours avec toutes leurs conséquences. Il y aurait toujours assez de bombes à hydrogène pour anéantir l'humanité. Tout accord doit donc être examiné de deux points de vue. On doit savoir d'abord en quoi il consiste et à quelle région il s'étend, mais surtout quelle perspective il offre de permettre un acheminement vers un accord plus large.

A. B.

(Copyright « L'Express ».)

CHINE

Les trois plaies

● ***Mao Tsé Toung, après une violente critique du stalinisme, propose une voie nouvelle aux Chinois. Cette révolution a déjà un nom poétique : « Changement de vent ».***

A partir du 30 septembre prochain, les dirigeants communistes chinois seront obligés de consacrer 24 heures par semaine au travail manuel avec les paysans ou les ouvriers. Telle est l'une des conséquences de la grande campagne « cheng feng » (« changement de vent ») qui vient d'être lancée en Chine par le gouvernement.

Au début d'avril, plusieurs journaux occidentaux annoncèrent que Mao Tsé Toung avait prononcé devant le Comité Politique Consultatif de la République Chinoise un discours secret dans lequel il dénonçait les erreurs du régime, véritable « rapport Kroutchev » chinois. En réalité, il n'y eut pas un grand « discours-bombe » de Mao Tsé Toung mais une série d'interventions de tous les dirigeants chinois qui définirent, chacun dans son domaine, les changements à apporter au régime.

Les premières informations sur la nouvelle ligne politique chinoise qui

sont parvenues en Europe ont été rapportées par la délégation polonaise, dirigée par le premier ministre M. Cyrankiewicz, qui s'est rendue dernièrement à Pékin. Un journaliste polonais qui assista à la plupart des entretiens entre M. Cyrankiewicz et les dirigeants chinois en a fait la synthèse.

Affaire interne

Selon les dirigeants de Pékin, la lutte des classes est maintenant terminée en Chine. L'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat ne constitue plus un conflit entre « la nation » et « l'ennemi » mais de simples divergences internes qui doivent être résolues par des moyens démocratiques et non par la force.

Si les conflits de ce genre qui existaient en Hongrie avaient été réglés par des moyens démocratiques, l'explosion de l'automne dernier eût pu être évitée. Mao Tsé Toung a sévèrement critiqué l'intervention soviétique devant le Comité Politique Consultatif et a ajouté que la Russie devait s'attendre à de nouveaux soulèvements en Europe de l'Est si elle ne révisait pas sa politique. La grande erreur de Staline — insuffisamment corrigée par ses successeurs — a été d'appuyer son régime sur la terreur et non sur le travail politique au sein des masses.

Les dirigeants chinois sont décidés à ne pas renouveler une telle erreur et ils dénoncent aujourd'hui les trois plaies du régime chinois : la bureaucratie, le dogmatisme, l'oubli des véritables intérêts du peuple. Et ils indiquent le remède : un plus grand respect de la démocratie.

Objectivité ?

Pour faciliter la liberté de discussion, le gouvernement envisage de publier les œuvres complètes de Chang Kaï Chek afin que le peuple puisse constater par lui-même qu'il était un « grand réactionnaire ». Il se propose aussi de transmettre à la radio chinoise certaines émissions de la B.B.C. et même de la « Voix de l'Amérique ».

Rappelant le slogan de l'année dernière — « Laissons toutes les fleurs croître ensemble » — Mao Tsé Toung a ajouté devant le Comité Politique qu'il n'y avait aucun danger à laisser les mauvaises herbes pousser au milieu des fleurs puisque celles-ci devaient, en fin de compte les étouffer.

Mieux encore : il a affirmé que la grève était une arme légitime contre la bureaucratie et que les grévistes ne devaient pas être punis.

La campagne « changement de vent », destinée à mettre en pratique les nouveaux principes énoncés par les dirigeants, a été inaugurée le 27 avril par une directive du Comité Central du Parti Communiste chinois adressée à toutes les sections locales du parti. En précisant les « erreurs à ne plus commettre », ce texte donne une idée des méthodes employées jusque-là. La directive indique que les discussions de groupe doivent avoir lieu dans un esprit de « camaraderie compréhensive » et que ceux qui ont commis des erreurs ne doivent pas faire l'objet de mesures disciplinaires, « à moins qu'il ne s'agisse de fautes graves contre la loi ou la discipline ».

Elle précise aussi que les personnes qui ne sont pas membres du parti ne doivent pas être contraintes d'assister à ces discussions de groupe. Enfin, elle annonce que les cadres du parti et de l'administration devront consacrer une partie de leur temps au travail manuel avec les paysans ou les ouvriers.

Des « erreurs »

Commentant cette directive dans un éditorial du 2 mai, le *Jenmin Jih Pao* admit que des méthodes qui ne convenaient qu'à la lutte contre l'« ennemi » avaient été utilisées à tort contre le peuple.

Dans les jours qui suivirent, les comités provinciaux du parti donnèrent des indications pratiques sur le déroulement de la campagne. Le Comité du Kiangsu annonça qu'il y aurait trois étapes : l'étude et la discussion des discours de Mao Tsé Toung et des autres dirigeants du parti; une enquête sur « le bureaucratisme, le sectarisme et le subjectivisme »; l'adoption d'un nouveau système pour améliorer « la structure démocratique et les relations entre les cadres du parti et les masses ». C'est le Comité du Hopei qui a précisé que le système du « travail manuel obligatoire » entrerait en vigueur le 30 septembre pour les hauts dirigeants du parti et serait progressivement étendu aux cadres inférieurs entre octobre et février prochain.

LE PAPE ET LE CARDINAL WYSZINSKI

Le mauvais exemple

(Photo Keystone)

POLOGNE

● ***M. Gomulka à Moscou et le cardinal Wyszinski à Rome se sont vu adresser le même reproche : ils s'entendent trop bien...***

Les deux voyageurs

CETTE semaine, le cardinal Wyszinski, primat de Pologne, vient de rentrer du Vatican où il a pu enfin se rendre pour recevoir, avec trois ans de retard, le chapeau rouge, insigne de sa dignité de cardinal. Presque le même jour, sur un aérodrome militaire près de Varsovie, atterrissait, retour de Moscou, une délégation gouvernementale polonaise conduite par M. Gomulka. La première visite a été entourée d'une grande publicité, tandis que la seconde a été tenue secrète.

Pourtant, les deux ont ceci en commun, qu'aussi bien le cardinal Wyszinski au Saint-Siège que M. Gomulka à Moscou ont eu des interlocuteurs un peu tièdes.

A Moscou, quelques jours avant le voyage de M. Gomulka, la revue satirique « Krokodil » fut retirée des kiosques après une vive protestation de l'ambassade de Pologne : sur une caricature un tout petit Gomulka tenait la traîne d'un immense cardinal. Légende : « La voie polonaise vers le socialisme ».

Au Vatican, le cardinal Wyszinski s'attendait, sans doute, à un accueil enthousiaste. Après tout, il est le chef de l'Eglise du plus grand pays de l'Europe de l'Est et il a su beaucoup mieux qu'un Mindszenty ou que Mgr Beran défendre les intérêts de ses fidèles. Nul ne peut contester, en effet, que l'Eglise catholique en Pologne jouit aujourd'hui d'une grande liberté.

Cependant, le cardinal Wyszinski a rencontré au Saint-Siège une froideur et une méfiance que le baiser papal n'a pas suffi à adoucir.

La robe rouge

Les raisons de ses difficultés sont faciles à comprendre si on connaît un peu la carrière et la personnalité de l'actuel Primat de Pologne. Cet ancien séminariste, courageux résistant pendant l'occupation, se plaît depuis longtemps à rappeler que la robe de cardinal est rouge. Depuis l'arrivée de M. Gomulka au pouvoir, il a prouvé par ses actes qu'il ne s'agissait pas là d'une boutade. Il a démontré qu'il n'a aucune répugnance à collaborer avec un régime socialiste, pourvu que la liberté spirituelle de l'Eglise reste intacte.

Aussi bien, au lendemain des journées d'octobre, quand la bataille faisait rage en Hongrie, qu'au moment des élections générales, au mois de janvier 1957, le cardinal Wyszinski n'a pas hésité à user de toute son autorité pour appeler les catholiques polonais au calme et, en quelque sorte, à la fidélité au régime. Cette attitude n'a pas été du tout du goût de certains milieux intégristes. Mais une anecdote varsovienne prétend que le cardinal Wyszinski a confié à une haute personnalité communiste : « Dans votre parti vous avez des difficultés avec vos « enragés ». Moi aussi, j'ai des « enragés » dans l'Eglise. Mais la différence, c'est que moi je sais discipliner mes troupes. »

Le compromis entre le parti communiste au pouvoir et l'Eglise catholique, qui commande la fidélité de la majorité de la population, est sans doute la seule garantie de la stabilité politique en Pologne. Mais elle ne satisfait ni Rome ni Moscou parce que ici comme là on craint « le mauvais exemple ». C'est un obstacle de plus — et non des moindres — pour Gomulka.

P.T.T
BONS 6 %
Souscrivez dans les bureaux de poste, chez les comptables du Trésor et par l'intermédiaire des centres de chèques postaux.

TOUT LE CONFORT MÉNAGER SUR 1 m²

CONORD vous présente la formule du confort moderne qui laisse place à la vie dans les plus petits appartements.

AUDAX suspendu au mur, déborde d'environ 20 cm.
NORINE occupe une place inférieure au quart de 1 m²
DÉCEMBRE 180 occupe une place inférieure au tiers de 1 m²

Achetez aujourd'hui aux prix actuels et bénéficiez du crédit CETELEM.

NOTICES et DÉMONSTRATIONS : FOIRE DE PARIS
et au Magasin d'Exposition
55, BOUL. MALESHERBES, PARIS 8e
LAB. 73-70

AUDAX ...... 6.400 (+ crédit CETELEM)
NORINE (au gaz) 30.060 (+ crédit CETELEM)
DÉCEMBRE 125 litres 34.018 (+ crédit CETELEM)

CONORD

vient de paraître

l'aviation nouvelle

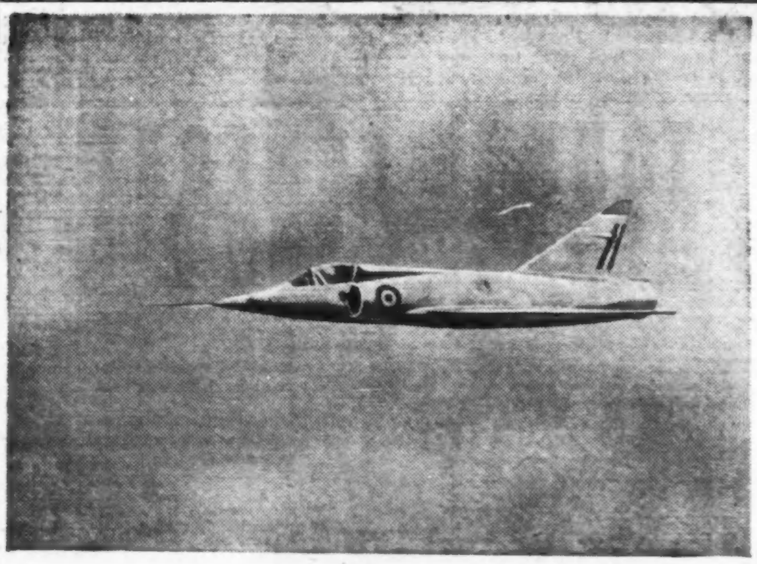
sous la direction de Camille Rougeron

Ecrit pour le grand public par les spécialistes les plus connus, cet ouvrage permet de suivre les recherches actuelles, de comprendre les tout dernières réalisations, leurs répercussions sur la vie quotidienne et sur les relations internationales.

Un volume relié 448 p., 96 planches en noir et 16 en couleurs : 2 800 F (taxe locale incluse).

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES, ET 114 BD RASPAIL, PARIS 6

LAROUSSE



MIRAGE III

GÉNÉRALE AÉRONAUTIQUE MARCEL DASSAULT

COMMERCE

● ***La Foire de Paris devenait une kermesse. A 53 ans elle passe son smoking pour présenter... Mais il serait plus facile d'énumérer ce qu'elle ne présente pas.***

De la poupée fiévreuse à la locomotive atomique

REVOLUTION à la Foire de Paris : après les « saucissonneurs », le « Tout-France » s'y presse et s'y sent à l'aise. Une conférence de Christian Dior, des robes du soir, des bleuets fleurissant à la boutonnière des smokings, des bijoux à faire rêver un maharadjah remplacent les papiers gras et donnent le nouveau ton. Mardi soir, au Pavillon des Antiquaires, où sont exposées des pièces rarissimes assurées pour un demi-milliard, les six mille invités, étonnés par le faste de la réception à laquelle ils avaient été conviés, se posaient tous la même question : « Mais que s'est-il donc passé ? »

La Foire de Paris, cette année, a pris conscience de certains dangers qui la menaçaient, de certains travers dans lesquels elle était prête à tomber. *Fluctuat*, d'accord, ont dit les organisateurs, mais en tout état de cause, *Nec Mergitur*. L'esprit même de la Foire était à réviser : le monumental marché d'affaires annuel était en passe de devenir une grande fête populaire, avec dégustation de sandwiches-échantillons à tous les stands. Cela n'avait rien d'antipathique, bien au contraire, mais la kermesse risquait de nuire aux transactions qui sont la raison d'être de la manifestation. La Foire de Paris était concurrencée par les manifestations étrangères analogues (Foires de Milan, de Bruxelles ou de Hanovre) ; ou même la Foire de Lyon. Puis, les salons spécialisés sont de plus en plus nombreux : Salon de l'Automobile, des Arts Ménagers, des Articles de bureau, du Cuir, etc.

La réaction était indispensable, la révolution nécessaire. Un grand effort a donc été fait pour donner un côté mondain à cette manifestation destinée, essentiellement, à montrer aux industriels, grossistes et détaillants, quelles sont les applications, au stade de la fabrication en série, des dernières inventions et des derniers perfectionnements techniques.

Cinquante mille habitants

La Foire de Paris, où la location d'un emplacement de quatre mètres sur quatre coûte 128.500 francs, qui a attiré dans son enceinte (450.000 m2) de la porte de Versailles 13.200 exposants, dont 2.600 participants étrangers, et qui attirera près de quatre millions de visiteurs, permettra, sans doute, de traiter, comme l'an dernier, plus de trois cents milliards d'affaires. Les cinquante mille habitants de cette ville provisoire espèrent même faire mieux cette année.

A condition de posséder des souliers qui ne blessent pas, et le sens de l'orientation, il est possible de naviguer pendant des heures et même des jours, à travers le parc des expositions, et d'y trouver sans cesse de nouvelles raisons de s'émerveiller. On y peut admirer, entre autres : un nouvel appareil pour abattre les arbres sans difficultés et sans risques, d'un poids de 9 kg. et pouvant soulever des arbres jusqu'à 40.000 kg. ; une balance sans couteau pesant 1 milligramme ; un doseur d'eau pour les boulangers ; le « Bay Psalm Book » de 1640, premier livre imprimé en Amérique du Nord ; une locomotive atomique et un bateau atomique de 3 mètres de long ; des motocyclettes autrichiennes ; une perceuse radiale hongroise ; une poupée qui boit son soda avec une paille, a de la fièvre et fait son lit ; une pelle à chenilles 100 % hydraulique.

Inventaire démentiel

Cet inventaire démentiel, cette succession de détails, ne parvient pas à donner une idée de l'incroyable diversité de la Foire de Paris telle qu'elle est aujourd'hui. Il lui a fallu 53 ans pour devenir le bazar idéal de l'industrie moderne. C'est en 1904 qu'elle est née, sur l'initiative d'un bijoutier, Gustave Sandoz. Son idée d'une grande foire commerciale parisienne séduisit alors la Chambre Syndicale des Fabricants de Jouets qui organisa, au vieux marché du Temple, la première Foire de Paris. Inaugurée par le Président Loubet et son haut de forme, encensée par M. Trouillot, ministre du Commerce, son « clou » était un certain blaireau automatique... En 1914, le Conseil municipal votait, en faveur de la Foire de Paris, une première subvention. La Foire, encore vagabonde, s'installa définitivement au cours la Reine, sur l'esplanade des Invalides, entre les pieds de la Tour Eiffel. L'entrée était libre. 1925 verra naître le Parc des Expositions. En un an, 30 hectares seront nivelés, un lac asséché, des fondrières comblées, 500.000 m3 de terre remués. Depuis, la Foire de Paris n'a fait que croître.

Le visiteur consciencieux doit accepter de se perdre ici, de se conduire comme un explorateur. Sur son plan, toutefois, il doit noter quelques points de repère. D'avance, il sait qu'il lui faut visiter la maison-minute de « Elle », livrée en pièces détachées, qui se monte en trois jours avec quatre outils : une clef à cliquets, une pince, un tournevis et un marteau. Le tout : 944.700 fr. Il sait aussi qu'il lui faudra passer un moment à la « Petite Foire de Elle » où il trouvera, au Rond-Point des Idées, mille suggestions : les meubles-patrons, une panoplie d'outils à rendre bricoleur un chanteur de charme, une piscine démontable. Il lui faut savoir encore que, pour la première fois depuis l'ouverture de la Foire, trois « nocturnes » (en dehors de la soirée des antiquaires) ont été organisées : Nuit de la Presse, Nuit de l'Energie et Nocturne de la Jeunesse.

Matières plastiques

Et ce visiteur devra aussi prendre conscience de l'intérêt de la section « Energie » présentée par les Etats-Unis et la France sous le titre général « L'Atome au service de l'homme », où toutes les utilisations à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire sont montrées : industrie, médecine, recherche scientifique, agriculture. André Labarthe fera d'ailleurs au cours de la Nuit de l'Energie une conférence sur ce sujet et parlera également des autres sources d'énergie : charbon, électricité, gaz naturel.

● AUTRES NOUVEAUTÉS A LA FOIRE DE PARIS : La place très importante impartie aux matières plastiques. Cette industrie est en plein essor. 100 milliards de chiffre d'affaires en 1956 contre 75 en 55. Sont présen-

A L'AGE DE L'AIR
VOYAGEZ PAR AVION !

Vous ne paierez pas plus cher !

Parmi 50 croisières aériennes à travers le monde, voici quelques suggestions C.F.T. :

L'ITALIE DU SUD	16 jours	126.000
LE PORTUGAL-MADERE	15 —	126.900
LES CANARIES	16 —	149.500
LE LIBAN, LA TERRE SAINTE .	15 —	246.000
LE JAPON, LA THAILANDE	21 —	549.000

Et un voyage sensationnel en exclusivité :
LA CHINE ET L'EXTREME-ORIENT
38 jours : 949.000 francs

Brochures spéciales « AVIATION » gratuites sur demande

Cie FRANÇAISE DE TOURISME
18, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS (8e) - OPE. 97-93 - RIC. 77-09

tés à la Foire 1957 : une mousse de plastique pratiquement inusable, un bateau en matière plastique : la « Nautilette » (cher Jules Verne), des douilles électriques moulées en polyamide et, pour protéger les tomates tardives contre les intempéries, une pellicule de polyéthylène spéciale !

Les derniers perfectionnements en matière d'électro-ménager. Les exposants intéressés par les activités ménagères occupent un emplacement de 35.000 m2 — ce n'est que justice : en 1947, le nombre total des machines à laver était en France de 10.000 ; en 1956, ce nombre atteignait 350.000. Cette année, vous pouvez faire connaissance avec une machine à laver avec tableau de bord, hublot et dispositif de sécurité, qui lave, rince, essore et sèche 4 kg. de linge sans intervention manuelle, un aspirateur en matière plastique ultra-léger, un robot pour préparation culinaire, etc.

Innovations ou perfectionnements de l'organisation interne de la foire : hélicoptères en liaison directe, l'héliport de Paris assurant un service régulier avec Le Bourget; possibilité de se rendre à la Foire en bateau-mouche ; la salle de cinéma déjà ouverte en 1956 fonctionne à nouveau. On peut trouver, dans l'enceinte même du parc, des agences de spectacles, des bureaux de poste, 50 cabines publiques, un bureau de la S.N.C.F., plusieurs banques, un service vétérinaire, un office des douanes et un service des contributions indirectes.

Le seul reproche que l'on puisse faire à cet immense palais des merveilles modernes est sa complexité. Les visiteurs qui s'y rendent ne sont pas par essence des flâneurs. Détaillants ou grossistes, ils ont un but : que ce soit l'outillage industriel ou les applications de l'électronique à la fabrication des jouets. Mais, pour atteindre ce but, il leur faut posséder l'instinct d'un chef sioux sur le sentier de la guerre.

Cependant, lorsque les visiteurs ont terminé leur expédition à la Foire de Paris, ils ont compris, sans aucun doute, pourquoi tous les stands, pour l'année 1958, seront loués dès le mois de juillet.

AVIATION

● Treize pays font du Bourget la première foire aéronautique d'Europe.

Les machines de l'avenir

SOUS les haut-parleurs qui diffusent indifféremment les brandebourgeois de Bach et les variations pour accordéon d'Aimable, les visiteurs du XXII[e] Salon de l'Aéronautique, qui bat au Bourget les records de l'affluence, ont mis au point cette semaine le langage scientifique de l'avenir. Les « turbo » sont les turbo-réacteurs, et le plus petit des enfants qui sillonnent l'exposition au sol saurait vous expliquer ce qu'est l'aile Delta.

20.000 visiteurs dimanche dernier. Et tous les records seront battus le dimanche 2 juin, jour de la grande fête aérienne internationale. Entre temps, des centaines d'avions seront exhibés sur la piste d'essai. Il y aura eu la journée des hélicoptères, celle de l'aviation marchande, celle de l'aviation légère et sportive, et celle des avions sanitaires.

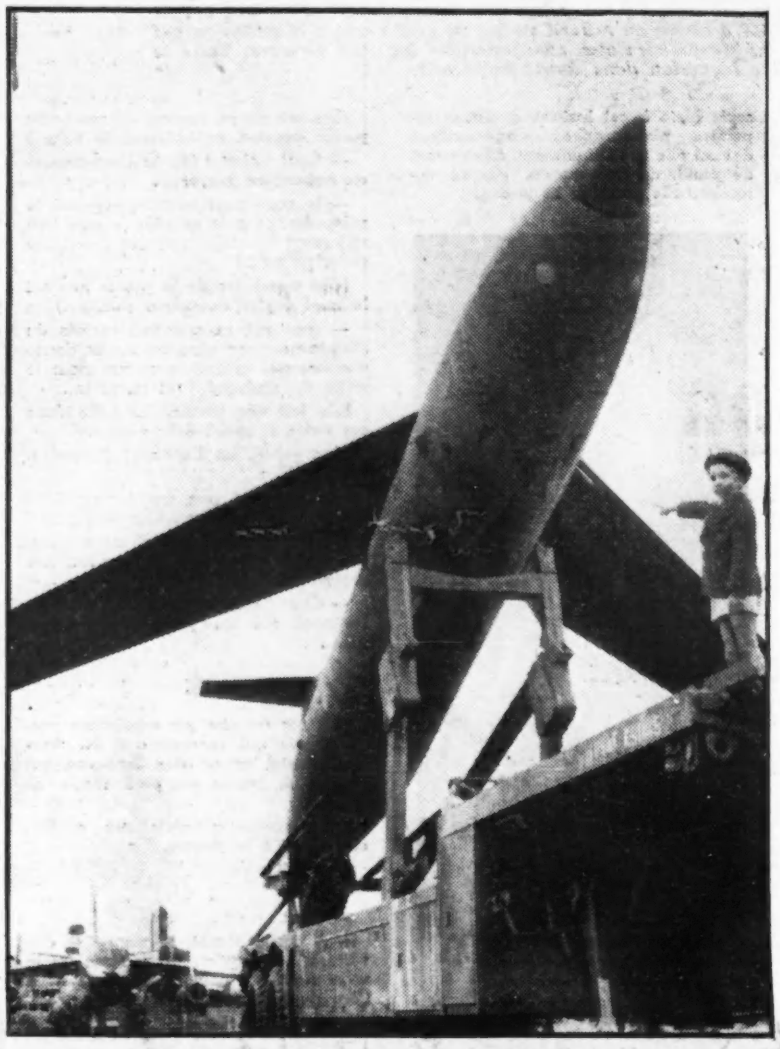
L'arrivée bien orchestrée du Super-Sabre F 100 montre l'intérêt que les Etats-Unis attachent au XXII[e] Salon aéronautique. Douze autres pays étrangers ont tenu également à être présents au Bourget dont le « salon » devient la grande « foire de l'aviation » européenne. Le nombre d'avions présents au Bourget est supérieur à celui qui avait été prévu.

La vedette de ce salon reste un avion français. Pas l'Atar, que les aficionados dédaignent, mais la Caravelle. Pour visiter la maquette grandeur nature de cette « star-avion », il faut attendre plus de deux heures. Sud-Aviation, produit de la fusion de deux sociétés nationales du Sud-Ouest et du Sud-Est, qui a conçu et lancé la « Caravelle », triomphe également avec ses hélicoptères « Djinn » et « Alouette ».

— *Tous ces « zincs » - là peuvent voler*, jugent avec une belle assurance les visiteurs non techniciens du salon, *mais l'Atar, non, sûrement pas, ce n'est pas possible !*

Le public ignore que l'Atar est un « banc d'essai volant » pour les futurs avions. Ce cylindre noiraud qui décolle à la verticale a été réalisé par la S.N.E.C.M.A., et c'est un ingénieur allemand de cinquante ans, Sborowsky, qui a dessiné l'avion qui viendra, par la suite, s'inscrire autour de cette carcasse peu photogénique.

Auprès des moteurs qui volent sans avion et des avions qui volent sans moteur, il y a les avions-fusées dont l'aspect seul est inquiétant. On s'y perd. En deux ans — c'est-à-dire entre deux salons — l'aviation a changé de visage. Parmi les modèles exposés on trouve, heureusement pour les esprits traditionnels, des avions de tourisme, des petits avions à la portée de toutes les bourses (deux millions), qui ne dépassent pas le 200 à l'heure, et qui ressemblent à des voitures de sport anglaises (mais le public ne les regarde pas). Il n'a d'yeux que pour les machines de l'avenir.



LA FUSÉE TÉLÉGUIDÉE T.M. 61 « MATADOR »
L'aviation a changé de visage

(Photo Agip)

PHARMACIE

● Les médicaments coûtent 65 milliards par an à la Sécurité sociale. Partisans et adversaires de la nationalisation des laboratoires engagent une nouvelle bataille.

Plus cher que le médecin

— *IL faut normaliser les produits pharmaceutiques... Il faut nationaliser les grands laboratoires...*

Cette revendication, formulée par M. Chilard au congrès F.O. des Services publics et de Santé, réuni à Nantes, a provoqué une certaine émotion comme à l'accoutumée. Ce n'est pas la première fois que de telles réformes sont proposées pour permettre à la Sécurité sociale de faire des économies. Mais jamais elles n'avaient autant retenu l'attention. C'est que les dépenses pharmaceutiques de la Sécurité sociale n'ont jamais été aussi élevées.

Si ces dépenses s'élevaient déjà à 10 milliards en 1948 (5 % des recettes), elles étaient de 44 milliards en 1952 (10 % des recettes) et de 53 milliards en 1955. Pour les trois premiers trimestres de 1956, elles approchaient de 50 milliards alors que les frais purement médicaux n'étaient que de 21 milliards.

Les honoraires des médecins, pour la Sécurité sociale, sont donc aujourd'hui deux fois moins coûteux que les médicaments.

— *Nous ne saurions nous désinté-*

→

LANCELOT A PARIS

Chut et cloc : La princesse vous parle

L'Express a demandé à un jeune et brillant romancier qui signera LANCELOT, de suivre désormais pour ses lecteurs l'actualité dite « parisienne ». Pour ses débuts dans le monde, LANCELOT a choisi au hasard parmi les cent cartons d'invitation qui prient chaque semaine les journalistes aux manifestations les plus diverses. Voici le résultat de cette première incursion dans la vie parisienne.

C'EST aussi difficile d'entrer dans le salon de l'hôtel Meurice que de passer devant les Deux-Magots à l'heure de l'élite. La timidité fait vaciller son homme.

J'allais assister à la causerie de la princesse Maria-Pia de Saxe-Cobourg Bragance au sujet de la succession au trône du Portugal.

Une grande femme élégante vêtue de bleu turquoise s'avance : « C'est moi la princesse ! A qui ai-je l'honneur ? » **Ce disant, elle tend sa main gantée sous mes lèvres.**

Je fais le baise-main, un peu gauchement sans doute.

— Donnez-moi votre oreille ! **dit la princesse.**

Mon oreille ?

— Vous saurez le secret dans dix minutes.

Je m'assieds auprès d'un guéridon et j'attends. J'attrape une olive verte du bout des ongles et je la ronge en regardant autour de moi. J'ai trouvé ma contenance. Alentour c'est très doré, très boisé, très ouvragé, mais cela ne sent pas le médicament comme chez le dentiste. La princesse a du charme, elle est née en 1907.

★

NOUS sommes une trentaine de personnes : des aristocrates et une poignée de journalistes. La gouvernante, une petite femme de grande race, est serrée dans un uniforme qui rappelle celui de la Croix Rouge Internationale. Elle va de guéridon en guéridon une baguette à la main.

— Voyez ! **me dit-elle.** Son Excellence le roi d'Espagne est déjà là. La princesse va révéler son secret, ça va faire un boum dans la monarchie mondiale.

Le roi paraît fatigué, son costume aussi. Toutes les dix secondes, il étire son chewing-gum entre ses dents et fait « cloc » avec sa langue.

La reine, blonde et grasse, et de vingt ans plus jeune, contrôle son type hollandais dans le miroir de son sac.

La gouvernante tape trois fois dans ses mains à la manière tropicale. Le silence se fait. La princesse s'assied les jambes croisées, la robe remontée au-dessus du genou. Elle passe sa main dans ses cheveux, puis instinctivement contrôle l'échancrure de son décolleté.

On entendrait une mouche voler.

Ses lèvres esquissent un départ mais juste à cet instant, quelques reporters photographes s'agenouillent devant elle et l'éblouissent. Elle se met de profil, de trois-quarts, elle se retourne, elle sourit à la presse.

MARIA-PIA
DE SAXE-COBOURG BRAGANCE
« C'est moi la princesse... »
(Photo Keystone)

Le roi d'Espagne grogne, il se lève.

— Princesse, **dit-il,** nous vous écoutons. Cloc.

— Au pays de Descartes, **dit la princesse,** j'irai droit au but. Eh bien ! voilà, je vous le dis tout de suite, je ne revendique plus la succession au trône du Portugal !

(Les murmures, comme de méchants petits insectes, envahissent le salon.)

— Chut ! chut ! **fait la gouvernante en agitant sa baguette.**

— Je sais, c'est terrible, **reprend la princesse,** et puis en plus je suis horriblement intimidée par ces messieurs de la presse...

(Ces messieurs de la presse sentent le miel couler dans leur poitrine.)

— Tant pis, aujourd'hui, je fais du strip-tease avec mon âme. Les douze altesses qui se font la guerre pour le trône du Portugal vont me haïr...

Elle fait une pause, farfouille dans ses notes et sourit à la presse.

Mon voisin, un Espagnol du consulat, me dit :

— Il ne faut pas croire ce qu'elle dit, c'est le Ferdinand Lop portugais !

Je suis gêné. Pourquoi il me dit cela, je ne le connais pas. Et si c'était une provocation politique ?

— Chut ! **fait l'attaché de presse du Portugal qui ne parle pas le français...** chut !

★

SUR ma gauche, un aristocrate portugais qui ressemble à M. Vincent Auriol retour des Baléares, est furieux, il frappe du pied contre sa canne.

La princesse a repris son souffle, elle sourit à la presse.

— Voici le secret...

— Cloc.

— Chut.

— Voici le secret, je me retire des voitures, comme on dit à Paris, et je vous révèle le nom de la vraie héritière du trône du Portugal !

— Por favor.

— Cloc.

Le roi d'Espagne se lève. Il est blanc.

— Eh bien ! voilà, **dit la princesse,** en remontant son décolleté, la vraie héritière du trône, c'est la fille aînée du Comte de Paris, Isabelle de France... !

Elle se lève, elle est soulagée, elle sourit à la presse.

Tout cela n'a pas duré plus de dix minutes. On s'est tous retrouvés (aristocrates et journalistes) devant un petit buffet absolument pas royal.

LANCELOT.

ORGANISATION MÉTHODIQUE DES BUREAUX · MATÉRIEL, MOBILIER, MÉTHODES, MACHINES ·
Y. A. CHAUVIN, 6, rue aux Ours, PARIS 3e. Tél. : TUR. 84-35+
FOIRE DE PARIS (du 25 mai au 10 juin) - Hall du Bureau moderne - Stand n° 2823
Hall de l'Alimentation - Stand n° 7512

→

resser des quelque 65 milliards de francs que nous versons chaque année aux pharmaciens, dit-on à la Sécurité sociale. *Nous avons le droit de savoir « où va l'argent ».*

Et de préciser que les 14.000 pharmaciens français approvisionnés par 1.200 laboratoires vendent plus de 21.000 spécialités dont 15.000 sont remboursées à 80 % par la Sécurité sociale. Certains de ces produits sont très semblables et n'en ont pas moins des prix très différents.

La Sécurité sociale fait remarquer aussi que certains produits sont accompagnés d'accessoires de fantaisie d'une incroyable richesse ; emballages cartonnés, couvercles à ressort, limes, tire-bouchons, seringues de secours, prospectus sur papier glacé, etc. Tout cela se paie.

Aspirine et gauloises

Laboratoires et pharmaciens ont, évidemment, des arguments pour assurer leur défense. Ils signalent que les produits pharmaceutiques français, dans leur ensemble, valent moins cher que les belges (70 %), que les américains (87 %) et que les italiens (96 %). Les médicaments ne sont qu'au coefficient 14 par rapport à 1939. Un tube d'aspirine qui valait deux paquets de gauloises avant guerre, n'en vaut plus la moitié aujourd'hui.

Pourtant l'apparition, à vive cadence, de nouveaux remèdes à prix de revient élevé, aurait justifié une augmentation plus considérable des prix. Pour monter une chaîne d'antibiotiques, il faut de 600 à 750 millions. Rares sont les laboratoires qui peuvent faire de tels investissements (17 entreprises ont un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard). Le résultat, c'est que la France invente moins de médicaments. Exportatrice en 1939, elle est aujourd'hui importatrice.

Les laboratoires assurent que les législateurs, en voulant limiter les abus, sont parvenus en fin de compte à les « brimer ».

- La réglementation de la publicité pharmaceutique diminue la diffusion des spécialités et la rend plus coûteuse puisqu'il faut pour toucher le public entrer en contact avec les médecins par l'intermédiaire des visiteurs médicaux.
- Le visa ministériel nécessaire à l'exploitation d'une spécialité retarde considérablement le début de l'exploitation des produits qui, parfois, sont périmés lorsqu'ils sont lancés sur le marché.
- La loi Solinhac oblige à limiter la part des revenus consacrés à la recherche. Cette loi stipule que « les spécialités remboursées par la Sécurité sociale ne doivent pas dépasser de 20 % le tarif des préparations magistrales correspondantes ». Comprenons par « préparation magistrale » les médicaments de même formule exécutés à l'officine par le pharmacien détaillant.

Produit chimique ?

Les partisans de la nationalisation des laboratoires pharmaceutiques ne se laissent pas impressionner pour autant.

Ils disent, par exemple, que la loi Solinhac pourrait être tournée. La plupart des remèdes modernes étant à base chimique, et les produits chimiques échappant à la tarification officielle, il suffit à un laboratoire de médicaments de se transformer en laboratoire de produits chimiques pour échapper à la tarification.

Sans vouloir suivre l'exemple de la Yougoslavie, où la Santé publique dispose de trois sirops contre la toux (un sirop n° 1 contre la toux sèche, un sirop n° 2 contre la toux grasse, un sirop n° 3 contre la toux chronique), il devrait être possible de limiter le nombre affolant des spécialités — dont certaines se concurrencent — et ainsi de diminuer les prix de revient.

Le coût de la diffusion des spécialités est très élevé : 14,75 % de marge grossiste et 33,33 % de marge détaillant. Ce n'est pas beaucoup sur un tube d'aspirine, mais sur un flacon d'auréomycine, qui coûte 3.000 fr. ?

A quoi les pharmaciens peuvent répondre en invoquant les bénéfices de bien d'autres détaillants.

La controverse ne sera sans doute pas close dans un avenir proche. Mais l'importance des sommes qui sont en jeu permet de penser que les tenants de la nationalisation ne sont pas près d'abandonner leur thèse. D'autant plus qu'ils voient dans cette nationalisation l'un des moyens de financer partiellement le projet Gazier sur le remboursement des honoraires médicaux.

LA CAGNOTTE

LE onzième problème de mots croisés piège posé par Roger La Ferté a été résolu par douze amateurs : Gabriel Ozanne, Janine Remondon, Gabrielle Ozanne, 27, avenue Emile-Zola, Paris (15e) ; Mme Marie-Rose Gex, Villemoirieu (Isère) ; Martial Remondon, Suzanne Remondon, 166, bd Haussmann, Paris (8e) ; Mme Madeleine Demoisy, Chenove (Côte-d'Or); Germaine Boyat, Marie-France Boyat, 11, rue Bourgmayer, Bourg (Ain) ; Mme Lucette Mazet, Mme Yvonne Mazet, Chezeau, par Crémieu (Isère).

Ils se partageront les 25.000 francs mis en jeu.

GANTS TETINES OLLA CHEZ VOTRE PHARMACIEN

« La France est un pays merveilleux ; c'est pitié de le laisser aux Français. »

(Photo Cartier-Bresson)

DROLE DE FRANCE

par David SCHOENBRUN

D. SCHOENBRUN

Beaucoup d'Américains vont juger la France à travers un nouveau livre: « As France goes », de David Schoenbrun, a en effet été retenu par le « Book of the month club » qui est le plus puissant organisme de diffusion en Amérique. Et la grande revue « Life » lui a déjà consacré plusieurs pages.

David Schoenbrun, quarante-deux ans, correspondant de la C.B.S. (Radio et Télévision) à Paris, a quelque titre à parler de la France : il y vit depuis la Libération et il est un des hommes qui connaissent personnellement le milieu politique français.

Son analyse est utile à connaître, même si on la conteste. D'abord parce qu'elle est celle d'un observateur qui nous voit et nous juge comme nous ne pouvons pas le faire nous-mêmes. Ensuite, parce que le succès exceptionnel de ce livre, aux Etats-Unis, en fait un événement politique.

L'Express *en publie ici, en exclusivité, d'importants extraits. Le livre complet paraîtra en français au mois de juin.* **(Ainsi va la France,** *Ed. Julliard.)*

•

LES brillantes qualités de la France et le gaspillage de son génie en font à la fois le plus déroutant, le plus séduisant et le plus exaspérant de tous les pays. Aucune nation n'a inspiré tant d'affection et tant de mépris au reste du monde que ce nœud de contradictions qu'on appelle la France. C'est un pays riche où il y a beaucoup de pauvres ; catholique, il craint l'influence politique de l'Eglise romaine ; démocrate, son parti le plus important est le parti communiste ; républicain, il adore les rois. Il se comporte comme cet oiseau du folklore américain, le « floogie bird », qui vole à reculons parce qu'il a peur de voir où il va et reste fasciné par les lieux d'où il vient.

La France est un pays qui suscite l'envie de ses ennemis et le désespoir de ses amis. Les Espagnols, courbés sur leur sol aride et rocailleux, se tournent vers les Pyrénées en soupirant : *« La France n'est pas un pays, c'est un jardin »*. Les Allemands, malgré leur puissance et leurs records de production, regardent rêveusement au-delà du Rhin et disent : *« Heureux comme Dieu en France »*. Les Anglais font la moue aux « sauvages de Calais » mais donnez vingt livres et un passeport à un Anglais et il partira pour Calais à pied, à cheval, en avion, à la nage s'il le faut et gagnera ensuite les « colonies » britanniques de Nice, Monte-Carlo, Menton. Ils pourraient dire, en paraphrasant Bernard Shaw : *« La France est un pays merveilleux. C'est pitié de le laisser aux Français »*.

Les Américains et les Français ne cessent de se plaindre les uns des autres bien qu'il n'y ait pas deux peuples dont l'amitié soit plus ancienne. L'Amérique n'a jamais fait la guerre à la France et la France est la seule grande puissance qui n'ait jamais déclaré la guerre — chaude ou froide — à l'Amérique. Mais durant les nombreuses années où j'ai commenté la politique française pour le public américain, j'ai dû répondre constamment à des questions qui trahissaient une incompréhension fondamentale, justifiée par les frictions et les frustrations dont sont victimes ceux qui ont affaire à ce peuple déconcertant et souvent irritant.

Pourquoi ne peuvent-ils conserver un gouvernement ?

Depuis quelque temps, ces questions dénotent aussi une profonde méfiance à l'égard de la France : *« Les Français se battront-ils ? » « La France est-elle un allié sûr ? » « Comment peut-on avoir confiance dans un pays dont un électeur sur quatre vote communiste ? » « Pourquoi les Français ne peuvent-ils conserver un Gouvernement au pouvoir ? » « Pourquoi ne donnent-ils pas leur indépendance aux Algériens ? »* Ou même : *« Pourquoi prennent-ils deux heures pour déjeuner et pourquoi leurs ascenseurs ne fonctionnent-ils pas ? »*

Ces questions ne m'étonnent pas et je pourrais en ajouter moi-même. Une quinzaine d'années passées en France m'ont appris à quel point les Français peuvent être irritants. Mais elles m'ont aussi appris qu'en France, la réalité ne correspond pas toujours aux apparences.

La France est le seul pays au monde qui ait été en guerre sans interruption depuis 1939. Il est donc surprenant qu'on puisse se demander : *« Les Français se battront-ils ? »*

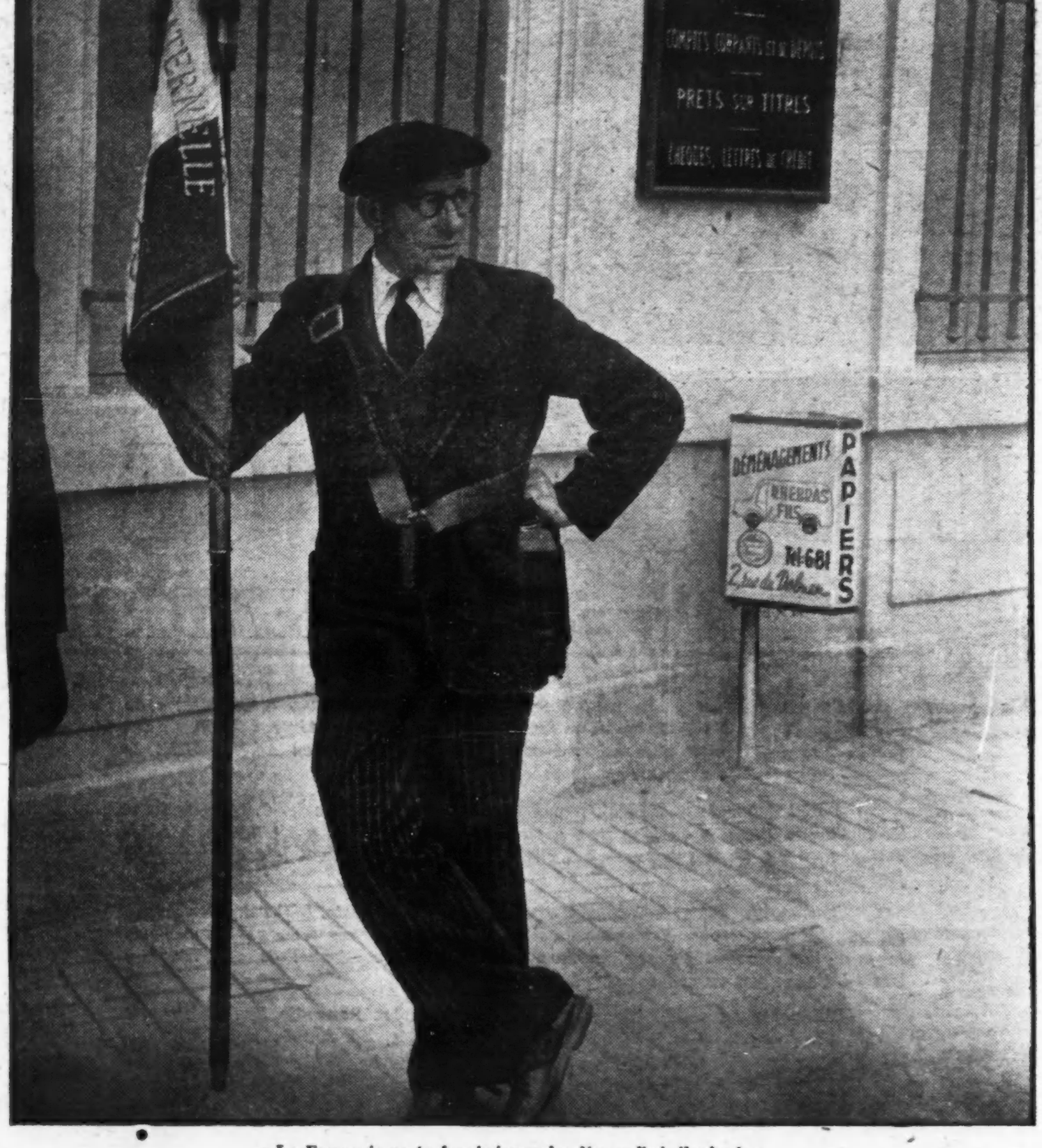
Qu'ont-ils fait d'autre pendant les cent dernières années, voire depuis dix siècles ? Les Français ont prouvé leur courage au combat de nombreuses, de trop nombreuses fois dans l'Histoire. La gloire de Verdun est encore toute fraiche. Une nation au passé si vaillant peut-elle devenir soudain une nation de lâches et de faibles ? Je ne le crois pas. Je crois au contraire que les Français sont plus téméraires que lâches. Le problème n'est pas qu'ils ne se battent pas assez mais plutôt qu'ils se battent trop.

En fait, la question qui se pose est d'ordre politique : non pas *« Les Français se battront-*

→

VINS D'ALSACE
☆
GEYL et BASTIAN
Maison fondée en 1898
NEGOCIANTS à VENDENHEIM (BAS-RHIN) BEBLENHEIM (HAUT-RHIN)

La marche d



« Le Français reste fasciné par les lieux d'où il vient. »

(Photo Cartier-Bresson)

ils ? » mais plutôt *« Pourquoi accepteraient-ils de se battre ? »*

Ils disent « non » à une croisade contre la Russie ou contre le communisme. Ils disent « oui » s'il faut lutter contre une agression russe et la subversion communiste. Ils ont déjà donné des preuves de cette détermination. Bien qu'un électeur français sur quatre vote communiste, les communistes ont été chassés du Gouvernement et exclus de l'armée et de la police au printemps de 1947. Depuis, ils n'ont pas pu regagner le terrain perdu. Les communistes n'ont pas réussi à empêcher la France de signer le Pacte Atlantique, comme ils se l'étaient juré, et ils subirent une nouvelle défaite lorsqu'ils tentèrent d'empêcher l'installation du quartier général de l'Alliance Atlantique à Paris. N'est-il pas plus à l'honneur qu'au déshonneur des démocrates français d'avoir su tenir bon, malgré le défi de tant d'électeurs communistes, et d'avoir participé activement à l'organisation de l'O.T.A.N., en dépit des menaces internes et de la menace extérieure d'une Armée Rouge stationnée à 300 kilomètres des frontières françaises ?

Malgré ces évidences, certains penseront que les Français sont aujourd'hui trop épuisés par les luttes passées, trop divisés intérieurement pour défendre la démocratie contre le communisme. Peut-être. Mais pour ma part, je dirai qu'il serait aussi fou de rayer prématurément la France de la liste des grandes puissances que de lui confier entièrement notre sécurité.

En ce siècle de totalitarisme, la France est le seul grand pays d'Europe qui soit demeuré fidèle à ses traditions démocratiques. Au cours des cinquante dernières années, la Russie est devenue communiste, l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie et l'Espagne phalangiste. Seule la France n'a jamais succombé à la folie qui s'est emparée de l'Europe. Seule elle a maintenu sa position dans la communauté démocratique, aux côtés de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

La grande majorité des Américains reconnaissent aujourd'hui que les Etats-Unis ne peuvent plus vivre en sécurité dans l'isolationnisme. Seuls dans un monde hostile, nous serions obligés de mobiliser si complètement notre main-d'œuvre et nos ressources que notre « mode de vie américain » n'y survivrait pas. Sans doute pourrions-nous « tenir », mais la vie vaudrait-elle d'être vécue dans des caves blindées, sans avoir d'autre contact avec l'extérieur que par le tube cathodique d'un écran de radar ? C'est cependant le danger qui nous menacerait si la France était conquise ou devenait un Etat totalitaire. Cette perspective est terrifiante et aucun Américain ne peut envisager sans angoisse l'idée que sa sécurité repose, même partiellement, entre les mains tremblantes des Français.

Et les Français savent mieux que personne que leurs mains tremblent. *« La France est l'homme malade de l'Europe »*, a dit Paul Reynaud à l'Assemblée en 1953. Au début de 1956, la France était plus souffrante que jamais, déchirée par la guerre civile d'Algérie et les discordes de la métropole. Les fièvres qui dévorent la France depuis le début du siècle ne diminuent pas ; elles montent.

Il ne fait aucun doute que la France est malade. Mais à quel point ? De quelle maladie souffre-t-elle ? Quelles en sont les causes et quelles sont les chances de guérison ?

L'origine du mal doit être cherchée dans le caractère même de la révolution française. L'Europe ne s'était guère émue des révolutions anglaise et américaine. En revanche, il n'est pas un trône qui n'ait vacillé à la prise de la Bastille. Le peuple dansait non seulement dans les rues de Paris mais dans celles de Rome, de Vienne, de Prague. Le poète Wordsworth écrivait : *« C'est une félicité que de vivre en cette aurore »*. En Angleterre, Fox salua la Révolution française comme *« le plus grand événement qui se soit jamais produit dans le monde et de loin le plus heureux »*. A Copenhague, un père danois réunit ses fils pour leur déclarer les larmes aux yeux que *« la pauvreté allait disparaître et que les plus misérables pourraient lutter dans la vie avec les mêmes armes que les plus forts »*.

L'idéal des droits individuels et le concept de l'Etat-Nation naquirent de la Révolution française. La Déclaration des Droits de l'Homme fut adoptée à Paris en août 1789, deux mois avant que le « Bill of Rights » américain fût soumis au Congrès de New-York.

La crise ministérielle est une « révolution à froid »

Il y a cependant entre les révolutions française et américaine une différence dont la signification est, aujourd'hui encore, de la plus haute importance. Edmund Burke — fervent apôtre anglais de la révolution américaine — fut le premier à la signaler : alors que la révolution américaine était républicaine, la révolution française était démocratique. Les philosophes américains s'inquiétaient autant de mettre un frein à la volonté déchaînée du peuple que de sauvegarder ses droits. Les Français, au contraire, faisaient l'expérience de la « démocratie pure », laquelle, selon Burke, ne pouvait que détruire les traditions, la loyauté et la foi sans lesquelles une communauté stable ne peut subsister.

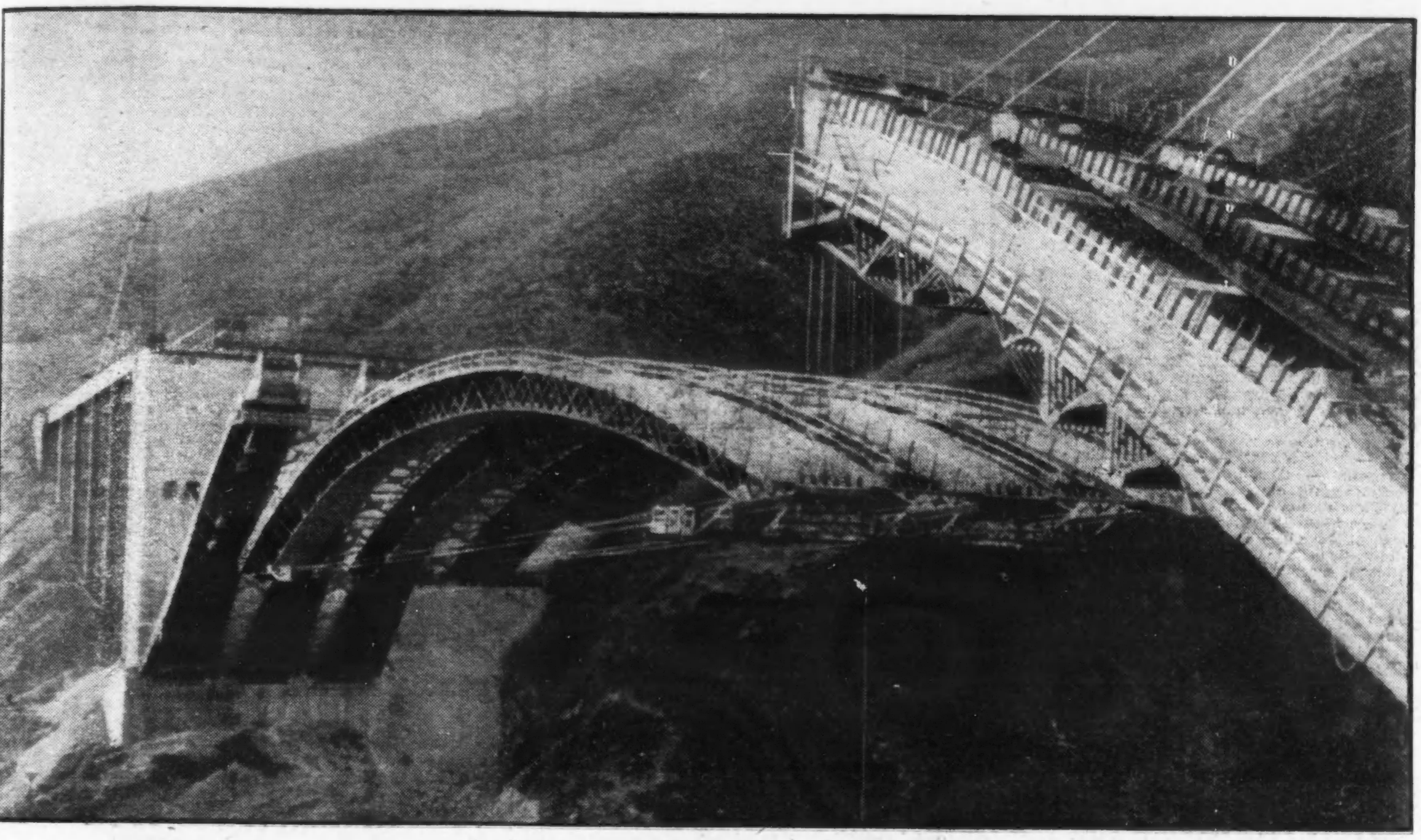
Pour les Américains, la nation n'est pas une simple communauté de citoyens mais une famille d'êtres humains qui partagent un héritage culturel commun et qu'unit une destinée commune. Les Américains étaient membres d'une même famille avant et après la guerre d'Indépendance et cette tradition a persisté à travers les siècles. Les Français de passage aux Etats-Unis sont toujours surpris de voir l'union se refaire pour ainsi dire du jour au lendemain après les violentes querelles intérieures qui marquent les congrès et les campagnes électorales. Ils ont peine à comprendre qu'il ne s'agit là que de querelles de famille qui n'affectent, une fois les élections passées, ni l'unité des partis ni celle de la nation.

Les Français, eux, ne sont plus membres d'une même famille depuis la Révolution qui les a divisés. Avant 1789, le peuple de France était uni par l'autorité du pouvoir central ainsi que par les liens du Royaume et de l'Eglise. Mais lorsque le pouvoir temporel devint despotique et que le pouvoir spirituel s'allia à la monarchie, les Français se révoltèrent contre l'un et l'autre avec une égale fureur. Mais ce qui est important, c'est qu'ils ne surent pas distinguer entre les symboles de l'autorité et l'autorité elle-même, confondant le roi avec la monarchie, l'Eglise avec la religion. Ils se révoltèrent contre toute autorité individuelle et spirituelle, ce qui ne pouvait conduire qu'à l'anarchie.

Les Américains s'étaient aussi révoltés contre un roi tyrannique mais ils choisirent pour les diriger un président sorti du peuple auquel ils donnèrent la même autorité exécutive sinon le même pouvoir individuel, qu'un roi. Ils conservèrent, d'autre part, leur foi en Dieu, Maître Suprême de leurs destinées.

Les Français, au contraire, décapitèrent leur roi et nièrent la toute-puissance de Dieu. Ils remplacèrent le roi par une institution souveraine, l'Assemblée nationale, qui répartissait largement le pouvoir afin qu'il ne puisse jamais retomber entre les mains d'un seul homme. Tel est, aujourd'hui encore, le principe fondamental du système français. Les Révolutionnaires détrônèrent Dieu pour élever la Nation à la dignité suprême et substituèrent à la foi chrétienne une nouvelle religion, la démocratie, qui devait bannir la peur et la misère et les conduire à l'Utopie.

En fait, le gouvernement d'assemblée ne se révéla pas moins tyrannique, bien qu'infiniment moins efficace, que le gouvernement personnel. La volonté du peuple avait une voix claire et distincte mais un corps paralysé. L'Assemblée nationale était déchirée par les divisions internes. Au lieu de représenter l'ensemble du peuple — rêve absurde né de l'idée que les différentes sections du peuple ont les mêmes intérêts et les mêmes opinions — l'Assemblée devint un assemblage de groupes d'intérêts particuliers au sein duquel les députés des différentes régions



« *La vérité ne correspond pas toujours aux apparences.* » (1)

(Photo Michael Nenchew)

et des différentes classes sociales se faisaient une guerre acharnée. C'est un mal inhérent à toute démocratie parlementaire, mais dont les inconvénients sont atténués dans les régimes où des pouvoirs exécutifs et judiciaires indépendants ont été institués pour les contrebalancer. En France, cependant, les révolutionnaires ont refusé de limiter d'aucune façon la « souveraineté populaire ». Le législateur était tout-puissant et l'exécutif ne devait être que son serviteur.

Chacune des trois Républiques qui se sont succédé en France a maintenu ce principe fondamental. Chaque tentative pour limiter le pouvoir législatif a été repoussée par les « représentants du peuple », jaloux de leurs prérogatives et soucieux de protéger la démocratie contre une nouvelle tyrannie.

Cette appréhension historique a d'ailleurs été constamment ranimée par la série de révolutions et de contre-révolutions qui ont éclaté en France à chaque génération depuis 1789.

A cette question qu'on m'a si souvent posée : « *Pourquoi les Français sont-ils incapables de garder un Gouvernement au pouvoir ?* » on pourrait répondre : parce que Richelieu et Louis XIV furent des despotes vaniteux et arbitraires ; parce que Robespierre fut un fanatique et Bonaparte un mégalomane ; parce que Louis-Napoléon fut un apprenti César ; parce que Cavaignac, Mac-Mahon et Boulanger personnifièrent la dictature militaire ; parce que chaque monarque, chaque homme politique, chaque soldat qui a détenu le pouvoir exécutif en France s'en est servi pour retirer ses droits au peuple et imposer sa volonté personnelle à la Nation. C'est de cette série d'événements que découle la profonde psychose qui est à l'origine des crises ministérielles françaises. Le peuple français est convaincu qu'il a intérêt à conserver un gouvernement faible et instable. La crise ministérielle est une sorte de « révolution à froid ». Le « refus de la confiance » qui fait tomber les présidents du Conseil est la guillotine du XX[e] siècle.

Il n'y a qu'une seule et « vraie » France

Ce système de révolution sans effusion de sang devint un art sous la Troisième République. Plus de mille ministres furent victimes de cette « terreur politique » qui faisait tomber en moyenne un ministère tous les quatre mois. Les ministres, toutefois, inventèrent une parade. Comme le Phénix renaissant de ses cendres, ils ne tombaient que pour réapparaître aussitôt à un autre poste sous un autre président du Conseil. Une crise ministérielle ressemblait donc à une partie de « quatre coins » et constituait une ingénieuse soupape permettant aux députés et au public de laisser jaillir la pression politique sans faire exploser le pays tout entier.

Les étrangers, surtout les Anglais et les Américains, n'ont cessé de s'émerveiller devant le spectacle de ces acrobaties politiques. Ils en ont conclu que les Français étaient des déments irresponsables et qu'aucun homme sensé ne pouvait comprendre leur système politique.

En réalité, un jugement sur les affaires françaises d'après l'agitation superficielle provoquée par les changements de gouvernements est aussi incomplet, et par conséquent aussi inexact, qu'une étude de la vie marine qui se limiterait à une description des vagues de l'océan. Car de même que le fond de la mer reste calme lorsque la tempête agite sa surface, la France conserve sa sérénité pendant les crises ministérielles. A la question : « *Qu'advient-il, en France, de l'autorité lorsqu'un gouvernement tombe ?* », on peut donc répondre : « Rien ».

L'instabilité des ministères est d'ailleurs plus apparente que réelle. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des ministères de la Quatrième République pour constater qu'ils sont beaucoup plus stables qu'instables. De janvier 1946 à juin 1954, soit pendant huit années particulièrement critiques pour la France comme pour le monde, deux hommes seulement ont occupé le poste de ministre des Affaires étrangères (si l'on excepte Léon Blum qui ne l'occupa que très brièvement à la fin de 1946) : Robert Schuman et Georges Bidault, tous deux membres du M.R.P. et poursuivant tous deux la même politique étrangère. S'agissant d'un ministère-clef, c'est là le signe d'une remarquable stabilité. Pendant la même période, le Département d'Etat américain s'est trouvé successivement sous la direction de Hull, Stettinius, Byrnes, Marshall, Acheson et Dulles. On pourrait presque dire, dans de tels cas, que c'est moins l'instabilité qui nuit à la France que son excessive stabilité.

Par sa composition politique comme par l'origine sociale et professionnelle de ses députés, l'Assemblée nationale offre à mon avis une image exacte de la France. C'est un point d'une très grande importance, car si l'Assemblée est un reflet fidèle de la Nation, il faut alors, si l'on veut corriger les faiblesses du régime, tenir compte non seulement des défauts du mécanisme constitutionnel mais aussi des divisions entre Français. Or je doute qu'il existe — comme le soutiennent certains historiens français et étrangers — une « fausse France » qui trahisse au Parlement la « vraie France » du pays. Il n'y a qu'une seule et vraie France, torturée par ses divisions dans le secteur privé comme dans le secteur public, l'ouvrier se dressant contre le paysan, le citadin contre le campagnard, le radical contre le clérical, le producteur contre le distributeur et tous contre le percepteur et l'Etat. La devise de la France n'est pas « un pour tous et tous pour un » mais plutôt « chacun pour soi ».

Les Américains et les Anglais qui s'étonnent de la multiplicité des partis politiques en France oublient le fait que leurs pays et leurs partis sont également divisés en d'innombrables factions. Le parti travailliste anglais souffre de dissensions intérieures depuis des années et Aneurin Bevan et Hugh Gaitskell n'ont cessé de combattre pour le contrôle du parti depuis la fin de la guerre. En Amérique, personne ne peut prétendre que les partis républicain et démocrate soient des groupes homogènes. Les Démocrates du Sud sont l'équivalent politique de l'aile la plus réactionnaire du parti républicain.

La différence, c'est que les innombrables partis américains existent à l'intérieur de deux grandes coalitions nommées Parti Républicain et Parti Démocrate. Ils ne se combattent pas sur la place publique ni même au Congrès, mais aux élections primaires et dans les Conventions de leur parti. Le système est exactement le même en France à cette différence près que les conflits qui ont lieu sur le plan des élections primaires aux Etats-Unis, sont transportés en France au niveau national et parlementaire.

La politique de la Quatrième République a été dominée par six principaux groupements de partis, à savoir, de la gauche à la droite : les communistes, les socialistes, les radicaux, les catholiques, les conservateurs et les réactionnaires.

Dans la lutte pour le pouvoir que se sont livrée ces six groupes, on a trop souvent surestimé la force des extrêmes au détriment de la vitalité des partis du centre. Les élections de janvier 1956 en sont un bon exemple. En France comme à l'étranger, les journaux ont annoncé en gros titres : « *Succès foudroyant des rouges ; Poujade triomphe* ».

Le dédoublement de personnalité des socialistes

Mais le véritable événement des élections de 1956, ce fut, au contraire, le remarquable redressement des forces démocratiques qui avaient été ébranlées en 1951. En 1951, communistes et gaullistes avaient obtenu plus de neuf millions de voix, soit 49 % du total. En 1956, communistes et poujadistes ne recueillirent que six millions et demi de voix, soit 33 % seulement des suffrages. S'il y eut un groupe triomphant, ce fut bien la coalition du « *Front républicain* », qui forma le nouveau gouvernement après les élections.

Et la véritable tragédie de 1956, ce ne fut pas la victoire des extrêmes mais les divisions entre démocrates pendant et après la campagne électorale. Cette scission au centre même de l'organisme politique, voilà « *ce qui ne va pas* » aujourd'hui en France.

Tout en ayant un idéal commun — la démocratie — et en s'unissant lorsque se présente le danger des extrêmes, le centre est divisé en trois partis, eux-mêmes divisés : les socialistes, les

(1) La mise en place des viaducs géants de l'autoroute de Caracas, construite par une firme française.

→

catholiques et les radicaux ou, pour mieux les désigner, les sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates et les libéraux-démocrates.

Les sociaux-démocrates n'ont jamais pu décider s'ils devaient être surtout socialistes ou surtout démocrates. Depuis sa naissance en 1904, le parti socialiste français a constamment souffert d'un dédoublement de personnalité. L'un de ses fondateurs, Jules Guesde, niait toute possibilité de collaboration avec les capitalistes et s'élevait contre toute collaboration à un gouvernement bourgeois. Le second, Jean Jaurès, soutenait au contraire le principe de la collaboration avec les autres démocrates. Entre ces deux tendances, il n'y eut jamais de synthèse, mais l'opinion de Jaurès a presque toujours prévalu.

A la naissance de la Quatrième République, dans une nouvelle version du Front Populaire qui fut appelée Troisième Force, les socialistes tentèrent de concilier les doctrines sociales et politiques de la démocratie en s'alliant aux autres partis démocratiques qui luttaient d'une part contre le communisme, d'autre part contre le gaullisme.

Une fois de plus, ce furent eux qui durent sacrifier — pour sauver la République d'une crise nationale — leur programme économique et social. Ce fut ainsi que la guerre d'Indochine commença sous le ministère uniquement socialiste de Léon Blum, alors qu'un autre socialiste, Vincent Auriol, était élu Président de la République. Ce fut ainsi que Paul Ramadier, le socialiste qui succéda à Blum, dut expulser les communistes du gouvernement et que Jules Moch, ministre de l'Intérieur, n'hésita pas à faire appel à l'armée pour briser les grèves de 1947. Ce fut ainsi, enfin, que Léon Jouhaux, co-président de la C.G.T., fonda en cette même année 1947 un nouveau syndicat, Force Ouvrière, qui devait disloquer complètement le mouvement ouvrier français.

La chute du MRP

Le parti catholique, le M.R.P., prit un départ foudroyant dès le début de la Quatrième République. A la Libération, il avait près de 250.000 membres et il obtint 4.700.000 voix aux élections d'octobre 1945, ce qui en faisait le deuxième parti de France derrière les communistes. En juin 1946, devenu le parti de la « fidélité au général de Gaulle », il atteignit son apogée et recueillit 5.589.000 voix. Aucun parti français n'avait jamais atteint ce chiffre.

Cinq ans plus tard, cependant, en juin 1951, le M.R.P. avait perdu plus de 50 % de ses adhérents et de sa force électorale. Il n'a cessé de décliner depuis et ne s'est placé qu'en cinquième position aux élections de 1956, avec à peine plus de voix que les poujadistes.

C'est que les chrétiens-démocrates — comme les sociaux-démocrates — se sont rendus coupables de graves erreurs et même, dans certains cas, d'actes immoraux et contraires aux principes chrétiens. Les guerres d'Indochine et d'Algérie, les massacres de Madagascar, les promesses trahies en Tunisie et au Maroc, tous ces désastres doivent être imputés pour une large part au M.R.P. et à des hommes tels que Bidault, Letourneau, Coste-Floret et Pierre de Chevigné.

Le parti radical-socialiste est l'expression parfaite du tempérament libéral. Il n'est en vérité ni radical ni socialiste.

Les radicaux ont toujours trouvé des chefs flexibles et experts dans l'art de céder aux pressions. Edouard Daladier fut, sous la Troisième République, la girouette du parti. Contrairement à Queuille, qui excellait à ne rien faire, Daladier excellait à faire n'importe quoi.

Mais les radicaux n'ont pas donné à la République que des immobilistes et des opportunistes. Clemenceau a été des leurs, ainsi qu'Edouard Herriot, l'adversaire acharné de Daladier. La guerre des « deux Edouard » d'avant 1939 est remplacée aujourd'hui par celle de Pierre Mendès France et d'Edgar Faure.

A Alger, en 1943, chaque fois que des journalistes politiques se trouvaient réunis autour d'une table de café, la conversation se terminait par un jeu de devinette : *Quels seraient les futurs présidents du Conseil de la France libérée ?* Un nom apparaissait plus souvent que tous les autres sur les listes : celui d'un avocat de 36 ans qui s'appelait Edgar Faure.

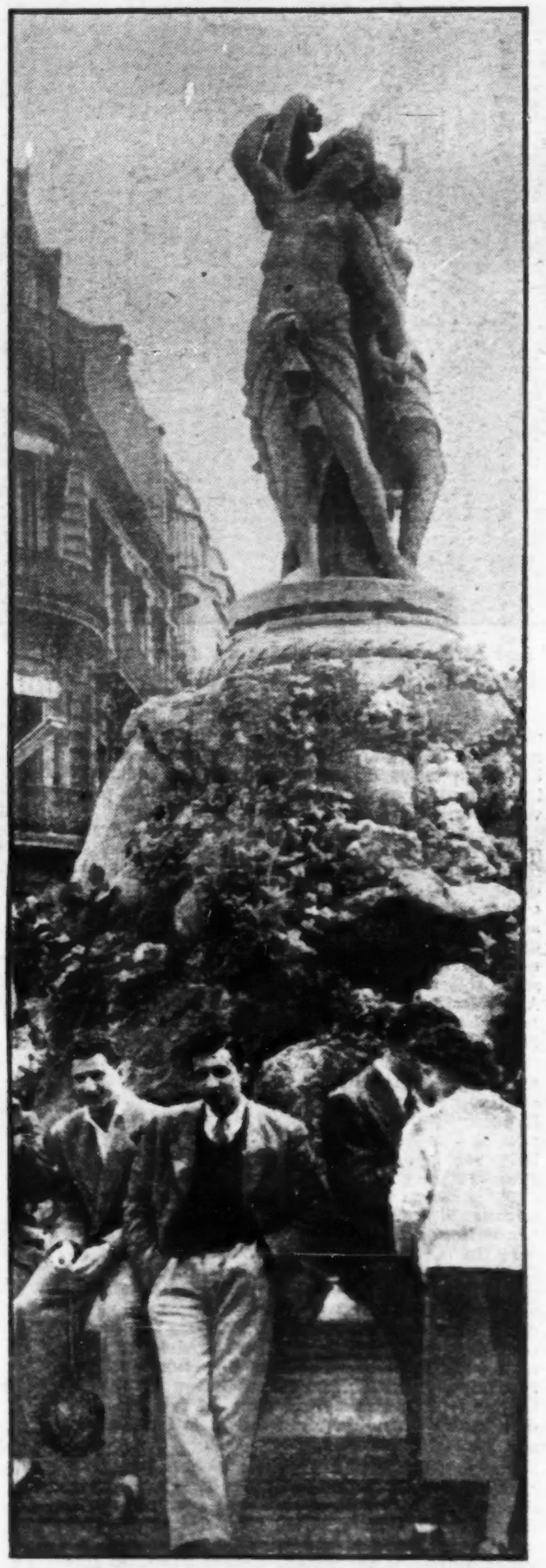
Les collègues de Faure au Comité National de la Libération le plaisantaient souvent sur ses ambitions et composèrent même cette rengaine : « *Qui est Edgar Faure ? Personne. Qu'est-ce qu'Edgar Faure ? Tout. Que veut-être Edgar Faure ? Président du Conseil* ».

Faure riait de ces plaisanteries et me confia un jour : « *Ce qu'ils disent de moi m'est égal du moment qu'ils parlent de moi* ».

Faure est un Français désenchanté, c'est-à-dire très français. A dix-neuf ans, il était le plus jeune avocat admis au Barreau de Paris et à vingt-cinq ans, il devenait président de l'Association du Barreau. C'est à 37 ans qu'il fit ses débuts dans la politique en se faisant élire à l'Assemblée nationale, en juin 1946. Six ans plus tard, à 43 ans, il réalisait son ambition en devenant le plus jeune président du Conseil depuis Gambetta en 1881.

De son ascension météorique, il dit simplement : « *J'ai eu la chance de naître vieux et de vieillir vite* ». Cette boutade est typique de Faure qui n'aime rien autant qu'un bon mot et ne peut résister à la tentation d'en faire, ce qui lui a valu beaucoup d'ennemis et la réputation d'être superficiel.

En fait, il est remarquablement intelligent, mais ses fautes sont à la mesure de ses capacités et il a beaucoup à se faire pardonner. On l'a accusé d'être l'instrument du « patronat », et, bien qu'aucune preuve formelle n'en ait été donnée, c'est la conviction de beaucoup de ses collègues. Les diplomates étrangers se méfient également de lui en raison de son opportunisme et de ses fréquents « flirts » avec les communistes et les neutralistes. Faure s'indigne de ces accusations mais



« *C'est moins l'instabilité qui nuit à la France que son excessive stabilité.* »
(Photo Cartier-Bresson)

il n'a jamais réussi à convaincre ses alliés de son innocence.

Il est difficile de prédire l'avenir d'un chef politique relativement jeune, surtout en France, mais un personnage aussi remarquablement doué qu'Edgar Faure peut évoluer dans n'importe quel sens. N'a-t-il pas déjà, et en très peu de temps, fait cause commune avec des hommes aussi divers que Mendès France, Laniel, Bidault et Pinay ? Une seule chose est certaine : dans quelque direction qu'il se dirige, Edgar Faure ira loin.

Tout autre est la personnalité de Pierre Mendès France. A l'été de 1954, le peuple de France, assoiffé de vérité, las des fausses promesses de ceux qui le gouvernaient depuis huit ans, était prêt à croire en tout homme qui lui ferait confiance. Or Mendès France était à peu près le seul homme politique français qui ait refusé de participer au triste jeu des politiciens, avec Charles de Gaulle qui s'était retiré de l'arène politique pour dénoncer la « stagnation sociale » et la « politique de facilité ». Contrairement à de Gaulle, cependant, Mendès France était demeuré fidèle à l'idéal de la démocratie parlementaire et avait conservé sa confiance dans le régime. C'était l'homme qui, lorsqu'il invoquait la « volonté du peuple », parlait avec toute la ferveur mystique d'un abbé Sieyès et qui, lorsqu'il dénonçait la corruption des politiciens, semblait être la réincarnation de Robespierre l'Incorruptible. Conscient de l'ardeur révolutionnaire qui bouillonnait en lui, il avait déclaré au Congrès radical, une année seulement avant d'arriver au pouvoir : « *Messieurs, prenez garde : nous sommes en 1788* ».

Telle était la force, en même temps que la faiblesse de Mendès France, l'homme le plus complexe et le plus contradictoire du pays le plus complexe et le plus contradictoire qui soit, la France. Car le leader radical n'est pas un vrai révolutionnaire. C'est un réformateur et le changement qu'il recherche est un changement de style et de méthodes, non de structure et de doctrine. Son enthousiasme même est avant tout personnel et ne se nourrit d'aucun sentiment d'identification véritable avec les autres hommes. C'est là son drame, le même que celui de Charles de Gaulle à qui il ressemble à plus d'un point de vue. Bien que d'origines entièrement différentes, les deux hommes sont en quelque sorte des jumeaux spirituels et psychologiques, et ils ont joué des rôles semblables dans la première décennie de la Quatrième République.

Comment guérir le régime de ses maux ?

Ce dont souffre la France, c'est d'une sorte de désarticulation. On retrouve au sein du gouvernement les conflits de la Chambre, qui reflètent ceux du corps électoral, lesquels encouragent à leur tour l'administration, les *lobbies*, les syndicats, l'Eglise et les groupes d'intérêts divers à défier l'autorité de l'État et à se battre pour une plus grande part du butin.

Est-ce là une maladie incurable ? La France la supporte depuis deux siècles et, selon moi, continuera de la supporter vaillamment pendant des siècles encore. Je ne saurais dire si la France atteindra jamais à la stabilité politique du type anglo-américain ou si sa stabilité sociale et économique — qui est en fait une véritable stagnation — deviendra jamais dynamique. Mais, d'après ce que je sais, je suis persuadé que le pays ira vers une plus grande stabilité politique.

L'époque actuelle est un de ces moments où le pessimiste peut avoir raison aussi bien que le poète en ce qui concerne l'avenir de la France. Les faits peuvent confirmer indifféremment, selon les théories, que la France est mourante ou qu'elle se lève, « plus claire, plus radieuse que jamais ».

Le pessimiste a tendance à s'appesantir sur les symptômes de déclin, tandis que le poète considère seulement la courbe ascendante du progrès. A partir des mêmes données, ils arrivent à des résultats contraires. Cela n'est pas surprenant, puisque les meilleurs économistes d'Europe sont incapables de dire si l'avenir verra la France souffrir d'une dépression ou jouir d'une nouvelle prospérité. La France, « l'homme malade de l'Europe », se débat de toute évidence dans la phase la plus redoutée des médecins, cet accès de fièvre qui annonce la dernière crise et laissera le malade mort ou guéri.

Personne ne peut dire avec certitude si les Français vont ou ne vont pas atteindre un jour l'expression complète de leurs facultés et de leur génie. Ce serait une prédiction bien hasardeuse, car même si les Français peuvent largement influer sur leur propre destin, leur sort est lié à celui des autres peuples. La France n'est ni la Hollande ni la Suisse. Elle est à un carrefour du monde et ne peut s'en retirer. Les Français sont condamnés à jouer un rôle dans les affaires de l'Europe et du monde, même si ce n'est plus un rôle prédominant. L'historien qui prédirait le cours futur des affaires françaises devrait être prêt à augurer aussi de l'avenir de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la Russie et de l'Amérique.

Nos enfants et nos petits-enfants sauront en temps utile quel aura été le sort de la France et de la civilisation occidentale. Peut-être un jour mon arrière-petit-fils écrira-t-il sur l'histoire de la Dixième République, mais peut-être aussi sur le centième anniversaire de la Quatrième. Si l'humanité elle-même doit survivre, je crois plutôt que les historiens futurs relateront la naissance de la Première République universelle. Je crois aussi que si cette ère bienheureuse est jamais atteinte, la Constitution universelle aura été conçue ou rédigée d'abord par un Français. Il y aura sans doute un autre Français pour donner la plus brillante analyse de ses défauts et pour voter contre. Et quelque part dans la stratosphère, une fusée française emmenant des délégués à la première réunion du gouvernement universel brûlera les feux rouges de la circulation aérienne parce que son pilote sera un homme et non une machine.

(*Copyright Editions Julliard and David Schoenbrun.*)

JEUNESSE

● *Les lycéens ne dorment pas assez. Leurs parents accusent l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, et passent à l'action.*

270.000 mères

« *PROLONGEZ la scolarité, réduisez les vacances, mais allégez les programmes et les effectifs des classes. Supprimez les cours dictés !* » Ces vœux seront émis par les représentants des quelque 270.000 parents d'élèves qui se rencontreront cette semaine au congrès annuel de la F.A.P. E.L.E.C. (Fédération Nationale des Associations de Parents d'Elèves des Lycées et Collèges).

La F.A.P.E.L.E.C., qui dispose de voix à la commission des bourses, à la commission d'examen d'entrée en sixième et au conseil du second degré au ministère de l'Education Nationale, intervient fréquemment auprès du ministre. Avec succès. Ainsi, cet hiver, elle a obtenu le rejet d'un projet qui visait à supprimer, dans le cours de l'année, la deuxième session du baccalauréat. L'année dernière, elle a permis d'améliorer le régime des internats. Pour son congrès de 1957, elle veut mettre en question toute l'organisation de la vie scolaire.

Le surmenage scolaire est l'un des principaux problèmes que les congressistes aborderont.

Il ressort du rapport de 40 pages préparé pour l'occasion que le surmenage affecte surtout les élèves de 6e qui, le plus souvent, ne parviennent pas à satisfaire leur besoin de sommeil. L'histoire, la géographie et les sciences naturelles seraient les principaux responsables de cet état de choses. (« *Grèce et Rome impossibles à finir... Et c'est navrant* », écrivent les parents d'élèves du lycée Fénelon). Partout, on s'élève ainsi contre les programmes démesurés. Il serait utile, disent les parents, d'augmenter le temps de scolarité au lieu de chercher à allonger les horaires hebdomadaires pour permettre aux lycéens d'apprendre le plus de choses possible le plus vite possible.

Pour permettre aux lycéens de « récupérer » comme on dit en jargon sportif, faut-il multiplier les « petits congés » ? Non, répondent les parents, car ces congés interrompent le cours des études et font, au bout du compte, plus de mal que de bien. Sur la question des grandes vacances, les parents sont divisés : les uns voudraient les placer du 1er juillet au 15 septembre, les autres du 15 juillet au 1er octobre.

La réforme de l'enseignement divise également les parents : si les membres de la F.A.P.E.L.E.C. sont hostiles au « tronc commun », où serait donné un enseignement commun à tous les élèves de 11 à 13 ans, la Fédération Nationale des Parents d'Elèves de l'Enseignement public (100.000 adhérents), qui tiendra son congrès du 8 au 10 juin, l'approuve sans réserve.

SPORTS

● *Louis Bobet renonce au Tour. L'heure de la joie de vivre approche.*

Le virage de Louis Bobet

« *JE vous le dis à vous, et à vous seul, parce que vous n'êtes pas journaliste, mais radioreporter. Je ne courrai pas le prochain Tour de France, c'est décidé. Je n'ai plus le courage, à 32 ans, de lutter contre tout le monde. J'ai besoin de vivre. Si encore les journaux français me soutenaient dans ce combat ! Mais ils prennent un malin plaisir à accumuler les obstacles devant moi. Ils grandissent mes adversaires, leur donnent des armes contre moi, ils en inventent au besoin. En Italie, on m'attaque à coups de pédales ; en France, c'est à coups de plumes. Je ne suis plus assez jeune pour m'en moquer.* »

La scène se déroulait à Loreto, petite ville sainte du centre de l'Italie, où le *Giro* faisait étape. Louison Bobet parlait de sa voix curieusement flûtée, mais avec véhémence, devant le micro de l'envoyé spécial d'Europe n° 1 au Tour d'Italie. Il se confiait totalement, comme à un ami, mais sans réaliser peut-être que sa confidence était en train de faire (elle) le tour de France.

Bobet était alors leader du Tour d'Italie (18 mai-9-juin). On n'escomptait pas qu'il prendrait une décision au sujet du Tour de France avant la fin de la course italienne. Et tout laissait prévoir que cette décision serait favorable. Aussi son revirement subit et surtout son ton agressif provoquèrent-ils des mouvements divers dans les milieux cyclistes. La réplique ne se fit pas attendre.

M. Bidot choisit l'opposition

Marcel Bidot roulait vers Chalon-sur-Saône, à la suite d'une course à étapes réservée aux futurs champions. Il venait d'apprendre la décision de Bobet et chacun guettait sa décision.

Marcel Bidot est sélectionneur de l'équipe de France du Tour. C'est un ancien coureur, un homme doux, honnête, dont la qualité principale n'est pas la violence. Cette fois, pourtant, il n'hésita pas. Sortant de son porte-carte un petit papier, il dit : « *Bobet ayant décidé de s'abstenir, voici la liste des premiers sélectionnés du Tour de France : Anquetil, Bouvet, Darrigade...* »

Ces coureurs sont précisément ceux qui ont déclaré la guerre à Bobet, ceux qui en ont assez de courir pour lui et qui veulent courir contre lui. Puisque Bobet refusait de former le « gouvernement », la réplique immédiate de Bidot — et qui fit sensation — consista à faire appel à l'opposition.

Mais la réaction la plus importante vint des cycles Mercier et du pétrole B.P. Car Bobet n'est pas libre de courir où il veut. Il appartient, comme les autres coureurs cyclistes, à une marque de cycles et à une firme « extra-sportive » qui ont leur mot à dire dans le choix de leurs coureurs. Elles ne manquèrent pas de réagir.

Aussi, quarante-huit heures après sa déclaration spectaculaire, Bobet fit-il machine arrière. « *Après réflexion*, dit-il, *il n'est pas absolument certain que je renonce au prochain Tour de France.* »

Cet incident est significatif. Louison Bobet est un personnage extraordinaire qui a pris, sur le plan du sport cycliste, un ascendant inimaginable. Il décide, il tranche, il se permet tout.

Il est, à vrai dire, en déclin. Depuis la grave blessure à l'aine qui l'obligea à un long repos, il n'a pas retrouvé l'aisance qui lui permettait de planer au-dessus de ses rivaux. De plus, pendant ce repos forcé, Bobet a découvert avec stupéfaction la joie de vivre. Pendant le dernier Tour de France, qu'il n'a pas couru, il a goûté des plaisirs incroyables tels que la danse et les bains de mer :

« *J'ignorais*, a-t-il dit d'un mot charmant, *que le mois de juillet fût si gai.* »

Bobet a accumulé, grâce au vélo, une véritable fortune. On s'étonne que Kopa, le meilleur footballeur de France, gagne à Madrid dix millions dans son année. Mais le meilleur coureur cycliste français de tous les temps les gagne quelquefois dans un seul mois. Il vole dans son avion personnel. Il est à la tête de grosses affaires.

Mais il touche, à trente-deux ans, au moment de sa carrière où la lassitude triomphe de l'ambition. Bobet est tiraillé entre son besoin de s'imposer, son orgueil inlassable et le désir de profiter de la vie.

LORJOU
Entre le scenic-railway et le train-fantôme (Photo Marquis)

JE, TU, IL...

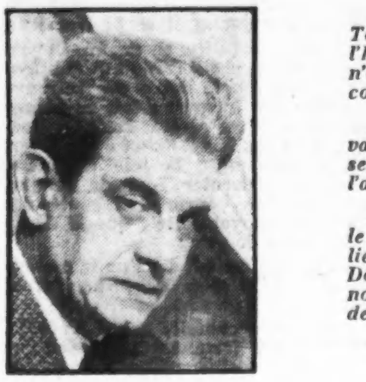
● LORJOU, 48 ans, artiste peintre, ne veut plus exposer dans les galeries. Il a choisi une baraque de la foire des Invalides pour exposer, entre le scenic-railway et le train-fantôme, ses « tableaux de chasse » dont certains atteignent la hauteur d'un étage. Motif : il trouve que les galeries font la part trop belle à la peinture abstraite.

● CHARLES CHAPLIN, 68 ans, acteur et auteur de films, quatre mariages, quatre fils, trois filles, vient d'annoncer la naissance à Lausanne de son huitième enfant : Jane, 3,120 kg. Le premier, Sydney Chaplin, né de son deuxième mariage (Lita Grey) a 34 ans.

● LOUIS MARTIN-CHAUFFIER, 52 ans, docteur en médecine et homme de lettres (« L'Homme et la Bête »), a reçu le Grand Prix national des Lettres. « A 12 ans, dit-il, je voulais être moraliste français. Je suis un homme qui a fait ce qu'il voulait faire. »

● JOHNNY DIO, 49 ans, gangster, jugé pour l'attentat contre le journaliste Victor Riesel, a été libéré : les témoins, terrorisés, sont revenus sur leurs déclarations mettant en cause le malfaiteur. Victor Riesel avait été vitriolé à la suite d'une campagne contre la mainmise du gangster sur les syndicats des dockers de New York. Il restera aveugle, mais pour les gangsters l'impunité continue.

LES CLEFS DE LA



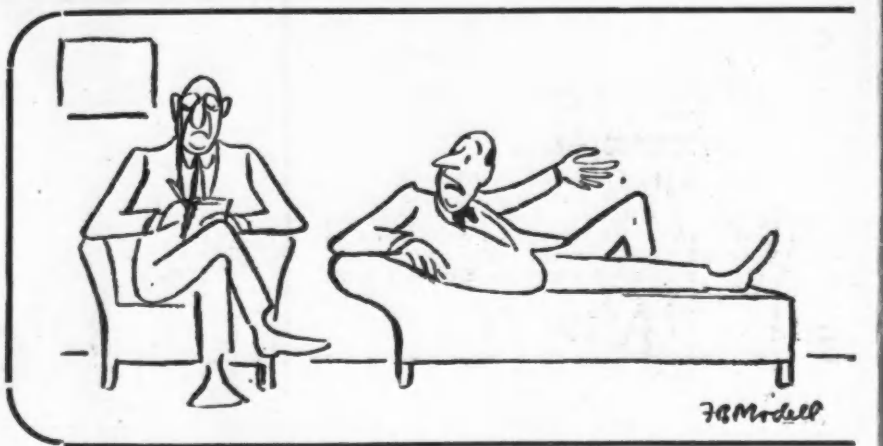
Le docteur Lacan

Tout le monde connaît le nom de Freud. Toute connaissance et toute pratique de l'homme en a été plus ou moins affectée. On n'a pu parler de l'homme ni de soi après lui comme avant.

Mais son œuvre offre à la réflexion des trouvailles, à l'enseignement des ressources qui ressemblent à une nouvelle découverte. Cela c'est l'actualité.

Au docteur Jacques Lacan, fondateur, avec le professeur Daniel Lagache, le professeur Juliette Favez-Boutonnier et le docteur Françoise Dolto, de la Société Française de Psychanalyse, nous sommes allés demander ce qu'il en était de ce travail en cours.

(Les dessins qui illustrent cette page montrent comment les dessinateurs humoristes américains se moquent de certains psychanalystes de leur pays qui ont fait de cette science un métier.)



L'EXPRESS. — Un psychanalyste, c'est très intimidant. On a le sentiment qu'il pourrait vous manœuvrer à son gré... qu'il en sait plus que vous-même sur les motifs de vos actes.

Dr Lacan. — Ne vous exagérez rien. Et puis croyez-vous que cet effet soit particulier à la psychanalyse ? Un économiste, pour beaucoup, est bien aussi mystérieux qu'un analyste. De notre temps c'est le personnage de l'expert qui intimide.

Pour la psychologie, encore qu'elle fût une science, chacun croyait y avoir son entrée par l'intérieur.

Or voici qu'avec la psychanalyse on a le sentiment de perdre ce privilège, l'analyste serait capable de voir quelque chose de plus secret dans ce qui, à vous, paraît le plus clair. Vous voilà nu, à découvert, sous un œil averti, et sans bien savoir ce que vous lui montrez.

L'EXPRESS. — Il y a là une sorte de terrorisme, on se sent violemment arraché à soi-même...

Dr Lacan. — La psychanalyse, dans l'ordre de l'homme, a en effet tous les caractères de subversion et de scandale qu'a pu avoir, dans l'ordre cosmique, le décentrement copernicien du monde : la terre, lieu d'habitation de l'homme, n'est plus le centre du monde !

Eh bien ! la psychanalyse vous annonce que vous n'êtes plus le centre de vous-même, car il y avait en vous un autre sujet, l'inconscient.

C'est une nouvelle qui n'a pas d'abord été bien acceptée. Ce prétendu irrationalisme dont on a voulu affubler Freud ! Or c'est exactement le contraire : non seulement Freud a rationalisé ce qui jusque-là avait résisté à la rationalisation, mais il a même montré en action une raison raisonnante comme telle, je veux dire en train de raisonner et de fonctionner comme logique, à l'insu du sujet — ceci dans le champ même classiquement réservé à l'irraison, disons le champ de la passion.

C'est cela qu'on ne lui a pas pardonné. On aurait encore admis qu'il introduise la notion de forces sexuelles qui s'emparent brusquement du sujet sans prévenir et en dehors de toute logique ; mais que la sexualité soit le lieu d'une parole, que la névrose soit une maladie qui parle, voilà une chose bizarre et des disciples même préfèrent qu'on parle d'autre chose.

Il ne faut pas voir en l'analyste un « ingénieur des âmes » ; ce n'est pas un physicien, il ne procède pas en établissant des relations de cause à effet : sa science est une *lecture*, une *lecture du sens*.

Sans doute est-ce pourquoi, sans bien savoir ce qui se cache derrière les portes de son cabinet, on a tendance à le prendre pour un sorcier, et même un peu plus grand que les autres.

L'EXPRESS. — Et qui a découvert ces secrets terribles, sentant le soufre...

Dr Lacan. — Encore convient-il de préciser de quel ordre sont ces secrets. Ce ne sont pas les secrets de la nature tels que les sciences physiques ou biologiques les ont pu découvrir. Si la psychanalyse éclaire les faits de la sexualité, ce n'est pas en les attaquant dans leur réalité ni dans l'expérience biologique.

L'EXPRESS. — Mais Freud a bien découvert, à la façon dont on découvre un continent inconnu, un domaine nouveau du psychisme, qu'on l'appelle « inconscient » ou autrement ? Freud c'est Christophe Colomb !

Dr Lacan. — Savoir qu'il y a toute une partie des fonctions psychiques qui ne sont pas à la portée de la conscience, on n'avait pas attendu Freud pour ça ! Si vous tenez à une comparaison, Freud serait plutôt Champollion ! L'expérience freudienne n'est pas du niveau de l'organisation des instincts ou des forces vitales. Elle ne les découvre que s'exerçant, si je puis dire, à une puissance seconde.

Ce n'est pas d'effets instinctuels à leur puissance première que Freud traite. Ce qui est analysable l'est pour autant qu'il est déjà articulé dans ce qui fait la singularité de l'histoire du sujet. Si le sujet peut s'y reconnaître, c'est dans la mesure où la psychanalyse permet le « transfert » de cette articulation.

Autrement dit, lorsque le sujet « refoule », cela ne veut pas dire qu'il refuse de prendre conscience de quelque chose qui serait un instinct — mettons par exemple un instinct sexuel qui voudrait se manifester sous forme homosexuelle — non, le sujet ne refoule pas son homosexualité, il refoule la parole où cette homosexualité joue un rôle de signifiant.

Vous voyez, ce n'est pas quelque chose de vague, de confus, qui est refoulé ; ce n'est pas une sorte de besoin, de tendance, qui aurait à être articulée (et qui ne s'articulerait pas puisque refoulée), c'est un discours *déjà articulé, déjà formulé dans un langage*. Tout est là.

— Non, madame Minton, il ne s'agit pas d'un mauvais enfant. Hostile peut-être, agressif, récalcitrant, destructeur, sadique même. Mais pas mauvais.

(Dessin du « New Yorker »)

Là où « ça » a été refoulé, « ça » parle...

L'EXPRESS. — Vous dites que le sujet refoule un discours articulé dans un langage. Pourtant ce n'est pas là ce qu'on sent lorsqu'on se trouve devant une personne ayant des difficultés psychologiques, un timide par exemple, ou un obsédé. Leur conduite paraît surtout absurde, incohérente ; et si on devine qu'à la rigueur elle puisse signifier quelque chose, ce serait quelque chose d'imprécis, qui s'ânonne, bien en dessous du niveau du langage.

Et soi-même, dans la mesure où il arrive qu'on se sente mené par des forces obscures, qu'on devine « névrotiques », elles se manifestent justement par des mouvements irrationnels, accompagnés de confusion, d'angoisse !

Dr Lacan. — Des symptômes, quand vous croyez en reconnaître, ne vous semblent irrationnels que parce que vous les prenez isolés, et que vous voulez les interpréter directement.

Voyez les hiéroglyphes égyptiens : tant qu'on a cherché quel était le sens direct des vautours, des poulets, des bonshommes debout, assis, ou s'agitant, l'écriture est demeurée indéchiffrable. C'est qu'à lui tout seul le petit signe « vautour » ne veut rien dire ; il ne trouve sa valeur signifiante que pris dans l'ensemble du système auquel il appartient.

Eh bien ! les phénomènes auxquels nous avons affaire dans l'analyse sont de cet ordre-là, ils sont d'un ordre langagier.

Le psychanalyste n'est pas un explorateur de continents inconnus ou de grands fonds, c'est un linguiste : il apprend à déchiffrer l'écriture qui est là, sous ses yeux, offerte au regard de tous. Mais qui demeure indéchiffrable tant qu'on n'en connaît pas les lois, la clé.

L'EXPRESS. — Vous dites que cette écriture est « offerte au regard de tous ». Pourtant si Freud a dit quelque chose de nouveau, c'est que dans le domaine psychique on est malade parce qu'on dissimule, qu'on cache une part de soi-même, qu'on « refoule ».

Or les hiéroglyphes eux n'étaient pas refoulés, ils étaient inscrits sur la pierre. Votre comparaison ne peut donc être totale ?

Dr Lacan. — Au contraire, il faut la prendre littéralement : ce qui, dans l'analyse du psychisme, est à déchiffrer, est tout le temps là, présent depuis le début. Vous parlez du refoulement en oubliant une chose, c'est que, pour Freud et tel qu'il l'a formulé, le refoulement était inséparable d'un phénomène appelé « le retour du refoulé ».

Là où c'a été refoulé, quelque chose continue de fonctionner, quelque chose continue de parler — grâce à quoi du reste on peut centrer, désigner le lieu du refoulement et de la maladie, dire « c'est là ».

Cette notion est difficile à comprendre parce que lorsqu'on parle de « refoulement » on imagine immédiatement une pression — une pression vésicale par exemple — c'est-à-dire une masse vague, indéfinissable, appuyant de tout son poids contre une porte qu'on refuse de lui ouvrir.

Or en psychanalyse le refoulement n'est pas le refoulement d'une chose, c'est le refoulement d'une vérité.

Qu'est-ce qui se passe lorsqu'on veut refouler une vérité ? Toute l'histoire de la tyrannie est là pour vous donner la réponse : elle s'exprime ailleurs, dans un autre registre, en langage chiffré, clandestin.

Eh bien ! c'est exactement ce qui se produit avec la conscience : la vérité, refoulée, va persister mais transposée dans un autre langage, le langage névrotique.

A ceci près qu'on n'est plus capable de dire à ce moment-là quel est le sujet qui parle, mais que « ça » parle, que « ça » continue à parler ; et ce qui se passe est déchiffrable entièrement à la façon dont est déchiffrable, c'est-à-dire non sans difficulté, une écriture perdue.

La vérité n'a pas été anéantie, elle n'est pas tombée dans un gouffre, elle est là, offerte, présente, mais devenue « inconsciente ». Le sujet qui a refoulé la vérité ne gouverne plus, il n'est plus au centre de son discours : les choses continuent à fonctionner toutes seules et le discours à s'articuler, mais *en dehors du sujet*. Et ce lieu, cet en-dehors du sujet c'est strictement ce qu'on appelle l'inconscient.

Vous voyez bien que ce qu'on a perdu ce n'est pas la vérité, c'est la clé du nouveau langage dans lequel elle s'exprime désormais.

C'est là qu'intervient le psychanalyste.

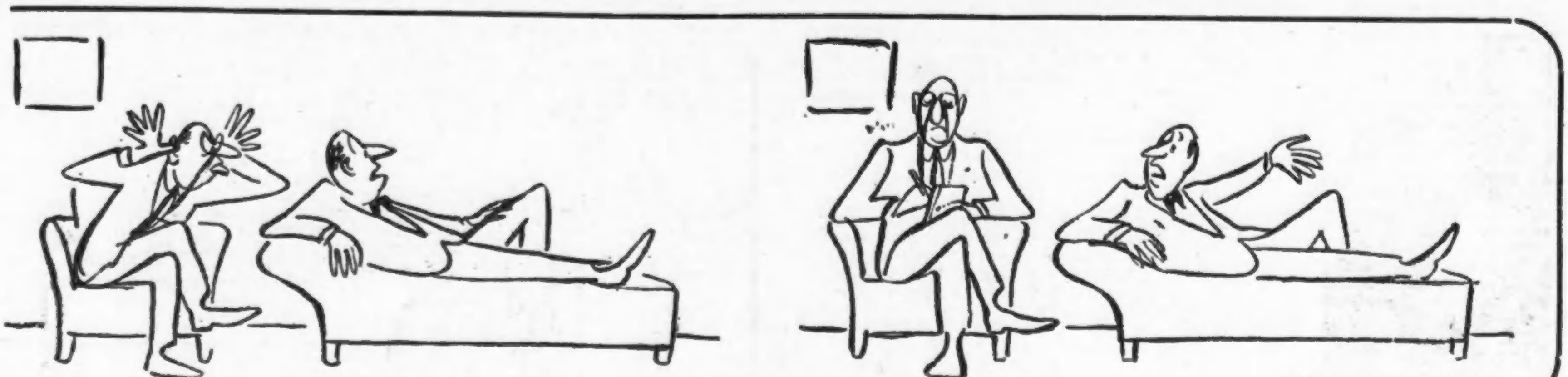
L'EXPRESS. — Ne serait-ce pas votre interprétation à vous ? Il ne semble pas que ce soit celle de Freud ?

Dr Lacan. — Lisez « La Science des rêves », lisez la « Psychopathologie de la vie quotidienne », lisez « Le mot d'esprit et l'inconscient », il suffit d'ouvrir ces ouvrages à n'importe quelle page pour y trouver en clair ce dont je vous parle.

Le terme de « censure », par exemple, pourquoi Freud l'a-t-il tout de suite choisi, au niveau même de l'interprétation des rêves, pour désigner l'instance réfrénante, la force qui refoule ? La censure nous savons bien ce que c'est, c'est Anastasie, c'est une contrainte qui s'exerce avec une paire de ciseaux. Et sur quoi ? Pas sur n'importe quoi qui passe dans l'air, mais sur ce qui s'imprime, sur un discours, un discours exprimé dans un langage.

Les entretiens de L'Express

PSYCHANALYSE



(Dessins du « New Yorker »)

Oui, la méthode linguistique est présente à toutes les pages de Freud, tout le temps il se livre concrètement à des références, des analogies, à des rapprochements linguistiques...

Et puis en fin de compte, en psychanalyse, vous ne demandez jamais qu'une chose au malade, qu'une seule chose : c'est de parler. Si la psychanalyse existe, si elle a des effets, c'est tout de même uniquement dans l'ordre de l'aveu et de la parole !

Or pour Freud, pour moi, le langage humain ne surgit pas chez les êtres comme resurgirait une source.

Voyez comme on nous représente tous les jours l'apprentissage de son expérience par l'enfant : il met son doigt sur le poêle, il se brûle. A partir de là, prétend-on, à partir de sa rencontre avec le chaud et le froid, avec le danger, il ne lui reste qu'à déduire, à échafauder la totalité de la civilisation...

C'est une absurdité : à partir du fait qu'il se brûle, il est mis en face de quelque chose de beaucoup plus important que la découverte du chaud et du froid. En effet, qu'il se brûle et il se trouve toujours quelqu'un pour lui faire, là-dessus, tout un discours.

L'enfant a beaucoup plus d'effort à faire pour entrer dans ce discours dont on le submerge, que pour s'habituer à éviter le poêle.

En d'autres termes, l'homme qui naît à l'existence a d'abord affaire au langage ; c'est une donnée. Il y est même pris dès avant sa naissance, n'a-t-il pas un état civil ?

Oui, l'enfant à naître est déjà, de bout en bout, cerné dans ce hamac de langage qui le reçoit et en même temps l'emprisonne.

L'EXPRESS. — Ce qui rend difficile d'accepter l'assimilation des symptômes névrotiques, de la névrose, à un langage parfaitement articulé, c'est qu'on ne voit pas à qui il s'adresse. Il n'est fait pour personne puisque le malade, surtout le malade ne le comprend pas, et qu'il faut un spécialiste pour le déchiffrer ! Les hiéroglyphes étaient peut-être devenus incompréhensibles, mais du temps où on les employait ils étaient faits pour communiquer certaines choses à certains.

Or qu'est-ce que c'est que ce langage névrotique qui n'est pas seulement une langue morte, pas seulement une langue privée, puisque à lui-même inintelligible ?

Et puis un langage, c'est quelque chose dont on se sert. Et celui-ci au contraire est subi. Voyez l'obsédé, il voudrait bien la chasser son idée fixe, sortir de l'engrenage...

Dr Lacan. — Ce sont justement là les paradoxes qui font l'objet de la découverte. Si ce langage pourtant ne s'adressait pas à un Autre, il ne pourrait être entendu grâce à un autre dans la psychanalyse. Pour le reste il faut d'abord reconnaître ce qui est et pour cela le bien situer dans un cas ; cela demanderait un long développement ; autrement c'est un fouillis à n'y rien comprendre. Mais c'est là quand même que ce dont je vous parle, peut se montrer en clair : comment le discours refoulé de l'inconscient se traduit dans le registre du symptôme.

Et vous apercevrez à quel point c'est précis. Vous parliez de l'obsédé. Voyez cette observation de Freud, qu'on trouve dans les « Cinq psychanalyses », intitulée « L'homme aux rats ».

L'homme aux rats était un grand obsédé. Un homme encore jeune, de formation universitaire, qui vient trouver Freud à Vienne, pour lui dire qu'il souffre d'obsessions : ce sont tantôt des inquiétudes très vives pour les personnes qui lui sont chères, tantôt le désir d'actes impulsifs, comme se trancher la gorge, ou alors il se forme en lui des interdictions concernant des choses insignifiantes...

L'EXPRESS. — Et sur le plan de la sexualité ?

Dr Lacan. — Voilà une erreur de terme ! Obsession cela ne veut pas dire automatiquement obsession sexuelle, ni même obsession de ceci ou de cela en particulier : être obsédé, cela signifie se trouver pris dans un mécanisme, dans un engrenage de plus en plus exigeant et sans fin.

Qu'il ait à accomplir un acte, à remplir un devoir, une angoisse spéciale entrave l'obsédé : va-t-il y parvenir ? Ensuite, la chose faite, il éprouve un besoin torturant d'aller vérifier, mais n'ose pas, de crainte de passer pour fou, parce qu'en même temps il sait fort bien qu'il l'a accomplie... Le voici engagé dans des circuits toujours plus grands de vérifications, de précautions, de justifications. Pris comme il l'est dans un tourbillon intérieur, l'état d'apaisement, de satisfaction, lui est devenu impossible.

Même le grand obsédé n'a pourtant rien de délirant. Il n'y a aucune conviction chez l'obsédé, mais uniquement cette espèce de nécessité, complètement ambiguë, qui le laisse si malheureux, si douloureux, si désemparé, d'avoir à céder à une insistance qui vient de lui-même et qu'il ne s'explique pas.

La névrose obsessionnelle est répandue et peut passer inaperçue si l'on n'est pas spécialement averti des petits signes qui la traduisent toujours. Ces malades tiennent même fort bien leur

(Dessin du « New Yorker »)

position sociale, alors que leur vie est minée, ravagée par la souffrance et le développement de leur névrose.

J'ai connu des gens qui avaient des fonctions importantes, et non pas seulement honoraires, directoriales, des gens qui avaient des responsabilités aussi vastes et étendues que vous pouvez le supposer, et qui les assumaient amplement, mais qui n'en étaient pas moins du matin au soir la proie de leurs obsessions.

Ainsi était « l'homme aux rats », affolé, ligoté dans un regain de ses symptômes qui le ramène consulter Freud des environs de Vienne où il participait aux grandes manœuvres comme officier de réserve et lui demander son conseil dans une histoire à dormir debout de remboursement à la poste de l'envoi d'une paire de lunettes à propos duquel il se perd à ne plus savoir dire quoi.

Si l'on suit littéralement jusque dans ses doutes le scénario institué par le symptôme à l'endroit de quatre personnes, on retrouve trait pour trait, transposées dans une vaste simagrée, sans que le sujet le soupçonne, les histoires qui ont abouti au mariage dont le sujet lui-même est le fruit.

L'EXPRESS. — Quelles histoires ?

Dr Lacan. — Une dette frauduleuse de son père qui, de surcroît, militaire alors, est cassé de son grade pour forfaiture, un emprunt qui lui permet de couvrir la dette, la questiion restée obscure de sa restitution à l'ami qui lui est venu en aide, enfin un amour trahi pour le mariage qui lui a rendu une « situation ».

Toute son enfance, l'homme aux rats avait entendu parler de cette histoire — de l'une en termes badins, de l'autre à mots couverts. Ce qui est saisissant, c'est qu'il ne s'agit pas d'un événement particulier, voire traumatique qui ferait retour du refoulé ; il s'agit de la constellation dramatique qui a présidé à sa naissance, de la préhistoire, si l'on peut dire, de son individu ; descendue d'un passé légendaire. Cette préhistoire reparaît par le truchement de symptômes qui l'ont véhiculée sous une forme méconnaissable pour se nouer finalement en un mythe représenté, dont le sujet reproduit la figure sans en avoir la moindre idée.

Car elle y est transposée comme une langue ou une écriture peut être transposée dans une autre langue ou en d'autres signes ; elle y est récrite sans que ses liaisons soient modifiées ; ou encore comme en géométrie une figure est transformée de la sphère en plan, ce qui ne veut évidemment pas dire que toute figure se transforme en n'importe laquelle.

Un instrument terriblement efficace

L'EXPRESS. — Et une fois que cette histoire a été mise au jour ?

Dr Lacan. — Entendez bien : je n'ai pas dit que la cure de la névrose est accomplie rien qu'à voir cela.

Vous pensez bien que dans l'observation de l' « homme aux rats », il y a autre chose que je ne puis développer ici.

S'il suffisait qu'il y ait une préhistoire à l'origine d'une conscience, tout le monde serait névrosé. C'est lié à la façon dont le sujet prend les choses, les admet ou les refoule. Et pourquoi certains refoulent-ils certaines choses ?...

Enfin, donnez-vous la peine de lire « l'homme aux rats » avec cette clé qui le transperce de part en part : transposition dans un autre langage figuratif et complètement inaperçu du sujet, de quelque chose qui ne se comprend qu'en terme de discours.

L'EXPRESS. — Il se peut que la vérité refoulée s'articule comme vous le dites, comme un discours aux effets ravageurs.

Seulement lorsqu'un malade vient à vous, ce n'est pas quelqu'un à la recherche de sa vérité. C'est quelqu'un qui souffre horriblement et veut être soulagé. Si je me souviens bien de l'histoire de « l'homme aux rats », il y avait aussi un phantasme de rats...

Dr Lacan. — Autrement dit, « pendant que vous vous occupez de vérité, il y a là un homme qui souffre... »

Tout de même, avant de se servir d'un instrument, il faut savoir ce que c'est, comment il est fabriqué ! La psychanalyse est un instrument terriblement efficace ; et comme c'est en plus un instrument d'un grand prestige, on peut l'engager à faire des choses qu'il n'est nullement destiné à faire, et d'ailleurs, ce faisant, on ne peut que le dégrader.

Il faut donc partir de l'essentiel : qu'est-ce que cette technique, à quoi s'applique-t-elle, de quel ordre sont ses effets, les effets qu'elle déclenche par son application pure et simple ?

Eh bien ! les phénomènes dont il s'agit dans l'analyse, et au niveau propre des instincts, sont des effets d'un registre langagier : la reconnaissance parlée d'éléments majeurs de l'histoire du sujet, histoire qui a été coupée, interrompue, qui est tombée dans les dessous du discours.

Quant aux effets qu'on doit définir comme appartenant à l'analyse, les effets analytiques —

→

comme on dit effets mécaniques ou effets électriques — les effets analytiques sont des effets de l'ordre de ce *retour du discours refoulé*.

Et je peux vous dire qu'à partir du moment où vous avez mis le sujet sur un divan et même si vous lui avez expliqué la règle analytique de la façon la plus sommaire, le sujet est déjà introduit dans la dimension de chercher sa vérité.

Oui, du seul fait d'avoir à parler comme il se trouve pris à le faire, devant un autre, le silence d'un autre — un silence qui n'est fait ni d'approbation, ni de désapprobation, mais d'attention — il le ressent comme une attente, et que cette attente est celle de la vérité.

Et aussi il s'y sent poussé par le préjugé dont nous parlions tout à l'heure : de croire que l'autre, l'expert, l'analyste, sait sur vous même ce que vous ne savez pas, la présence de la vérité s'en trouve fortifiée, elle est là à l'état implicite.

Le malade souffre mais il se rend compte que la voie vers laquelle se tourner enfin pour surmonter, apaiser ses souffrances, est de l'ordre de la vérité : en savoir plus et en savoir mieux.

Ni père parfait ni époux modèle

L'EXPRESS. — Alors l'homme serait un être langagier ? Ce serait ça la nouvelle représentation de l'homme qu'on devrait à Freud ; l'homme, c'est quelqu'un qui parle ?

Dr LACAN. — Le langage est-il l'essence de l'homme ? Ce n'est pas une question dont je me désintéresse, et je ne déteste pas non plus que les gens qui s'intéressent à ce que je dis, s'y intéressent par ailleurs, mais c'est d'un autre ordre, et comme je le dis parfois, c'est la pièce à côté...

Je ne me demande pas « qui parle », j'essaye de poser les questions autrement, d'une façon plus formulable, je me demande « d'où ça parle ». En d'autres termes, si j'ai essayé d'élaborer quelque chose ce n'est pas une métaphysique mais une théorie de l'intersubjectivité. Depuis Freud, le centre de l'homme n'est plus là où on le croyait, il faut rebâtir là-dessus.

L'EXPRESS. — Si c'est parler qui est important, chercher sa vérité par la voie de la parole et de l'aveu, l'analyse ne se substitue-t-elle pas d'une certaine façon à la confession ?

Dr LACAN. — Je ne suis pas autorisé pour vous parler des choses religieuses, mais je m'étais laissé dire que la confession est un sacrement et qu'elle n'est faite pour satisfaire aucune espèce de besoin de confidence... La réponse, même consolante, encourageante, voire directive du prêtre ne prétend pas à constituer l'efficace de l'absolution.

L'EXPRESS. — Du point de vue du dogme, vous avez sans doute raison. Seulement la confession se combine, et depuis un temps qui ne couvre peut-être pas toute l'ère chrétienne, avec ce qu'on nomme la direction de conscience.

Est-ce qu'on ne tombe pas là dans le domaine de la psychanalyse ? Faire avouer des actes et des intentions, guider un esprit qui cherche sa vérité ?

Dr LACAN. — La direction de conscience a été, et par des spirituels, très diversement jugée, on a même pu y voir, dans certains cas, la source de toutes sortes de pratiques abusives. En d'autres termes, c'est affaire aux religieux de savoir comment eux-mêmes la situent et quelle portée ils lui donnent.

Mais il me semble qu'aucune direction de conscience ne peut s'alarmer d'une technique qui a pour but la révélation de la vérité. Il m'est arrivé de voir des religieux dignes de ce nom prendre parti dans des affaires très épineuses où se trouvait engagé ce qu'on nomme l'honneur des familles, et je les ai toujours vus décider que maintenir la vérité sous le boisseau est en soi-même un acte aux conséquences ravageantes.

Et puis tous les directeurs de conscience vous diront que la plaie de leur existence, ce sont les obsessionnels et les scrupuleux, ils ne savent littéralement par quel bout les prendre : plus ils les calment, plus ça rebondit, plus ils leur donnent des raisons, plus les gens reviennent leur poser des questions absurdes...

Cependant la vérité analytique n'est pas quelque chose de si secret ni de si mystérieux qu'on ne puisse voir chez des personnes douées pour la direction de conscience la perception de ce qu'elle est, surgir spontanément. J'ai connu parmi des religieux des gens qui avaient saisi qu'une pénitente venant les bassiner avec des obsessions d'impureté avait brusquement besoin d'être ramenée à un autre niveau : se conduisait-elle selon la justice avec sa bonne ou ses enfants ? Et par ce rappel brutal ils obtenaient des effets tout à fait surprenants.

A mon avis, les directeurs de conscience ne peuvent trouver à redire à la psychanalyse ; tout au plus peuvent-ils en tirer quelques aperçus qui leur rendront service...

L'EXPRESS. — Peut-être, mais la psychanalyse est-elle assez bien vue ? Dans les milieux religieux on en ferait plutôt une science du diable ?

Dr LACAN. — Je crois que les temps ont changé. Sans doute, après que Freud eut inventé la psychanalyse, est-elle longtemps demeurée une science scandaleuse et subversive. Il ne s'agissait pas de savoir si l'on y croyait ou non, on s'y opposait violemment sous le prétexte que des gens psychanalysés seraient déchaînés, s'abandonneraient à tous leurs désirs, se livreraient à n'importe quoi...

Aujourd'hui, admise ou non en tant que science, la psychanalyse est entrée dans nos mœurs et les positions se sont renversées : c'est lorsque quelqu'un ne se conduit pas normalement, lorsqu'il agit d'une façon jugée « scandaleuse » par son entourage, qu'on parle de l'envoyer chez le psychanalyste !

Tout cela entre dans ce que j'appellerai non pas du terme trop technique de « résistance à l'analyse », mais d' « objection massive ».

La peur de perdre son originalité, d'être réduit au niveau commun, n'est pas moins fréquente. Il faut dire que sur cette notion « d'adaptation » il s'est produit ces derniers temps une doctrine de nature à engendrer la confusion et à partir de là l'inquiétude.

On a écrit que l'analyse a pour but d'adapter le sujet, pas tout à fait au milieu extérieur, disons à sa vie, ou à ses véritables besoins ; cela signifie nettement que la sanction d'une analyse serait qu'on est devenu père parfait, époux modèle, citoyen idéal, enfin qu'on est quelqu'un qui ne discute plus de rien.

Ce qui est tout à fait faux, aussi faux que le premier préjugé qui voyait dans la psychanalyse un moyen de se libérer de toute contrainte.

L'EXPRESS. — Ne pensez-vous que ce que les gens craignent par-dessus tout, ce qui les fait s'opposer à la psychanalyse avant même de savoir s'ils y croient ou non en tant que science, c'est l'idée qu'ils risquent d'être dépossédés d'une partie d'eux-mêmes, modifiés ?

Dr LACAN. — Cette inquiétude est tout à fait légitime, au niveau où elle surgit. Dire qu'il n'y aurait pas, après une analyse, modification de la personnalité, ce serait vraiment drôle ! Il serait difficile de soutenir à la fois qu'on peut obtenir des résultats par l'analyse et qu'on peut ne pas en obtenir, c'est-à-dire que la personnalité restera toujours intacte. Seulement la notion de personnalité mérite d'être éclaircie, voire réinterprétée.

L'EXPRESS. — Au fond la différence entre la psychanalyse et les diverses techniques psychologiques, c'est qu'elle ne se contente pas de guider, d'intervenir plus ou moins à l'aveuglette, elle guérit...

Dr LACAN. — On guérit ce qui est guérissable. On ne va pas guérir le daltonisme et l'idiotie, bien qu'en fin de compte on puisse dire que le daltonisme et l'idiotie aient à voir avec le « psychique ».

Vous connaissez la formule de Freud, « là où *ça* a été *je* dois être » ? Il faut que le sujet puisse se réinstaller à sa place, cette place où il n'était plus, remplacé par cette parole anonyme, qu'on nomme le *ça*.

Un président du Conseil devrait avoir été analysé

L'EXPRESS. — Dans la perspective freudienne, faut-il songer à soigner des quantités de gens qui ne sont pas considérés comme malades ? Autrement dit, aura-t-on intérêt à psychanalyser tout le monde ?

Dr LACAN. — Posséder un inconscient n'est pas le privilège des névrosés. Il y a des gens qui ne sont manifestement pas accablés d'un poids excessif de souffrance parasitaire, qui ne sont pas trop encombrés par la présence de l'autre sujet, à l'intérieur d'eux-mêmes, qui s'en accommodent même assez bien de cet autre sujet — et qui pourtant ne perdraient rien à faire connaissance avec lui.

Puisque, en somme, dans le fait d'être psychanalysé, il ne s'agit de rien d'autre que de connaître son histoire.

L'EXPRESS. — Est-ce que cela reste vrai pour les créateurs ?

Dr LACAN. — C'est une question intéressante de savoir s'il y a intérêt pour eux à aller vite ou à couvrir d'un certain voile cette parole qui les attaque du dehors (c'est la même en fin de compte qui vient encombrer le sujet dans la névrose et dans l'inspiration créatrice).

Y a-t-il intérêt à aller très vite par la voie de l'analyse vers la vérité de l'histoire du sujet, ou à laisser faire comme Gœthe une œuvre qui n'est qu'une immense psychanalyse ?

Car chez Gœthe c'est manifeste : son œuvre tout entière est la révélation de la parole de l'autre sujet. Il a poussé la chose aussi loin qu'on peut le faire lorsqu'on est un homme de génie.

Aurait-il écrit la même œuvre si on l'avait psychanalysé ? A mon avis l'œuvre aurait été sûrement autre, mais je ne crois pas qu'on y aurait perdu.

L'EXPRESS. — Et pour tous les hommes qui ne sont pas des créateurs mais qui ont de lourdes responsabilités, des relations avec le pouvoir, pensez-vous qu'on devrait instituer la psychanalyse obligatoire ?

Dr LACAN. — On devrait en effet ne pas pouvoir douter un seul instant que si un monsieur est président du Conseil, c'est sûrement qu'il s'est fait analyser à un âge normal, c'est-à-dire jeune... Mais la jeunesse se prolonge parfois très loin.

L'EXPRESS. — Attention ! Qu'est-ce qu'on pourrait objecter à M. Guy Mollet s'il avait été analysé ? S'il pouvait se prévaloir d'être immunisé quand ses contradicteurs ne le sont pas ?

Dr LACAN. — Je ne prendrai pas parti sur le sujet de savoir si M. Guy Mollet ferait ou non la politique qu'il fait s'il était analysé ! Qu'on ne me fasse pas dire que je pense que l'analyse universelle est à la source de la résolution de toutes les antinomies, que si on analysait tous les êtres humains il n'y aurait plus de guerres, plus de lutte des classes, je dis formellement le contraire. Tout ce qu'on peut penser c'est que les drames seraient peut-être moins confus.

Voyez-vous, l'erreur, c'est ce que je vous disais déjà tout à l'heure : vouloir se servir d'un instrument avant de savoir comment il est fait. Or, dans les activités qui sont pour l'instant vécues dans le monde sous le terme de « psychanalyse » on tend de plus en plus à recouvrir, méconnaître, masquer l'ordre premier dans lequel Freud a apporté l'étincelle.

L'effort de la grande masse de l'école psychanalytique a été ce que j'appelle une tentative de réduction : mettre dans sa poche ce qu'il y avait de plus gênant dans la théorie de Freud. D'année en année on voit cette dégradation s'accentuer, jusqu'à aboutir parfois, comme aux Etats-Unis, à des formulations en franche contradiction avec l'inspiration freudienne.

Ce n'est pas parce que la psychanalyse demeure contestée que l'analyste doit tenter de rendre plus acceptable son observation en la repeignant de couleurs diversement bariolées, d'analogies empruntées plus ou moins légitimement à des domaines scientifiques voisins...

Après le trait de feu, une armée d'ouvriers

L'EXPRESS. — C'est très démoralisant ce que vous dites, pour les analysés...

Dr LACAN. — Si je vous inquiète tant mieux. Du point de vue du public, ce que je considère comme le plus désirable, c'est de jeter un cri d'alarme et qu'il ait, sur le terrain scientifique, une signification très précise : qu'il soit un appel, une exigence première concernant la formation de l'analyste.

L'EXPRESS. — N'est-ce pas déjà une formation très longue et très sérieuse ?

Dr LACAN. — A l'enseignement psychanalytique tel qu'il est aujourd'hui constitué — études de médecine et puis une psychanalyse, analyse dite didactique, faite par un analyste qualifié — manque quelque chose d'essentiel, sans lequel je nie qu'on puisse être un psychanalyste vraiment formé : l'apprentissage des disciplines linguistiques et historiques, de l'histoire des religions, etc. Pour cerner sa pensée concernant cette formation, Freud, lui, ranime ce vieux terme que je me plais à reprendre d' « universitas litterarum ».

Les études médicales sont bien évidemment insuffisantes pour entendre ce que dit l'analysé, c'est-à-dire par exemple pour distinguer dans son discours la portée des symboles, la présence de mythes, ou simplement pour saisir le sens de ce qu'il dit, comme on saisit ou non le sens d'un texte.

Du moins pour l'heure une étude sérieuse des textes et de la doctrine freudienne est-elle rendue possible par l'asile que lui donne à la clinique des maladies mentales et de l'encéphale de la Faculté, le professeur Jean Delay.

L'EXPRESS. — Entre les mains de personnes insuffisamment compétentes, pensez-vous que la psychanalyse telle qu'elle fut inventée par Freud risque de se perdre ?

Dr LACAN. — Actuellement, la psychanalyse est certainement en train de tourner à une mythologie de plus en plus confuse. On peut en citer quelques signes — effacement du complexe d'Œdipe, accent mis sur les mécanismes pré-œdipiens, sur la frustration, substitution au terme d'angoisse de celui de peur. Ce qui ne veut pas dire que le freudisme, la première lueur freudienne, ne continue pas à cheminer partout. On en voit des manifestations absolument claires dans toutes sortes de sciences humaines.

Je pense en particulier à ce que me disait récemment mon ami Claude Lévi-Strauss de l'hommage finalement rendu par les ethnographes au complexe d'Œdipe, comme à une profonde création mythique née à notre époque.

C'est quelque chose de bien frappant, de tout à fait saisissant que Sigmund Freud, un homme tout seul, soit parvenu à dégager un certain nombre d'effets qui n'avaient jamais été isolés auparavant et à les introduire dans un réseau coordonné, inventant ainsi à la fois une science et le domaine d'application de cette science.

Mais par rapport à cette œuvre géniale qu'a été celle de Freud, traversant son siècle comme un trait de feu, le travail est très en retard. Je le dis avec toute ma conviction. Et on ne reprendra de l'avance que lorsqu'il y aura suffisamment de gens formés pour faire ce que nécessite tout travail scientifique, tout travail technique, tout travail où le génie peut ouvrir un sillon, mais où il faut ensuite une armée d'ouvriers pour moissonner.

(Copyright « L'Express ».)

PARIS EN PARLE...

● **THEATRE :** *La reprise de* **L'Ecole des femmes** *: une reconstitution hantée par le fantôme de* **Jouvet.** — **Un Claudel** *gai dans un aquarium.* ● **MUSIQUE :** *A Bordeaux,* **Lully** *prouve qu'il avait tort de prendre* **Quinault** *pour un poète. — A l'Opéra : un chef d'orchestre fait applaudir son répétiteur.* ● **VARIETES :** *Chanteur famélique,* **Philippe Clay** *a attendu neuf ans avant de dévorer le succès.* ● **CINEMA : Robert Bresson** *préfère les arbres aux acteurs. — Sur les écrans parisiens : un* **Sacha Guitry** *retrouvé, une* **Sophia Loren** *égarée et plusieurs grands acteurs disparus.* ● **EXPOSITIONS :** *Un peintre anachronique montre les blés comme ils sont.* ● **DISQUES :** *L'Académie Charles Cros a choisi entre quatre mille.*

Louis Jouvet et Madeleine Ozeray (1936)
(Photos Lipnitzki)

Louis Jouvet et Dominique Blanchar (1950)
Dans une mise en scène « majeure »

Anna Tonietti et Michel Etcheverry (1957)
(Photo Bernand)

THÉATRE

Agnès et le fantôme

L'École des femmes

de Molière, mise en scène de Louis Jouvet, à l'Athénée.

ON a voulu faire de ces représentations, non pas une reprise mais une reconstitution. Mais en conjurant sous nos yeux d'une façon aussi précise l'ombre de Christian Bérard et l'ombre de Louis Jouvet, en réunissant dans la salle le soir de la générale tant de comédiens et de comédiennes qui paraissaient fardés pour le bal du temps retrouvé, comment ne pas créer un certain malaise au moins pour les plus âgés d'entre les spectateurs ?

Pour les autres, ils auront la joie de découvrir la première grande comédie de caractère de Molière dans le décor exquis qui résout toutes les difficultés, efface toutes les invraisemblances, et dans la mise en scène « majeure » (elle a tout juste vingt et un ans) qui rendit à la pièce sa jeunesse. Tous les éléments de la fête : musique, couleurs, costumes, éclairages ont été retrouvés aussi bien qu'il se peut, et la plupart des petits rôles sont repris par d'excellents comédiens (Alfred Adam, Robert Moor, Régis Outin, Léo Lapara) qui travaillèrent à un moment ou à un autre avec Jouvet.

La nouvelle Agnès, Mlle Anna Tonietti, ne manque pas de qualités ; elle a été meilleure dans les scènes de révolte de la deuxième partie que dans les scènes d'ingénuité de la première. Il y a quelque chose en elle qui fait qu'à dix-sept ans, Dieu me pardonne, elle n'est déjà plus ou elle n'a jamais été le personnage. Jouvet, seul peut-être, aurait pu, comme pour Madeleine Ozeray ou Dominique Blanchar...

Quant à M. Michel Etcheverry, il a été très courageux, mais la partie était perdue d'avance : on ne peut pas jouer à la fois, à la même seconde, le rôle d'Arnolphe et le rôle du fantôme de Jouvet. Le seul véritable hommage d'un comédien à un grand comédien dont il reprend le rôle, c'est peut-être de savoir l'oublier — de garder dans son cœur une image, un enseignement, et de faire, fidèlement, autre chose. Le musée imaginaire du théâtre, ce n'est pas le musée Grévin.

Cela dit, d'ailleurs, dans son ensemble, l'entreprise appelle notre sympathie, non seulement à cause de son intention pieuse, mais parce qu'elle est plus qu'à moitié réussie.

★

Deux grandes voix qui ne se taisent pas

Protée

de Paul Claudel au théâtre du Tertre.

Dialogue des Carmélites

de Georges Bernanos au théâtre Hébertot.

APRES d'excellentes représentations de *Tobie et Sara*, le théâtre poétique qui est allé se nicher rue Lepic nous offre la pièce la plus gaie de Claudel, la farce lyrique de *Protée*, fantaisie burlesque sur le thème du retour au foyer de Ménélas et d'Hélène, son épouse prodigue. La mise en scène au théâtre du Tertre est shakespearienne, non point à la manière de Peter Brook, mais à peu près à la manière des écriteaux : ceci représente une forêt, une île, etc. Les satyres et les phoques qui jouaient un rôle important dans la pensée du grand poète chrétien ont disparu, et l'océan, c'est un aquarium. Mais il y a dans le spectacle de la vivacité et de l'amour qui suppléent à tout, ou presque.

Cela fait du bien aussi d'entendre de nouveau la grande voix de Bernanos qui parle de la peur et de la pitié, de l'honneur et de la prière comme il faut en parler et comme lui seul savait le faire (même en tenant compte de ce Claudel qu'il détestait cordialement). Décors sobres et pratiques, mise en scène claire et efficace de Marcelle Tassencourt, distribution honorable (Emmanuèle Riva, Annie Cariel, Camille Fournier, Jean Dalmain, etc.) même si dans l'ensemble elle ne fait pas oublier celle de la création.

A ne pas manquer :

● **Fin de partie** (Beckett et le néant) ● **Requiem pour une nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **Patate** (Achard retrouvé) ● **L'Œuf** (insolite).

A voir :

● **Dialogues des Carmélites** (Bernanos dramaturge) ● **La Cantatrice chauve** (à la découverte d'Ionesco) ● **Amphitryon 38** (même sans Jouvet) ● **Sacrés fantômes** (humour napolitain) ● **Irma la douce** (l'Opéra de quat' sous de Marguerite Monnot) ● **La Chatte sur un toit brûlant** (sans pudeur) ● **L'Ecole des cocottes** (pour rire).

MUSIQUE

En retard

LE Festival de Bordeaux vient de déterrer la « tragédie lyrique » *Armide*, de Lully, poème de Quinault, dans une révision musicale de Henri Busser et dans une réalisation d'une grande beauté, due aux costumes de Stanislas Lepri, à la mise en scène de Roger Lalande et aux principaux interprètes, Nicolaï Gedda et Rita Gorr.

Des discussions sans fin pourraient

→

300e - THÉATRE DES MATHURINS - 300e
REQUIEM POUR UNE NONNE

Cabarets Dancings
A la Romance — Espagne et Sud-Amérique, 11, rue Monsieur-le-Prince
CLUB des CHAMPS-ELYSÉES — THE tous les jours — Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

Restaurants
LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO — UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE — 21 h. DINER DANSANT — 23h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !" de P. Louis-Guérin & Frédey

CETTE année, GRENIER et NATKIN, les deux grands spécialistes de France, organisent un grand concours de photographie et de cinématographie, le plus important jamais mis sur pied dans ce domaine. Il est doté de 5 millions de prix, dont 3 millions en espèces, et de nombreux appareils et accessoires de haute qualité.

Premier prix dans chaque catégorie : 1 million en espèces
(Photo noir, couleurs, cinéma)

Le règlement du Concours est contenu dans le nouveau Ciné-Photo-Guide EX. 1957, dans lequel vous trouverez également la description de nouveautés sensationnelles. Il vous sera adressé gratuitement en échange du bon ci-dessous (à découper ou à recopier).

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement le nouveau Ciné-Photo-Guide EX-57 de 144 pages et 1.000 photos.

Nom : ____________
Adresse : ____________

GRENIER 27, rue du Cherche-Midi PARIS (6e) — NATKIN 15, avenue Victor-Hugo PARIS (16e)

DECOUPEZ CE BON
5 Millions Pour Vous

→

s'engager sur la révision de Busser. En « modernisant » l'œuvre, par la suppression, notamment, du clavecin dans les récitatifs et une orchestration plus abondante que celle du XVII[e] siècle, Busser a peut-être pris le risque d'augmenter la monotonie d'une partition qui n'arrive pas à se dégager de la convention de certaines formules et dont le prix résidait dans la variété de couleur des instruments de l'époque, employés de manière plus individualiste que dans l'orchestre de Massenet. La suppression du clavecin nuit surtout à la différenciation des nuances entre les airs et les récitatifs, si importante dans tout l'opéra classique.

Mais, révisé ou non, cet *Armide* n'est rien d'autre qu'une pièce de musée. Lully a voulu créer la correspondance musicale des tragédies de Racine ; ne dit-on pas que, pour les récits, il s'est inspiré des inflexions de la déclamation de la Champmeslé ? Qu'il ait eu moins de génie musical que Racine de génie poétique, c'est évident ; et puis, son poète, c'était Quinault... Mais il est tout de même curieux de constater que *toute* la musique de cette époque, en France et dans les autres pays, n'a jamais atteint à la puissance de la poésie. Pas plus qu'au siècle de Shakespeare, la musique, et la musique de théâtre en particulier, n'a eu son Mozart ou son Wagner au siècle de Racine.

Cette carence devrait moins être imputée au peu de génie des musiciens, qu'au retard que la musique avait sur les autres arts en raffinement technique et en force expressive.

C'est pourquoi la musique du XVI[e] et du XVII[e] siècle ne nous touche plus que très rarement, tandis que la poésie de la même période de temps nous atteint toujours. Il faut arriver au XVIII[e] siècle, à Bach, à Mozart, et puis au romantisme, pour que la musique rattrape son retard.

★

Triomphal crépuscule

L'*ANNEAU du Nibelung* s'est achevé en beauté à l'Opéra. Après *Siegfried*, le *Crépuscule des Dieux* a donné lieu, à la fin, dans la salle, à un déchaînement d'enthousiasme rare à Paris. Un chœur parlé de deux mille spectateurs sur le nom de Knappertsbusch a fait paraître ce chef devant le rideau, à soixante ans passés, pour la première fois de sa vie. Il déteste, habituellement, ce genre de manifestations ; chaque fois, en arrivant au pupitre, il attaque l'œuvre alors que dans la salle les applaudissements crépitent encore.

La destinée de ce « Kapellmeister » est d'ailleurs étrange. Comme certains vins, il s'est bonifié en vieillissant, et il n'est pas loin, aujourd'hui, d'atteindre au niveau de Furtwängler, dont la gloire le rejetait, naguère, impérieusement dans l'ombre. Comme maints grands chefs, il possède un assistant, qui fait les répétitions à sa place, et lui laisse la baguette pour la répétition générale et le spectacle. L'autre soir, après son unique apparition devant le rideau, entre Astrid Varnay, excellente Brünnhilde, et Hans Beirer, immense Germain blond, Siegfried indiscutable, alors que le public continuait à rythmer son nom, il envoya à sa place José Beckmans, le très méritant metteur en scène de cette série de spectacles, et un homme complètement inconnu des spectateurs : Hans-Willy Haeusslein qui, en quelque vingt-cinq répétitions, avait forgé l'instrument orchestral et vocal que « Kna », comme l'appellent ses concitoyens, n'avait plus qu'à conduire à la victoire.

CINÉMA

Jeunesse de Guitry

UN Sacha Guitry qu'on n'osait plus espérer, une anthologie des meilleures scènes de quelques grands acteurs disparus, voilà les deux films français qui se détachent cette semaine d'un lot aussi abondant que médiocre.

Au crépuscule d'une très longue et très inégale carrière cinématographique, ce vieillard infirme qu'on transporte sur les plateaux dans son fauteuil roulant, Sacha Guitry, nous offre avec *Les trois font la paire* (1) la surprise d'un film d'une incroyable jeunesse. Une pochade tragi-comique d'une fantaisie constante, drôle, insolente, souvent même émouvante, qui ne rappelle pas seulement *Le Roman d'un tricheur* mais même René Clair.

Le plus étonnant : pour la première fois peut-être, sans cesser d'imprimer à son film un tour absolument personnel, Sacha Guitry s'oublie, s'efface derrière ses personnages, s'attendrit sur leur destin, nous fait partager l'angoisse d'un jeune assassin qui sait que ses jours sont comptés, le désespoir de deux jumeaux qui se croient mutuellement coupables d'un crime commis par un sosie.

C'est Philippe Nicaud qui interprète ces trois rôles, avec une sensibilité qu'il n'avait jamais encore eu l'occasion de montrer. A côté de lui, un Michel Simon d'une bonhomie truculente, un Darry Cowl qui n'a plus besoin de bafouiller pour plonger une salle entière dans l'hilarité. Et beaucoup d'autres encore menés tambour battant sur une efficace musique de bastringue signée Hubert Rostaing.

Pièce montée

Puzzle de morceaux de bravoure, l'anthologie de Max de Vaucorbeil, *Les Etoiles ne meurent jamais* (2), est comme toutes les anthologies : commode, car on y voit de tout un peu, sommaire, car on n'y trouve jamais tout à fait son compte, et arbitraire : pourquoi ceci plutôt que cela ? On a toujours envie de construire son anthologie personnelle, mais les scènes choisies ici ne le sont pas au hasard. Jouvet dans *Entrée des artistes*, Salou (trop oublié) dans *Boule de Suif* et Raimu dans *La Femme du boulanger* ont une présence qui justifie sans doute le titre de ce recueil.

Seul l'enchaînement un peu monotone de Pierre Laroche et Henri Jeanson aurait tendance à prouver que les étoiles meurent aussi, statufiées dans leur mythologie. A la recherche du monstre sacré, le commentaire prend l'allure d'un catalogue de musée et procure plus de mélancolie que de vie. Une mélancolie qui n'est d'ailleurs pas désagréable, avec Fernand Gravey débutant, et Max Dearly qui, à lui seul, rendrait opportune cette pièce montée.

(1) Gaumont - Théâtre, Raimu, Aubert-Palace.

(2) Vendôme, Avenue.

★

L'invitation au voyage

OMBRES SOUS LA MER

Cinémascope américain de Jean Negulesco, avec Alan Ladd, Sophia Loren et Clifton Webb (Ermitage, Max-Linder, Vedettes, Images).

VISITEZ la Grèce, ses temples et ses îles... L'Office du Tourisme grec pouvait difficilement souhaiter plus séduisante invitation au voyage. Des couleurs exceptionnellement proches de la réalité, violentes, mais sans ces contrastes qui n'appartiennent qu'aux cartes postales, lumineuses, mais dont l'éclat est adouci par la brume, la poussière, le vent. Le Parthénon, les monuments ne sont plus des exemples isolés de l'architecture grecque : ils apparaissent tels qu'on les voit réellement, enfouis dans la rocaille et la verdure, envahis par les touristes.

Pourquoi faut-il que dans ce décor d'une rare beauté évoluent des personnages aussi conventionnels et falots que les héros d'*Ombres sous la mer* ? Une pêcheuse qui a les yeux verts et les hanches de Sophia Loren, un archéologue blondinet pourvoyeur de musées, un collectionneur sans scrupules. Il n'est pas besoin d'avoir lu Homère pour deviner la suite. La merveilleuse statue sauvée des eaux gagnera sagement un musée américain et la pêcheuse pêchera en surface avec l'archéologue, sous les yeux du collectionneur doublement bredouille.

A voir :

En exclusivité :

● **Les trois font la paire** (du bon Guitry) ● **Le quarante-et-unième** (l'amour et la révolution) ● **Les étoiles ne meurent jamais** (une anthologie) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Une Cadillac en or massif** (à la manière de Capra) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour grands et petits enfants).

Nous vous rappelons :

● **Le Cas du docteur Laurent** (Cinévog Saint-Lazare) ● **La Bête humaine** (Acacias) ● **La Tragédie de la mine** (Pagode) ● **Viva Villa** (Studio Etoile) ● **A l'est d'Eden** (Agriculteurs) ● **Arrêt d'autobus** (Reflets) ● **Comment l'esprit vient aux femmes** (Champollion) ● **Marty** (Studio Raspail) ● **Le Sel de la terre** (Studio 43) ● **Tarde de toros** (Bonaparte) ● **Le Carrosse d'or** (Ranelagh).

VARIÉTÉS

Clay à pleines dents

JEUDI, à l'Olympia, le public des grandes premières, Ingrid Bergman en tête, et les fanatiques du music-hall qui occupent le balcon, ont promu Philippe Clay, 30 ans, 1 m 93, au rang des champions de la catégorie « poids fantaisie », au niveau des meilleurs, des Montand ou des Bécaud.

C'est un moment-clé dans la carrière de ce long garçon, aux yeux de grenouille, à la mâchoire de squelette, aux jambes d'échassier, qui attend depuis neuf ans, depuis qu'il a gagné au Moulin-Rouge un concours d'amateurs devant des concurrents nommés Robert Lamoureux, Catherine Sauvage et Jean-Marc Thibault, d'imposer son insolite talent.

Insolite parce qu'il faut le voir, parce que Philippe Clay est un des rares chanteurs « visuels » que la radio n'a pas aidés, et que ses chansons ne sont vraiment complètes qu'accompagnées de ses déhanchements et de ses mimes. Maigre et bizarre troubadour qui jette ses jambes à la hauteur du micro comme un sauteur à la perche, Philippe Clay, de son vrai nom Mathevet, se destinait au théâtre, mais dans l'ancienne troupe du palais de Chaillot, cette cigale plutôt sauterelle ne pouvait subsister d'une saison à l'autre. Il chantait, vous en plaise, dans de petites tournées de province pour amasser quelques miettes, et finalement c'est la chanson qui fut plus nourrissante que l'art dramatique.

Le classique circuit des cabarets le conduisit à l'A.B.C., et son visage aux coins cassés, emmanché d'un long cou, le poussa sur les plateaux de *French Cancan* à la recherche de Valentin le Désossé. En attendant d'être peut-être un jour, selon son rêve, un nouveau Don Quichotte, il a passé dix-huit mois à préparer le tour de chant qu'il présente cette semaine. Un travail qui se voit, lui aussi, car à force de précision dans le geste et dans la diction, Philippe Clay a mis au point fixe de la perfection quinze chansons qui ont enfin étonné les tièdes et les blasés.

Chacune d'elles met en scène un personnage différent, que ce soit le forçat fataliste de *A perpète*, le pauvre type de *La Gamberge*, le cheminot ou le corsaire, ou ceux que l'on connaissait déjà : le funambule ou le noyé, le voyou ou le gentleman un peu « noir ». Qu'il étire ses bras tentaculaires, recroqueville ses cuisses-fusées ou tende ses mains-éventails, Philippe Clay redessine des « Caractères » et, l'air famélique, semble à pleines dents dévorer son succès.

PHILIPPE CLAY

(Photo Lipnitzki)

DISQUES

Entre quatre mille

POUR son dixième anniversaire, l'Académie Charles Cros a décerné un nombre considérable de prix : quatre-vingt-deux très exactement. Ce qui s'explique, si l'on pense qu'il fallait prendre en considération plus de 4.000 disques dont une grande partie se plaçaient à un niveau très élevé, tant au point de vue artistique

qu'au point de vue « technique » : prise de son, gravure, usinage.

On a tenu à mettre en valeur de jeunes artistes dont les réalisations se situent sur le même plan que celles des « maîtres » : le Quatuor Parrenin, par exemple (*Quatuors* de Bartok, 3 d. 30 cm. C-30-A-29/31, Vega) et le chef d'orchestre André Vandernoot (*Sérénade* en ré majeur de Brahms avec l'Orchestre de la Société, FALP 475, Voix de son Maître).

Il était impossible de choisir entre la 4e *Symphonie* de Tchaïkovsky (Sanderling, Orch. Phil. Leningrad, 1 d. 30 cm. 18.332, Deutsche Grammophon) et les admirables *Cinq Pièces pour orchestre* de Schoenberg (Kubelik, Orch. Chicago, 1 d. 30 cm. FALP 369, Voix de son Maître) ; entre le *Double Concerto* de Brahms (Stern, Rose, Bruno Walter, 1 d. 30 cm. A-01-244 Philips) et les *Concertos pour orgue* de Haendel (Marie-Claire Alain et l'Orch. de la Sarre, 3 d. 30 cm. DF. 204, 205, 206, Discophiles Français) : c'étaient chaque fois des mondes différents et non interchangeables.

L'Oiseau de Feu de Strawinsky par Ansermet (1 d. 30 cm. LTX 5198, Decca) est certainement la meilleure version existant actuellement ; Clara Haskil et Arthur Grumiaux donnent splendidement à Mozart ce qui est Mozart (*Sonates* K. 454 et K. 526, 1 d. 30 cm. A. 00338 L, Philips).

Qu'il s'agisse d'*Ariane à Naxos* (3 d. 30 cm. FCX-506/8, Columbia), du *Trouvère* (2 d. 30 cm. 630-631/2 RCA), du *Bal masqué* de Poulenc (1 d. 25 cm. C-35-A-35, Vega), de la *Nativité* de Messiaen (260 CO 75/6, Ducretet), l'œuvre, l'interprétation, l'enregistrement s'imposaient avec force. Le même problème se posait dans toutes les catégories.

● Quatre concerts de musique religieuse et profane seront données à la Sainte-Chapelle les 3, 4, 5 et 6 juin.

Robert Bresson : Le cinéma dans l'ornière

Indifférent aux modes, aux contraintes commerciales comme aux exigences du succès, Robert Bresson poursuit avec entêtement une œuvre exemplaire. Après Le Journal d'un curé de campagne *et* Un condamné à mort s'est échappé, *il a commencé la préparation d'un film auquel il songe depuis de longues années :* Lancelot du Lac. *Son scénario est écrit, il ne lui reste plus qu'à trouver ses interprètes qu'il veut, comme pour* Un condamné, *choisir parmi des inconnus. Cela fait partie pour Bresson d'une certaine conception du cinéma qu'il a bien vouln esquisser pour nos lecteurs.*

B. — La télévision, les magazines, la radio, le cinéma presque tout entier, sont une véritable école de l'inattention; on regarde sans voir, on écoute sans entendre.

— Vous avez dit : le cinéma ?...

B. — Il est dans une ornière.

— Pourquoi, à votre avis ?

B. — Pour ce motif qu'il n'a pas cherché, donc pas trouvé ses moyens d'expression. Il s'obstine à être du théâtre photographié, c'est-à-dire du théâtre moins ce qui fait le théâtre : la présence en chair et en os. Les cinémascope, cinérama, etc., l'enfoncent dans l'ornière. Si le cinéma était né cinémascope, l'écran normal serait une invention magnifique.

— Que faire ?

B. — Refuser les moyens du théâtre.

— Lesquels ?

B. — L'expression par la mimique, les gestes, les « effets » des acteurs, par exemple.

— Que reste-t-il ?

B. — Des hommes et des femmes vrais. La donnée, c'est la nature. Un acteur et un arbre ne font pas partie du même système. D'où l'incohérence des films actuels, leur impureté. D'où... l'ornière.

— Quels sont, selon vous, les moyens du cinéma ?

B. — L'expression par les rapports, les rythmes, les répétitions, etc.

Il faut obtenir des images qu'elles se transforment (pas d'art sans transfiguration) au contact les unes des autres. Comme des couleurs au contact d'autres couleurs, comme un bleu au contact d'un rouge, un vert, d'un jaune...

Il faut qu'un film soit lui-même vivant, palpite d'une autre vie que la vie de ses personnages. Autrement, il n'est qu'une reproduction morte.

— Vous êtes donc contre le cinéma actuel ?

B. — Je ne suis contre rien, contre personne, je poursuis mon chemin.

SOPHIA LOREN
Ici l'on pêche...

PHILIPPE CLAY

(Photo Lipnitzki)

EXPOSITIONS

Solides

NEILLOT

Galerie Vendôme, 12, rue de la Paix, jusqu'au 2 juin.

VENARD

La Demeure, 24, place Saint-André-des-Arts, jusqu'au 15 juin.

C'EST un « fauve », proclame, depuis une semaine, la presse à peu près unanime.

Quand il promène sur le boulevard Montparnasse sa haute silhouette mélancolique et dégingandée, Neillot a l'air de débarquer de sa campagne. Mais, dans les champs, les paysans ne s'y trompent pas. Même quand il n'a pas son chevalet sous le bras, ils savent bien tout de suite que c'est un « peintre » : une sorte d'individu étrange qui regarde pousser les blés sans se soucier de la récolte prochaine, un homme dont l'œil garde la mémoire d'un instant de lumière que sa main va, tout à l'heure, fixer, touche par touche, sur la toile.

Neillot est en effet un phénomène anachronique et consolant. Il croit que le peintre est fait pour voir les choses et les faire voir. Avec des couleurs franches, nettes, il « dit » les champs et tout ce qu'il aime comme les « fauves » d'il y a cinquante ans, avant que la mode ne les poussât à changer de palettes et de sujets.

Mais la mode le laisse, lui, indifférent. Il a l'obstination d'un homme incapable de tricher avec sa sensibilité et poursuit imperturbablement son œuvre. Une œuvre faite pour durer.

Dans le domaine de la sculpture, une impression du même ordre se dégage de l'exposition Salomé Vénard.

Etre classique tout en affirmant son originalité devient une prouesse de plus en plus rare. Mais les corps et les visages que Vénard a solidement définis dans le marbre donnent un vivant exemple d'une telle prouesse.

La tradition dans laquelle s'inscrivait Maillol existe donc encore, aujourd'hui. Comme celle des grands paysagistes du début du siècle qui continuaient la route ouverte par Van Gogh et Gauguin.

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h
LIVRAISON DOMICILE

LA PAGODE
57 bis, rue de Babylone
LA TRAGEDIE DE LA MINE
(KAMERADSCHAFT)
de G. W. PABST
et CAPRICE EN COULEURS
de Norman MAC LAREN

EXPOSITIONS
GALERIE ROMANET
La plus belle galerie de Paris
KIKOÏNE
18, Av. MATIGNON

GALERIE MAEGHT
GIACOMETTI
ŒUVRES RECENTES
Vernissage vendredi 31 mai

GALERIE A. G.
32, rue de l'Université - PARIS (7e) - BAB. 02-21
PEINTURES RECENTES DE
KOLOS-VARY LAGAGE
STARITSKY TATIN

Galerie DINA VIERNY - 36, rue Jacob (6e)
Exposition : POLIAKOFF, ATLAN, CHARCHOUNE, DUTHOO, HELMAN, PICHETTE, GILLET, DOUCET et André BAUCHANT

GALERIE LOUIS CARRÉ
LANSKOY
10 AVENUE DE MESSINE

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau (8e) - LAB. 57-35
André BEAUDIN
PEINTURES 1927-1957
Vernissage le 31 mai à 16 h.

● EXISTENTIALISME : ***Les Anglais n'aiment pas ça.*** **●** ***Un romancier psychologue :*** **Paul-André LESORT** ***analyse la dégradation d'un amour par l'habitude.*** **● UN TEMOIGNAGE :** ***Micheline Maurel évoque « un camp très ordinaire » non moins terrible que les camps d'extermination.*** **●** ***Un brillant mélange de Queneau et des Marx Brothers : la romancière anglaise Iris Murdoch.*** **●** ***Un homme libre :*** **PICASSO,** ***vu par Antonina Vallentin.*** **●** ***Deux vieilles connaissances sont rééditées:*** **VILLIERS DE L'ISLE-ADAM,** ***précurseur du surréalisme, et un Sade que l'on découvre précurseur de Stendhal.*** **● Elsa TRIOLET** ***se livre au strip-tease.*** **● Emile HENRIOT** ***aime les dieux et les femmes.***

ÉTRANGER

Sartre en anglais

QUATORZE ans après sa publication en France, le public anglais aura enfin l'occasion de lire une édition complète de *L'Etre et le Néant*. Pour l'acheter il faudra toutefois qu'il paye 50 shillings, c'est-à-dire 2.500 fr.

La critique anglaise est, bien entendu, déconcertée. Il n'y a rien d'étonnant à cela, car dans aucun pays du monde l'influence du néo-réalisme logistique n'a été plus forte, influence qui a fini par faire considérer toute métaphysique comme contraire à l'esprit même de la philosophie. Un des critiques anglais de l'œuvre de Sartre se hâte, dès les premières phrases, de se distancer de l'esprit des recherches sartriennes, en citant une phrase d'un jeune philosophe anglais très connu, le professeur Ayer, qui considère que toute la philosophie de Sartre repose sur *« un exercice fort artistique qui consiste à abuser du mot être »*.

Le critique de l' « Observer » constate que *« le style philosophique de M. Sartre, formé par Hegel et Heideger, est laid et décourageant »*. Il concède cependant que la pensée de l'auteur est intéressante bien qu'il ne soit jamais très sûr de la bien comprendre. Mais, ajoute-t-il aussitôt, *« il vaut mieux être mal compris que pas compris du tout »*, ce qui semble une affirmation qu'en langage politique les Anglais appellent « non-commital ».

Le critique du « Sunday Times » rapproche la pensée morale de Sartre de celle d'Ibsen, ce qui étonnera probablement l'auteur de *La Nausée*. Il essaie également de mettre en contradiction les thèses exposées dans *L'Etre et le Néant* avec certaines prises de position politiques de Sartre.

Dans sa conclusion le critique de l' « Observer » avoue que de nombreuses analyses de détail lui paraissent fort convaincantes, mais il se demande, finalement, si l'ensemble n'est pas qu'un ramassis de *« lieux communs déguisés par les sophismes de la logique hégélienne »* ?

ROMANS

Excès d'amour

LE FER ROUGE

par Paul-André Lesort. Ed. du Seuil, 133 pages, 450 francs.

L'AMOUR ne disparaît-il pas dans son excès même ? C'était déjà le sujet de *La Vigie* de Marcel Arland où la solitude du couple finissait par détruire la passion. Paul-André Lesort a voulu que l'héroïne du *Fer rouge* examine seule et sans pitié les rapports qui l'unissent à son mari, qu'elle suive jusqu'à l'exaspération le chemin qui conduit de la tendresse à la passion et de la passion à l'habitude qui pervertit tout.

On voit très vite d'où l'héroïne puise sa force : elle a décidé de se tuer, mais auparavant prétend dénouer le faisceau des souvenirs, des amertumes, des joies passées ; elle veut comprendre ce qu'elle a été, non pour « assumer » sa détresse comme les personnages de Sartre, mais pour y mettre fin. Elle demande donc à l'analyse le contraire de ce que les moralistes lui demandaient : de supprimer un sentiment qui a perdu sa raison d'être.

Car enfin, si cette jeune femme, étouffée par l'amour d'un homme, revendique sa liberté, elle perd cet amour et ne gagne rien ! Mais si elle sombre dans la veulerie d'une liaison qui la rend esclave, elle ne pourra plus jamais se regarder dans une

PAUL-ANDRÉ LESORT
Le péché d'être homme

glace. *« Maintenant, tu ne peux plus me secourir. Il n'y a pas d'autre secours que celui que je vais me donner seule, cette grande ivresse du somnifère qui me fera sombrer plus profond que le sommeil... »*

Pourtant, à mesure que l'analyse progresse, à mesure que Lesort entreprend de porter le « fer rouge » dans le souvenir d'un grand amour, une sorte de liberté nouvelle se fait jour. Celle qui voulait se tuer renonce à la mort. Tout à l'heure, la jeune femme puisait sa lucidité dans la certitude

NOTES EXPRESS

● Micheline Maurel, déportée en août 1943, a passé vingt mois à Neubrandebourg, succursale de Ravensbruck. Avec une émouvante modestie, elle intitule son témoignage « Un camp très ordinaire » (Ed. de Minuit). La raison de ce titre est pleine de dérision plus que de vérité. C'est que ce camp ne comportait ni chambre à gaz ni crématoire. Mais il suffisait de faire le chemin qui conduit à Ravensbruck pour trouver les « classiques » installations. Se trouvera-t-il un seul lecteur pour dire : encore une histoire de concentration ! A cela, François Mauriac répond par avance dans sa préface : « C'est une erreur de croire — écrit-il — que, si le public se détourne de récits comme celui-ci, c'est qu'il en a trop entendu. Le vrai est qu'il n'en a entendu aucun jusqu'au bout. »

● Le dernier volume de la collection « Peuple et Culture », *Regards neufs sur la télévision*, d'Etienne Lalou, paraît dans la même présentation que les autres collections des Editions du Seuil, « Ecrivains de toujours », « Maîtres spirituels », « Petite planète » et « Le temps qui court ». Ainsi se trouvent multipliés et standardisés ces petits volumes de 192 pages, format 12 × 18, tirage offset, plus de cent photos, qui, s'ils se répandent assez et deviennent populaires, ne manqueront pas d'être imités et de donner naissance à l'une des formes définitives du livre moderne. Personne n'a dit que c'était là une révolution. C'en est une petite, cependant ; c'est en tout cas l'une des rares dates de l'histoire contemporaine du livre qui est demeuré, presque toujours, ce qu'il était au XIXe siècle. Mais c'est une révolution traditionnelle, si l'on peut dire. Il faut se souvenir en effet que toutes les grandes dates de l'évolution du livre vont dans le sens d'une réduction de format. En 1501, l'éditeur vénitien Aldo Manuce tue l'incunable en lançant le livre de petit format imprimé en caractères italiques ; c'est encore en réduisant le format et en popularisant les in-4° et les in-8° que la Renaissance est l'époque de l'expansion de la librairie ; en 1797, Firmin Didot invente la collection littéraire à bas prix (format in-8°, 80 volumes).

Il faudra peu de temps sans doute pour que le roman suive le même chemin : on le lira bientôt, lui aussi, en 12 × 18 et illustré. Et ainsi aura-t-il quelque chance de se rapprocher des tirages de la « littérature de kiosque ».

Dans les kiosques des grandes gares de Paris et 3, rue du Temple - PARIS (4e)
LA NATION SOCIALISTE N° 11
Auguste LECŒUR : CRITIQUE ET AUTOCRITIQUE
Pierre HERVE : DROITIER ? GAUCHISTE ?
Maurice CLAVEL : VU ET ENTENDU EN ALGERIE
P.-B. MARQUET : LITTERATURE ET REVOLUTION
Pierre LARVOR : LE MITCHOURINISME
Le n° 150 fr. - Contre-remb. 170 fr. Abonn. 6 mois 600 fr. 1 an 1.000 fr. C.C.P. Paris 14-125-51

Vient de paraître
ELISABETH GRISAR
LA FEMME EN CHINE
Une prodigieuse évolution
BUCHET-CHASTEL CORRÊA

SIMPLE
Bibliothèques Polythèques
ÉLÉGANT
MODERNE
INDISPENSABLE
RAYON DOUBLE
AVANTAGEUX
MANIABLE
INSONORE
SOIGNÉ
T.E.R.S.E.R.A.M. 10 bis, r. Escudier BOULOGNE-sur-SEINE MOL. 73-63
Foire de Paris, hall du bureau mod., stand 29.19

passez des vacances romaines avec
TEMPO DI ROMA
le roman d'ALEXIS CURVERS
R. LAFFONT
PRIX SAINTE-BEUVE 1957

PEYREFITTE
Chevaliers de Malte
Une nouvelle affaire des Templiers
FLAMMARION

de son suicide. Pourtant, en retrouvant le fil de son passé, l'idée de la mort s'efface : il faut s'affirmer devant la vie et ne pas donner à l'homme une dernière victoire.

On se demande en fin de compte si Lesort ne condamne pas son personnage, et s'il ne lui accorde pas *sa* liberté pour lui retirer l'estime de l'auteur. Et son livre dur et lucide, presque intransigeant dans son art rigoureux, pécherait du seul péché d'avoir été écrit par un homme...

RÉÉDITION

Obsessions romantiques

CONTES CRUELS

par Villiers de L'Isle-Adam.
Ed. Le Livre, Club du Libraire.

UN grand seigneur anglais meurt, rongé par la lèpre, dans un château où il se donne la comédie ; de jeunes snobs banquettent avec un fou qui a consacré son immense fortune à inventer des tortures ; un égaré se promène dans la morgue ; on nous révèle l'existence d'une entreprise de fleuriste qui vend aux tables des cafés des bouquets prélevés sur les tombes fraîches ; un homme a imaginé un appareil « pour l'analyse chimique du dernier soupir ». Les *Contes cruels* sont une odyssée du dandysme morbide.

Pauvre Villiers de L'Isle-Adam : pris entre Baudelaire, Edgar Poe et les surréalistes, il a été un peu délaissé par les lecteurs. Il est pourtant comme la plaque tournante de l'humour noir. Son imagination tourmentée plongeait dans les « étrangetés » d'un siècle qui se croyait *décadent* parce qu'il posait des têtes de mort sur la table des cafés, mais son intelligence n'était pas dupe de cette mise en scène.

C'est ce qui donne aux *Contes cruels* cette saveur aiguë et douloureuse : on sent bien la détresse d'une rêverie prisonnière de ses obsessions romantiques, mais on découvre aussi le peu de crédit que l'écrivain accorde à ses fantasmagories. D'où vient la qualité de cet art qui trouve dans son irréalité son charme même. Les illustrations de Louis James donnent justement à ces rêveries désuètes et saisissantes une réalité insoupçonnée.

Les réussites et les excès du surréalisme, loin d'éliminer ses ancêtres directs — comme c'est d'habitude le cas pour un puissant mouvement littéraire — confèrent à Villiers de L'Isle-Adam une poésie nouvelle : celle qui tient aux ruines, celle qui s'attache aux rêves de l'enfance. Il ne serait pas étonnant qu'on assistât à un renouveau d'intérêt pour certaines œuvres, contemporaines du symbolisme, dont le temps accroît encore la force de l'humour : les *Contes cruels* sont de celles-là...

TRADUCTIONS

Au service du bonheur

DANS LE FILET

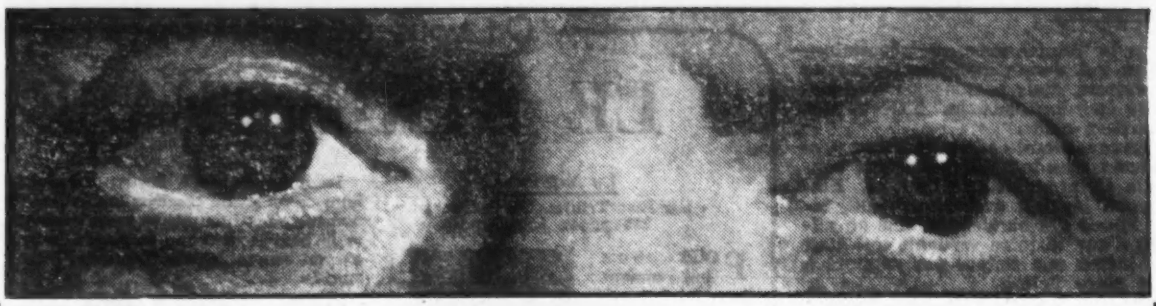
par Iris Murdoch, traduit par Clara Malraux. Ed. Plon (« Feux croisés »). 304 pages. 990 francs.

« MON *nom est James Donaghue, mais vous n'avez pas à vous en soucier puisque je n'ai été à Dublin qu'une seule fois dans l'aveuglement du whisky* »... Ce brouillard d'alcool plane sur les personnages d'Iris Murdoch comme le tragique sur ceux de Faulkner. On dirait que cette romancière anglaise, amie et sans doute disciple de Raymond Queneau, trouve dans la logique étrange du whisky la source d'une logique dramatique extraordinaire.

Car James ne sait pas très bien ce qu'il veut ni ce qu'il fait : journaliste, traducteur et quelque peu artiste, il réussit à vivre dans cet univers à peu près pur où évoluaient les héros romantiques, et Byron en particulier. On dirait que les soucis de l'existence s'estompent au profit d'un mirage.

Ce mirage étrange, c'est l'amour et la poursuite de l'amour. Il se trouve que James vient d'être « plaqué » par une femme et qu'à la faveur de ce désagrément, il retrouve la piste de la seule de ses maîtresses qu'il ait réellement aimée et qu'il avait perdue. Mais quelle suite invraisemblable d'événements ; d'un bain de nuit

→



Le regard de Pablo Picasso

PICASSO

LES peintres surent presque toujours trouver de fervents biographes ; est-ce dû au pittoresque de leur vie, au fait que leur sort garde encore quelques caractères de la sorcellerie ou, plus simplement, qu'on attend moins d'eux que des écrivains qu'ils soient les témoins de leur propre vie ? Toujours est-il qu'Antonina Vallentin s'inscrit tout naturellement dans la suite de ceux qui, depuis Vasari, parlèrent des peintres avec chaleur et compétence (1).

Son livre se présente telle une chronique, riche en détails minutieux et souvent ignorés jusqu'à présent. Comme toute vraie chronique, elle s'ordonne autour d'un héros, nous conte ses enfances, ses apprentissages, ses amours, ses travaux et ses luttes.

La boulangère de Vallauris

Peu d'existences se prêtent aussi bien à être ainsi traitées : Picasso n'est-il pas, vivant encore, devenu un personnage symbolique, dont le nom a tendance à servir d'épithète ou même de nom commun ? Claude Roy, dans l'entrelacs subtil d'anecdotes, d'aperçus et de jugements qui forme, à l'intérieur de *L'Amour de la peinture* (2) son *Picasso chemin faisant*, nous parle de la boulangère de Vallauris qui *« vend un petit pain en forme de main sans pouce ou de chandelier à quatre branches, que tout le monde mangeait depuis des siècles, mais que tout le monde appelle depuis deux ans : un picasso. »*

Que l'on aime ou que l'on n'aime pas l'art de celui qui est, en son domaine, le plus grand novateur connu depuis des siècles, qu'on lui préfère tel ou tel peintre (Soutine, par exemple, dont Maurice Sachs, dans un brillant article paru dans la « N.R.F. » d'avant guerre, affirma qu'il le considérait comme le plus grand peintre de sa génération), il n'en reste pas moins que Picasso est le créateur le plus caractéristique de son temps. Il l'est dans ses curiosités, dans son besoin de se dépasser, de se remettre sans cesse en question, de se surprendre lui-même autant sans doute qu'il surprend les autres.

YVETTE
Le temps sentimental
(Photo Muller)

Son extraordinaire personnalité domine tout l'art d'entre les deux guerres. A ce propos, Antonina Vallentin constate que les littérateurs semblèrent, plus que les peintres, hésiter à renouveler fondamentalement leurs visions. Ceux qui furent ses compagnons de début, Apollinaire, Max Jacob, Salmon, Gertrude Stein, le collectionneur Uhde, tous ceux qu'évoque si bien Antonina Vallentin, acceptèrent, éblouis, les plus audacieuses recherches de Picasso.

Dans le patient cheminement qu'elle poursuit aux côtés de son héros, Antonina Vallentin semble plus particulièrement séduite par deux périodes de sa vie : celle de ses débuts montmartrois et celle qui date de la fin de la guerre, coïncide avec son adhésion au parti communiste, comporte à la fois la naissance de ses plus jeunes enfants et de son amour pour la poterie.

Sur la première époque (celle de la rue Ravignan, du bateau-lavoir), les détails abondent, mais c'est la première fois que nous les trouvons réunis, ordonnés par rapport les uns aux autres. Années de bouillonnement intellectuel et artistique que n'oublieront jamais ceux-là mêmes qui, comme moi, n'en connurent que les derniers ressacs.

Au coin de la rue Ravignan précisément, un soir, Utrillo, très malade alors, s'approcha d'un groupe que nous formions et, s'approchant de mon compagnon, demanda : « Poète ? Peintre ? ». Sans doute, ne savait-il plus alors dire que ces deux mots qui, non seulement, se référaient aux deux seules activités qui l'intéressaient encore, mais même aux deux seules activités que l'on pouvait exercer sur la Butte.

L'amour des femmes

Un des grands mérites d'Antonina Vallentin aura été, précisément, de rattacher cette activité montmartroise aux activités parallèles qui se déroulaient alors en Europe, d'avoir montré par exemple que Barcelone, où fut élevé Picasso, subit l'influence de Vienne, de Berlin, de Londres.

Ainsi reliées aux recherches artistiques du monde entier, les recherches de Picasso montrent avec plus de précision encore ce qu'elles ont de particulier, à quel point elles sont liées à l'homme dont nous tenons, en quelque six cents pages, la biographie entre nos mains.

Des reproductions, dont certaines inédites, illustrent le livre. Aucun peintre, depuis Raphaël, n'eut semble-t-il, des dons plus éclatants ; et, en regardant ces œuvres qui témoignent d'une virtuosité éblouissante, on sent presque monter en soi une reconnaissance envers cet homme qui, toujours et sur presque tous les plans, a voulu jouer la partie la plus difficile.

Mais le livre d'Antonina Vallentin ne situe pas seulement Picasso dans son temps artistique, il le situe aussi dans ce que j'aimerais appeler son *temps sentimental*. Devant une œuvre aussi magistrale, comment ne pas se demander dans quelle mesure l'orientèrent les amours de son créateur ? Certes, aucune réponse ne nous est ici donnée. Comment pourrait-on nous en doner une ? Mais, du moins, acquérons-nous la certitude que Picasso a subi et fait à la fois sa biographie ; savons-nous qu'il fut marqué par plus d'une rencontre féminine et que l'amour des femmes, des enfants, des êtres humains fut, avec la peinture l'essentiel de sa vie.

Clara MALRAUX.

---

(1) « Picasso », par Antonina Vallentin. Ed. Albin Michel, 450 pages, 1.500 francs.

(2) Gallimard.

ALBERT MEMMI
PORTRAIT DU COLONISÉ
précédé du
PORTRAIT DU COLONISATEUR
BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

un vigoureux talent !
GEORGES CONCHON
Tous Comptes faits
ROMAN
La chose financière : un monde où l'on ne pardonne pas !
ÉDITIONS ALBIN MICHEL
Un demi-siècle après, un « pendant » à L'ARGENT de ZOLA

dans la Tamise avec une révolutionnaire qui donne quelques leçons de marxisme, nous passons à une poursuite éperdue dans les bistrots des quartiers chics.

En présentant ce livre qu'elle a parfaitement traduit, Clara Malraux rappelle *Helzapoppin*, ce film où Hollywood jonglait avec Hollywood, introduisait des bandes de films au milieu d'une histoire véritable qui était elle-même une fiction par rapport à une autre fiction.

Il n'y a pas que cela dans ce livre extraordinaire : il y a un personnage étrange qui est un chien, car seuls les écrivains anglais savent donner vie à un animal sans l'envelopper d'une sentimentalité ridicule, il y a un hôpital, une foule de dilettantes et d'intellectuels, de cinéastes et de journalistes. On dirait le monde d'Aldous Huxley marchant sur la tête.

Au milieu de cette foule, James continue à chercher son bonheur et son destin. Il erre de Paris à Londres et sans doute les images qu'Iris Murdoch nous donne de ces deux villes devraient-elles figurer dans des anthologies poétiques : il y a là quelques visions de Paris pendant le 14 juillet et de Londres durant la nuit qui emportent l'admiration.

Mais le monde est, pour Iris Murdoch, une sorte de toile de fond que les pirouettes de James, sorte de « Pierrot lunaire », ne peuvent briser sans le briser lui-même. En fin de compte, nous ne savons pas où nous aboutissons. L'auteur a-t-il voulu nous rappeler que la logique de notre existence rappelle la logique de l'ivresse et celle de la poésie ou de l'enfance ? C'est probable. Le whisky joue ici le rôle du sommeil dans *Alice au Pays des Merveilles*. Pris dans les mailles du filet et de l'entrelacement infini des rencontres et des hasards, l'attirant personnage du roman nous délivre des tristes héros du roman expérimental qui n'en finissent jamais de traverser une rue ou d'aimer une femme. La morale de cette histoire tient à la masse de plaisir et de bonheur que prétend connaître le héros et qu'il communique au lecteur.

On vous en parlera :

LE STRIP-TEASE D'ELSA

LE MONUMENT

par Elsa Triolet. Ed. Gallimard. 240 pages. 550 francs.

ELSA TRIOLET

POUR ceux qui aiment la jésuistique, rien de réussi comme le nouveau roman d'Elsa Triolet : dans une démocratie populaire, satellite de l'U.R.S.S., un sculpteur en renom est prié de faire un monument à Staline. Bientôt, voici Joseph Staline — en complet veston, debout, gigantesque, au milieu d'un groupe représentant le peuple — qui défigure le cœur de la capitale. On peut compter chaque poil de la moustache du modèle ; les boutons du veston, gros comme des soucoupes, sont eux aussi la copie conforme du réel. Oui, le monument est hideux, c'est l'avis de tous et surtout de Lewka, le sculpteur.

La faute de qui ? Lewka a voulu faire ce qu'on lui commandait, un monument où le peuple se reconnaisse ; or le peuple détourne la tête ; Lewka a trahi son art et c'était inutile. Il se suicide.

Pourtant, et Lewka a pris la peine de le dire, son échec n'infirme pas la théorie du réalisme-socialiste : « La théorie est bonne, c'est l'artiste qui est mauvais : moi ! »

Si les Statues du camarade Staline les Portraits d'un ouvrier chez lui, d'un Travailleur à l'usine ou les Poèmes de la colombe sont désormais reconnus comme de navrantes tentatives, ce n'est pas parce que leurs auteurs ont commis l'erreur de se conformer aux directives du réalisme-socialiste, c'est au contraire parce qu'ils n'ont pas poussé l'expérience assez loin !

Leur bonne volonté n'est pas en cause ; c'est le régime qui manque encore de tradition.

Voyez Lewka : comme beaucoup d'artistes du monde entier il est venu à Paris dans sa jeunesse. Il y a étudié la sculpture abstraite ; maintenant, lorsqu'il veut faire du réalisme-socialiste, il se force : « Ce qui est déchirant pour moi, c'est que mon imagination ne corresponde pas à celle du peuple. »

Le rapprochement avec certains écrivains des P.C. français et étrangers s'impose — en dépit d'un exergue où Mme Triolet tente de le décourager. Et l'intérêt du Monument est de faire participer aux crises de ces artistes pris entre les lois de leur art et celles de leur conscience politique.

D'autant qu'il est assez rare de voir un écrivain du parti reconnaître qu'en régime communiste il y a des gens — ici les artistes — qui peuvent ne pas être heureux, non par accident, mais par situation.

Cette critique ne va pas bien loin : si Lewka se suicide comme un vulgaire contre-révolutionnaire, c'est qu'il n'a pas compris que son expérience, même ratée, avait son utilité ; qu'elle frayait la voie aux futures œuvres radieuses. « Le mal est une étape. »

Sans convaincre des mérites de l'art réaliste-socialiste, Le Monument n'est pas un livre indifférent ; avec la virtuosité blasée qui fait son talent, voilant et dévoilant, des maux du communisme, ce qu'il lui plaît, Mme Elsa Triolet s'y livre à un bien curieux strip-tease politique.

CLASSIQUES

Un Sade stendhalien

HISTORIETTES, CONTES ET FABLIAUX

par D.A.F. de Sade. Ed. J.-J. Pauvert. 321 pages.

MALGRE la condamnation dont il a été l'objet à la suite du procès où Mᵉ Maurice Garçon s'illustra (voir *L'Express* du 18-1-57), J.-J. Pauvert poursuit la publication des œuvres complètes du marquis de Sade avec les *Historiettes, contes et fabliaux*. Il s'agit de textes écrits pour la plupart à Vincennes et qui devaient figurer dans un recueil de *Contes et fables du XVIIIᵉ par un troubadour provençal* et d'extraits d'*Un portefeuille d'un homme de lettres*. Ce sont des œuvres souvent mineures, mais qui révèlent parfois un Sade ignoré, d'un gros et bonasse comique dans le très long *Président mystifié*, singulièrement alléchant et aéré dans *Dorci*, conte presque sentimental, un peu couleur d'automne à la manière de George Sand (« De toutes les vertus que la nature nous a permis d'exercer sur la terrre, la bienfaisance est incontestablement la plus douce...), absurde jusqu'à l'extrême dans *Aventure incompréhensible et attestée par toute une province*.

Très curieusement, ce recueil, entaché par quelques anecdotes triviales et lamentables, reflète toute une époque, et nous promène de ville en ville. Par moments, on croirait lire *Les Mémoires d'un touriste*. Voici sans doute une source pour le moins imprévue de Stendhal.

A PREMIÈRE VUE

PARMI les livres mis cette semaine en librairie, ceux-ci retiennent à première vue l'intérêt :

- ROMAN : Jean Cayrol : *La Gaffe* (Ed. du Seuil). Un jeune homme insatisfait.
- TRADUCTION : Giose Rimanelli : *Tir au Pigeon* (Gallimard). Le roman des partisans italiens.
- REIMPRESSIONS : Guy de Maupassant : *Contes et Nouvelles* (Albin Michel). Second et dernier volume.
- POESIE : Armen Lubin: *Les Hautes Terrasses* (Gallimard).
- HUMOUR : A. Aycard et J. Franck : *La réalité dépasse la fiction* (Gallimard). Encore plus drôle que le premier tome.
- SOCIOLOGIE : Georges Balandier : *Afrique ambiguë* (Plon). Dans la lignée de *Tristes Tropiques*.
- CINEMA : Edgar Morin : *Les Stars* (Ed. du Seuil).
- PHILOSOPHIE : Maximilien Rubel: *Karl Marx* (Rivière).
- ESSAI : Albert Memmi : *Portrait du colonisateur* (Corrêa).

Des femmes et des dieux

LA FEMME PARFAITE

par Emile Henriot. Ed. La Palatine. 600 fr.

MYTHOLOGIE LEGERE

par Emile Henriot. Ed. Fayard. 500 fr.

A ceux qui ne voient dans le critique du « Monde » que l'ami des livres, ces deu.. aimables petits volumes viennent rappeler qu'il est aussi l'ami des femmes et des dieux ; au vrai, toute l'œuvre de M. Emile Henriot, poète, critique et romancier, est une sorte d'hymne à cette saveur de vivre où le doux et l'amer se confondent. Sa Mythologie Légère n'est qu'un exposé rapide, une galerie des portraits des dieux, des demi-dieux et des héros de la fable antique. Comme le titre l'indique, cela ne prétend nullement être une étude savante et complète faisant appel aux ressources de l'anthropologie, de l'archéologie, de l'histoire comparée des religions, voire de la psychanalyse : on trouvera tout cela dans les deux excellents volumes de M. Robert Graves, The Greek Myths, par exemple. Mais ce que l'on trouvera ici, outre un aide-mémoire qui sera utile à beaucoup, c'est une introduction à la mythologie considérée comme un moyen d'intelligence poétique de l'univers. Si discrètes que soient les interventions de l'auteur, elles nous aident toujours à mieux goûter la beauté de la fable : mais ces fables sont ainsi faites qu'on ne peut en goûter la beauté sans en pénétrer les enseignements.

La Femme Parfaite est un mince recueil de nouvelles, et déjà ce titre nous avertit que nous ne nous éloignons pas trop de la mythologie. Dans l'un de ces récits nous voyons toute une famille, père, mère, garçons épris de la fille qui est parfaite, qui est la meilleure fille et la meilleure sœur — mais qui n'existe pas, qui est un mythe familial et familier. Ailleurs, une femme parfaite s'ennuie de sa perfection auprès de son mari, cherche une aventure au hasard d'une rencontre dans le métro, et finalement la renie pour redevenir conforme au mythe d'elle-même. Tout cela est écrit avec un mélange de sensualité et de retenue, de bonhomie et de perspicacité. A notre époque, où la Vérité est volontiers sévère et souvent pédante, il est agréable de fréquenter un homme qui, quand il la rencontre au sortir de son puits, lui fait l'amour au lieu de nous en faire un sermon.

On le voit, ces deux petits volumes ne sont pas tellement éloignés l'un de l'autre : c'est que M. Emile Henroit traite les déesses comme des femmes et les femmes comme des divinités. Il ne peut d'ailleurs s'en empêcher, parce qu'il est un lettré et un galant homme, c'est-à-dire un être en passe de devenir fabuleux comme les centaures. Et ce don de sympathie, ce goût presque voluptueux de la vérité font aussi le charme ou la force de son œuvre critique.

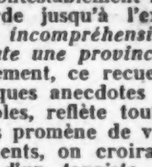
Pour mieux REUSSIR AU BACCALAURÉAT

▶ La dissertation française (textes et plans)
par J. THORAVAL
1. - Auteurs 425 F. — 2. - L'Explication de textes 280 F.

▶ Nouveau vocabulaire philosophique
par A. CUVILLIER 1.800 mots 580 F.

A COLIN

ROGER IKOR
MISE au NET
Pour une révolution de la discrétion
A bâtons et lances rompus dans le JARDIN DES LETTRES
par l'auteur des EAUX MÊLÉES
PRIX GONCOURT 1955
200.000 ex.
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

le plus terrible roman de la guerre sur mer

REQUINS ET PETITS POISSONS par Wolfgang OTT
Robert Laffont

IDÉES

Bijoux à l'échantillon

L'ORANGE, le corail, le mandarine sont à la mode. D'un usage difficile, et en tout cas limité, en grande surface, c'est une gamme de tons dont il est en revanche amusant et habile d'user pour « actualiser » une robe blanche, noire, marine ou beige de l'an passé.

Toutes les grandes marques de produits de beauté ont sorti un rouge à lèvres dans cette gamme.

Munie d'une série de bâtons de rouge, Madame Express a couru les magasins... pour chercher des colliers et des boucles d'oreilles assortis. Résultat nul. Seule trouvaille : un joli sautoir orange, à Prisunic, pour 750 francs, strictement assorti au rouge « été » de chez Rochas, mais qui a remporté un tel succès que dix jours après sa mise en vente il était épuisé. Il doit être de nouveau en rayon en juin, mais aucune date précise n'a pu nous être donnée.

Cette expérience nous a montré à quel point il est difficile de faire du réassortiment, qu'il s'agisse de rouge, de bleu ou de vert, avec de la bijouterie fantaisie.

Pourquoi alors ne pas envisager de commander des bijoux à l'échantillon, comme cela se fait pour les boutons de corozo ? Encore fallait-il trouver le magasin capable de mettre cette idée en pratique.

Ceci fut fait à la boutique de Roger & Gallet, 62, faubourg St-Honoré.

Le collier et les boucles d'oreilles que nous avons photographiés sont en émail, montés à la main. Ils peuvent être exécutés dans près de cent coloris différents sous 48 heures. Pour les robes imprimées, il est même possible de composer le collier avec plusieurs coloris du tissu.

Pour celles qui n'habitent pas Paris, il leur suffit d'envoyer un échantillon de couleur et un chèque, les bijoux leur seront envoyés sous huitaine. Certains tons sont irréalisables en émail, mais ils sont rares et dans ce cas une petite lettre leur indiquera qu'à l'impossible nul n'est tenu.

Les boucles d'oreilles valent 1.500 francs, le collier 5.200 fr. Un modèle de boucles d'oreilles rondes formées de plusieurs pierres de tons différents accompagne parfaitement les tissus imprimés.

Ces bijoux seront en quarante-huit heures de la couleur que vous cherchez... (Photo Dambier.)

ACHATS

Une question de marge

« POURQUOI baisser mes prix de vente en gros ? De toutes les façons les prix de détail ne baisseront pas », disait la semaine dernière un confectionneur.

Et il citait l'exemple suivant (que nous avons vérifié) : une robe de cotonnade achetée chez lui 8.900 fr. est vendue 21.000 fr. dans un magasin du faubourg Saint-Honoré.

Il ne faut pas généraliser. Beaucoup de détaillants savent que le meilleur moyen de vendre beaucoup est de pratiquer des prix raisonnables.

Ce qui conduit les autres à majorer excessivement les prix de gros, c'est souvent l'incompréhension des clientes qui n'ont pas encore appris à faire la distinction entre la confection et le prêt à porter. La confection produit en grande série des vêtements que l'on achète sans retouche, et qui, même s'ils ne sont pas parfaits, compensent de petits défauts par des prix de vente très raisonnables (3.000 à 20.000 fr.). C'est ainsi que sont organisés, par exemple, les rayons de vêtements des grands magasins.

Le prêt à porter a une production moins importante. Il sélectionne des tissus de première qualité et s'efforce de créer des modèles originaux. Les vêtements ne sont pas confectionnés en usine, mais par des ouvrières à domicile et le travail de finition est beaucoup plus raffiné. Les robes peuvent éventuellement être faites selon les mesures de la cliente données à l'atelier. Si le modèle livré par le fabricant n'est pas tout à fait au point, le détaillant se charge généralement d'exécuter les retouches nécessaires. Un vêtement de prêt à porter doit en principe être irréprochable, mais cette perfection se paye et les prix varient entre 15.000 et 50.000 fr.

Une solution bâtarde

Entre ces deux formules s'est installée une troisième solution, bâtarde : la confection avec retouches. Les retouches coûtent cher, elles doivent être exécutées par des ouvrières qualifiées, à la charge du magasin de détail. Pour amortir les frais que représente cette main-d'œuvre, le magasin est obligé d'augmenter considérablement sa marge bénéficiaire. Celle-ci est normalement de 33 % plus les taxes, soit environ 45 %. Une robe de 8.900 fr. devrait donc être vendue 13.000 fr. Mais si la clientèle difficile exige de nombreuses retouches, le prix de revient de celle-ci peut s'élever jusqu'à 3.000 ou 4.000 fr. de main-d'œuvre. C'est pour se protéger contre ce risque que certaines boutiques vendent leurs robes beaucoup plus cher qu'elles ne le devraient. Et les femmes qui ont la chance de trouver tout de suite « chaussure à leur pied » paient pour celles dont l'anatomie n'est pas conforme aux tailles classiques.

De plus, la plupart des « boutiques » (surtout à Paris) sont tenues par leur propriétaire et n'emploient que rarement plus d'une vendeuse salariée. L'exiguïté du local empêche bien souvent la constitution d'un stock important, et il est très rare actuellement de trouver dans un magasin la même robe dans trois tailles différentes (42, 44, 46). Pour vendre de la vraie confection, il faut beaucoup de place et beaucoup de vendeuses.

Actuellement, trop de détaillants (faute de pouvoir s'étendre) préfèrent vendre dans leur journée une robe de 30.000 fr. plutôt que trois de 10.000 francs.

Que faire ?

La confection française, qui a fourni un réel effort depuis dix ans pour améliorer sa qualité et abaisser ses prix de revient, est stoppée par manque d'un réseau de détaillants adapté aux méthodes modernes de distribution.

Les prix imposés étant interdits, les confectionneurs ne peuvent que regretter cet état de fait qui les inquiète : si les robes étaient moins chères, les femmes en achèteraient plus et la production augmenterait.

Que faire ? Il n'est tout de même pas possible de demander aux magasins, comme pour les fruits et légumes, de noter sur l'étiquette les prix d'achats en gros à côté des prix de vente au détail. Pourtant, ce serait bien intéressant.

Madame Express voudrait cependant formuler une suggestion : les robes pourraient être classées, dans les boutiques, en « prêt à porter » et « prêt à emporter ».

Pour le « prêt à porter », le prix indiqué serait « tout compris » ; pour le « prêt à emporter », le prix ne comprendrait pas les retouches éventuelles. Si la cliente demande des modifications sur un modèle « prêt à emporter » le prix serait majoré.

Cette méhode est pratiquée à Paris, dans la boutique d'un couturier qui calcule, lorsque les rectifications sont demandées, le nombre d'heures de travail nécessaires. Et, souvent, la cliente préfère à la dépense supplémentaire, soit le défaut, soit la perspective de refaire elle-même un ourlet.

L'Express est prêt à signaler, tant à Paris qu'en province, les magasins qui, adoptant cette formule, garantiraient ainsi à leur clientèle qu'ils respectent une marge bénéficiaire raisonnable.

→

Paris-Pressing
NETTOYAGES EN DEUX HEURES
sans augmentation de prix
229, r. du Fg-St-Honoré MAC. 14-14 (Ternes) — 73, bd Voltaire ROQ. 03-54

NOUVEAU SERUM DE BEAUTE
Hydrate et revitalise l'épiderme
Laboratoires GIR
7, boulevard d'Algérie - PARIS (19e) - Nord 67-91

MII
29 modèles de CORSAIRES et PANTALONS D'ÉTÉ
de 3.800 Frs à 6.900 Frs
JACQUES MARAUT
175 Bd PÉREIRE * WAG. 29-76

B. WASER
COUTURE EN GROS
32, rue du Sentier - PARIS (2e)
GUT. 68-95

« POULAIN »
Manteau tonneau en taupé

SOUS-VETEMENTS
TRIMÉCA
SURVETEMENTS
CASTORIA TRIM-SLIP RHOVYLON
TRIM-SPORT POROSA
TRICOTAGES MÉCANIQUES ALSACIENS
SAINT-LOUIS (HAUT-RHIN)

le moins cher des appareils de qualité
LA FAMEUSE TRICOTEUSE
Bernorch
LICENCE TRICO-HY
AUTOMATIQUE
• TOUTES LES COTES
• TOUS LES POINTS
GARANTIE 5 ANS
LARGES FACILITÉS DE PAIEMENT
ENTIÈREMENT MÉTALLIQUE
le maximum de qualité pour le minimum de prix
Les Laines du BERGER DU NORD
DOCUMENTATION E — GRATUITE SUR DEMANDE
DÉMONSTRATION PERMANENTE - 7 bis, R. LAMARCK, PARIS 18

VALROSE

habille
la femme élégante

ACTUELLEMENT
ROBES DE PLEIN ÉTÉ
ROBES DE CASINO

44, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Quilichini

CHAUSSURES forme italienne
série luxe, depuis .... 4.800 fr.
POCHETTES assorties depuis .... 3.000 fr.
86, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

POUR VOUS MADAME, LES MEILLEURS MODELES DES GRANDES MARQUES
en soutien-gorge
lingerie
gaines
bas sont sélectionnés chez
CANCAN 76, CHAMPS-ELYSEES
Lido - Paris

Marie-Martine
COUTURE-SPORT
8, rue de Sèvres - VIe
BAB. 18-44

nos enfants sont chaussés par
ÉSSÉ
la grande marque des petites chaussures
Demandez la liste des dépositaires et le catalogue H à :
ÉSSÉ
11, rue des Cordeliers
PAU (B.-P.)

« Pimprenelle », une des robes d'été de la collection AURORE (couture pour jeunes filles de 15 à 20 ans), 135, Faubourg Saint-Honoré

MAISON

Les travaux d'été

LES travaux de quelque importance se font faire l'été.

Tous ceux qui ont des enfants essayent de profiter de la période des grandes vacances pour les expédier loin d'une maison transformée en chantier.

Le soleil lui aussi a son mot à dire puisqu'il fait sécher rapidement plâtres et peintures.

Entrepreneurs et artisans étant tous sollicités à la même époque, mieux vaut ne pas attendre la dernière minute pour faire établir les devis et prendre les arrangements nécessaires.

Madame Express, dans ce numéro et dans ceux qui vont suivre, va passer en revue les différents problèmes de l'habitation.

Les entrepreneurs

Ils doivent travailler dans un ordre bien déterminé pour ne pas se gêner ni perdre de temps.

1° MAÇONNERIE : Cloisons à déplacer ou à abattre, portes à percer, cheminées à supprimer, etc.

2° CHAUFFAGE : Installations nouvelles de chauffage central au charbon, mazout ou gaz de ville. Remise en état des installations anciennes.

3° CARRELAGES : Revêtements des sols ou des murs en carreaux de faïence ou de céramique. Travaux parfois exécutés par l'entreprise de maçonnerie.

4° STAFF : Suppression ou réfection des corniches, raccords de certaines moulures.

5° PLOMBERIE : Sanitaire, cuisines, salles de bains, w.-c., etc.

6° ELECTRICITÉ : Remise en état et adjonction de nouvelles lignes pour réfrigérateurs, cuisinières, machines à laver, etc.

7° MENUISERIE : Réfection des parquets après installation de chauffage central, ou démolition de cloisons. Rabotage des dessous de portes s'il est prévu la pose de tapis cloués.

8° JOINTS HERMÉTIQUES : (s'il y a lieu) Démontage des portes et des fenêtres avant le passage des peintres.

9° PEINTURES : Tous travaux peintures, papiers peints, revêtements divers et vitrerie.

10° VITRIFICATION : (s'il y a lieu) Rabotage et vitrification industrielle des parquets.

11° TAPISSERIE : Travaux exécutés en ateliers, livrés et posés une fois le local terminé et propre. La pose des tapis cloués se fait aussi à ce moment-là.

BON A SAVOIR

A l'intention des visiteurs de la Foire de Paris étrangers à notre ville, nous signalons qu'il existe :

● Des teintureries qui se chargent de nettoyer en une ou deux heures les vêtements qu'on leur apporte (Daring, carrefour Châteaudun, teinturerie pourvue de salons d'attente. Paris-Pressing, 229, faubourg Saint-Honoré).

● Les coiffeurs ouverts le lundi :

Pour hommes et femmes : Joffo, 8, boulevard de la Madeleine (à partir de midi).

Pour femmes : Elizabeth Arden, 7, place Vendôme.

● Des cordonneries qui se chargent de réparer et de ressemeler des chaussures sur-le-champ. Il suffit de les attendre assis dans le magasin (Taby, 156, rue Montmartre).

La marche à suivre

● Mettre en concurrence au moins deux entreprises différentes dans chaque spécialité, afin de pouvoir discuter les devis en connaissance de cause.

● Avant d'accepter un devis, faire spécifier par écrit les dates prévues pour l'exécution des travaux relatifs à chaque entreprise. En cas de retards il est quelquefois utile de déterminer l'entrepreneur responsable.

● Une fois les entreprises (ou artisans) choisies, prendre rendez-vous sur les lieux avec un représentant de chaque corps de métier. Ces messieurs pourront ainsi se mettre d'accord (en votre présence) sur la bonne marche à suivre. Certains ouvriers peuvent travailler en même temps sans se gêner (plombier et électricien par exemple) alors que d'autres ne le peuvent absolument pas.

Les travaux de maçonnerie

Démolition ou construction, des facteurs tellement divers entrent en jeu lorsqu'il s'agit de maçonnerie que chaque cas peut être considéré comme un cas d'espèce.

En voici quelques exemples classiques :

● Selon que le travail prévu fait partie d'un ensemble ou doit être exécuté seul, son prix peut varier du simple au double.

Percement d'une porte : travail effectif : 5 heures environ ; temps mort : 4 heures environ (transport matériel, ouvrier, déplacement commis, déblaiement et transport gravats).

Il est évident que si ces 4 heures se répartissent sur un ensemble de travaux importants, les ouvriers, matériaux, outils étant déjà à pied d'œuvre, le prix du percement de la porte est réduit en proportion.

● Le travail est moins cher au rez-de-chaussée qu'au sixième étage, toujours en fonction du « temps mort » passé au transport des matériaux ou à la descente des gravats.

● Ce « temps mort » étant réduit si l'immeuble possède un monte-charge ou une cour intérieure dans laquelle peut entrer un camion, le montant du devis s'en ressent.

● Si, après avoir démoli une cloison, les deux plafonds ne sont pas exactement au même niveau, leur remise en état entraîne des dépenses imprévues.

Ce qu'il faut savoir

● Les travaux de maçonnerie encore plus que les autres demandent un devis détaillé et précis. D'autant plus que les grandes entreprises ont horreur des petits travaux d'aménagements intérieurs, et que les bons artisans maçons sont rares.

● L'autorisation du propriétaire ou du gérant n'est pas indispensable au locataire qui veut démolir une cloison de 7 cm. ou supprimer quelques pâtisseries démodées. Mais la remise en état totale des locaux peut être exigée au moment du départ du locataire par un propriétaire tatillon.

● En aucun cas, locataire ou propriétaire de votre appartement, vous ne pouvez vous attaquer aux murs de soutien de l'immeuble, ni à sa façade.

Même l'agrandissement d'une fenêtre de votre appartement doit recevoir l'approbation préalable des autres copropriétaires.

Confection

MÉTIERS

Enquêtrices

UNE nouvelle carrière, née des dernières techniques de vente, s'offre aux jeunes femmes : le métier d'enquêtrices de sociétés d'étude de marchés.

● EN QUOI CONSISTE-T-IL ? Aller interroger toutes sortes de gens sur toutes sortes de sujets à Paris, en province et jusque dans les campagnes les plus reculées, en vue de détecter les goûts de la clientèle.

On distingue trois types de recherches :

— L'enquête de grande consommation (savon, chocolat, margarine) ;

Jean Été
BIJOUTIER - ORFÈVRE - HORLOGER
DE PÈRE EN FILS DEPUIS 1852

Cadeaux sélectionnés
Cadeaux de bon ton
Cadeaux de qualité
Cadeaux précieux
spécialiste de la bague
de 3.000 frs à 2.000.000 de frs
85, av. du Général Leclerc, Paris

Vous serez satisfait d'une table à repasser si vous exigez la marque
« LIBELLULE »
la plus forte production française, incomparable par sa stabilité, la qualité de sa fabrication et de ses accessoires

De 6.000 à 10.000 francs suivant le nombre d'accessoires - Franco domicile
« LIBELLULE »
Doc. 282, bd Voltaire, Paris-11e, Did. 01-44
Démonstration à la Foire de Paris
Terrasse R, Electro-Ménager, stand 10.762

Haute-couture

Prêt à porter

LE MANTEAU-ROBE

(Photos Dambier.)

— L'enquête industrielle (machines-outils...) qui requiert quelque connaissance technique ;

— L'enquête psychologique ou de motivation, la plus délicate.

Le nombre des questionnaires à remplir dans la journée est calculé pour nécessiter un travail de six heures environ, à des moments variables de la journée puisqu'il s'agit de toucher les personnes interrogées soit chez elles, soit sur les lieux de leur travail.

Les Sociétés d'Etude de Marchés envoient leurs enquêtrices recueillir des renseignements sur tel produit, comme le chef des informations d'un journal délègue les jeunes rédacteurs pigistes pour rechercher les dernières informations sur un fait déterminé.

● QUALIFICATIONS EXIGÉES : L'enquêtrice doit avoir une bonne santé, de l'intuition et une présentation agréable, être d'un abord aimable.

Elle doit inspirer confiance, mais surtout enregistrer dans les réponses qu'elle consigne sur son questionnaire la pensée exacte de la personne interrogée, tout en restant consciente de sa responsabilité car d'après ces questionnaires d'apparence anodine sera déclenché ou non le lancement d'un produit ou d'une campagne de publicité entraînant des dépenses énormes.

● DÉBOUCHÉS : La profession d'enquêtrice se développe. Les deux sociétés d'études de marchés, l'O.R.I.C. et la T.E.C., interrogées (il en existe une dizaine qui ont toutes leur siège à Paris, membres de l'Association Nationale des Praticiens en Etudes de marchés) recherchent actuellement : l'une, des enquêtrices contractuelles ; l'autre, des enquêtrices à temps complet.

Les contractuelles sont payées à la pièce, c'est-à-dire au questionnaire, plus ou moins suivant l'importance de ce dernier.

A temps complet, une débutante gagne environ 40.000 fr. par mois, frais de déplacement en sus, et elle bénéficie de la Sécurité Sociale.

Contractuelle ou à temps complet, un stage de formation rémunéré, comprenant réunions explicatives et entraînement, est organisé avant que la Société d'Etude de Marchés ne lâche la nouvelle recrue, sa serviette de questionnaires sous le bras.

C'est un métier assez varié, qui s'adresse aux jeunes filles et aux jeunes femmes libres de leur temps et de leurs déplacements.

MODE

Le manteau-robe

NE cette saison, le manteau qui se porte comme robe — ou la robe doublée et finie comme un manteau — a du succès parce que l'été douteux permet d'en user à deux fins. Le modèle-type est né chez Dior. Il est en grosse soie bleu outremer, col rond largement échancré, boutonnage devant, grandes poches, large ceinture. Madame Express l'a retrouvé en « prêt à porter » dans un gros tissu de paille italienne grège (32.000 fr. chez Laferté, 71, Fbg-Saint-Honoré) et en « prêt à emporter », dans un coton blanc canelé (12.900 fr. aux Galeries Lafayette).

L'un et l'autre, soigneusement doublés, peuvent, en manteau, se porter droits, sans ceinture.

RECETTE

Les courgettes à la Fouquet

(*Pour quatre*)

— *Huit belles courgettes.*
— *Une tasse de béchamel.*
— *3 œufs.*
— *50 gr. de gruyère râpé.*
— *Une cuiller à soupe d'huile.*
— *Sel, poivre, chapelure.*
— *100 gr. de farine.*

● Peler les courgettes. Les couper en tranches épaisses et les faire dégorger au sel ● Les laver, les sécher, et les passer à la farine ● Faire frire légèrement ces rondelles ● Préparer une béchamel épaisse enrichie de 2 jaunes d'œufs et de gruyère râpé ● Coller les rondelles de courgettes deux à deux avec cette béchamel ● Paner à l'anglaise (c'est-à-dire passer ces beignets dans un mélange composé d'un œuf entier, d'huile, sel et poivre, puis à la chapelure) ● Disposer ces beignets dans le panier à friture, pour qu'ils ne se désagrègent pas ● Faire frire et servir très chaud.

★

A la suite d'une erreur typographique, nous avons signalé dans notre dernier numéro que l'établissement d'un passeport valait 2.000 fr. alors qu'en réalité ce prix est de 2.400 fr.

LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS CES PAGES SONT LIBRES DE TOUTE PUBLICITÉ.

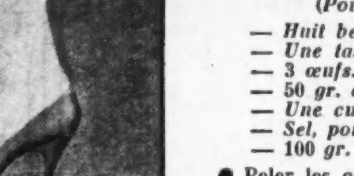
FRANCK & FILS

80, rue de Passy - PARIS

habille la femme élégante

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.



LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

25 MAI.

Aucun regret n'assombrit notre satisfaction de voir Pierre Mendès France échapper à la grenouillère radicale. Qu'il y demeure ou non attaché importe peu. Que de temps perdu ! Il est vrai ; mais peut-être fallait-il que cette démonstration fût faite. Nous le savons maintenant : un parti ne se rajeunit pas. Le M. R. P. nous en fournit un autre exemple. La combinaison d'intérêts et de passions qui constitue sa raison d'être est garante de sa durée ; elle joue à fond contre les réformateurs, quels qu'ils soient, finalement toujours expulsés, fussent-ils soutenus par toute une jeunesse exaltée et candide. Dans un parti, les éléments qui font du bruit sont ce qui compte le moins.

La grenouillère socialiste, la grenouillère M. R. P. sont soumises aux mêmes impératifs. Si la coloration idéologique diffère, si certains intérêts en jeu s'opposent d'un parti à l'autre, ce qui les fait persévérer dans l'être est de même nature et les réconcilie dans la haine des grandes individualités. Ils font front contre Pierre Mendès France comme ils ont fait front contre Charles de Gaulle, et de leur point de vue, avec raison — comme ils feraient front dans l'avenir contre tout homme d'Etat qui, en incarnant une certaine idée de la vocation française et des possibilités françaises, ne tiendrait pas compte des intérêts particuliers servis par leurs mandataires émus, siégeant au Palais-Bourbon.

Tout homme d'Etat de cette race sera éliminé de l'organisme parlementaire : c'est un corps étranger. Mais je doute qu'il en surgisse de nouveaux : le système les détruit avant qu'ils aient paru. Un de Gaulle, un Mendès France sont fils d'une certaine époque : la Libération. Ils ne seront pas remplacés.

Plaindrons-nous notre peuple ? Mais le système ne lui est pas imposé du dehors : c'est lui qui le sécrète. La preuve en est que le système n'existe nulle part ailleurs, qu'on n'en trouve aucun autre exemple, qu'aucune autre nation n'y résisterait et qu'une réforme constitutionnelle n'y changerait rien.

Toute Constitution nouvelle devrait finalement s'adapter au ménagement des intérêts particuliers, dont l'addition crée l'instinct collectif nationaliste et chauvin qui entretient la bonne conscience des Français. Toutes ces avidités aveugles se rejoignent dans l'aveugle refus de tenir compte du réel, de ce qui est, et par exemple du fait que l'ère coloniale est partout révolue, et non point seulement dans les mots.

Je me souviens de cette grand-tante dont les chapeaux extravagants, qu'elle composait elle-même, suscitaient la risée. A la veille d'un mariage, ma mère alla elle-même lui choisir une capote chez la meilleure modiste. Mais ma grand-tante passa la nuit à s'acharner contre la merveille et, le matin de la cérémonie, apparut triomphante, aux yeux de la famille accablée, le chef orné de son bibi habituel. Tel le peuple français, de la meilleure Constitution imaginable tirera toujours ce régime qui convient à son tempérament, qui exaspère ou consterne le reste du monde, ou le fait rire, ou lui fait pitié.

Les bénéficiaires en sont en réalité les oligarchies et les maffias, bien qu'en apparence ce soient les plus petits intérêts, les plus « locaux », qui l'exigent. Les oligarchies et les maffias, mais aussi les syndicats ouvriers — et, depuis que le M. R. P. existe, certains intérêts confessionnels.

Seul un personnel politique spécialisé peut maîtriser un instrument aussi complexe, en pincer toutes les cordes, atteindre à cette virtuosité qui se moque des catastrophes — dont aucune catastrophe n'atteint le prestige.

Que ces jours-ci, M. Pleven ait été précisément l'homme de la situation, désigné au président de la République par l'opinion unanime, au Parlement et dans la grande presse, je m'étonne que ce paradoxe n'ait pas davantage frappé les esprits. Dien-Bien-Phu est une pierre attachée au cou de ceux qui l'avaient prévu, qui en avaient dénoncé les causes. Mais cette même pierre devient piédestal pou. les auteurs responsables de Dien-Bien-Phu.

Le fait qu'ils en soient les auteurs suffirait à montrer qu'ils sont spécialisés dans le système. Les hommes d'Etat brevetés du système ont chacun signé quelque chef-d'œuvre diplomatique ou militaire, qui les désigne d'abord, à Rabat, à Alger, à Suez. Mais Dien-Bien-Phu fait davantage tableau. M. Pleven avance donc le premier, dans une rumeur de considération et d'intérêt. Non qu'il ait à lui tout seul perdu l'Indochine : il a trop de modestie pour y prétendre. Mais enfin, il a plus qu'un autre le droit de dire : « J'y étais ».

En fin de compte, cet expert breveté, qu'attend-on de lui ? Hé quoi ! il demande des jours et des nuits pour commencer à y voir clair dans une situation pourtant si simple et qui tient dans quelques mots : la droite a renversé un président du Conseil qui est aussi le chef du parti socialiste français, et qui, vaincu, demeure l'arbitre. Tout se ramène donc à la nécessité d'apaiser l'ire de ce fier lion. Accordons à M. Pleven que ce n'est sûrement pas une petite affaire. Je revois la partie de barres interrompue, les joueurs aux prises, le prof' s'efforçant de rétablir la paix entre les bandes rivales. Que c'était important pour nous ! Derrière les murs, par-delà les préaux, régnait le monde inexistant des grandes personnes et de leurs histoires.

27 MAI.

Les partis aux cadres solides, aux structures puissantes, en éliminent ce qui constituait leur esprit, leur âme, tout ce qui tenait autrefois dans ces vocables : socialisme français, démocratie chrétienne. Mais cet esprit, mais cette âme demeurent vivants au dehors. La jeunesse étudiante, l'Université, l'Eglise, et même certaines sphères du jeune patronat et de l'Armée en sont possédées. Si la classe ouvrière avait échappé au ghetto stalinien, comme nous avons pu le croire un instant, la gauche ressuscitée eût enrayé le système. Hélas ! un Thorez, un Duclos en sont les pièces maîtresses. Eux aussi, ils jouent le jeu. Avec quelle efficacité ! Et quels autels doivent leur élever en secret les puissances dont ils assurent la domination !

Quand M. Guy Mollet proclame : « Les communistes ne sont pas à gauche, ils sont à l'Est ! », je jurerais que le finaud ajoute en lui-même : « Surtout, qu'ils y restent ! ».

29 MAI

Ce matin, le dessin de Sennep : un Mendès France par terre, en quatre morceaux. Et cette légende : Solitude. C'est le cas de dire : « O beata solitudo ! »

Et en première page de « Carrefour » : au-dessous d'un portrait de P.M.F., ce titre en lettres capitales : « Des malheurs de la France voici le responsable numéro Un ».

Si accoutumés qu'ils soient à la catastrophe, le vent qui monte du nouvel abîme, au bord duquel le train ministériel a dû stopper, les soufflette et, cette fois, les rend fous.

Quant à Pierre Mendès France et à sa solitude, nous en reparlerons avant trois mois...

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61
Administration, publicité, vente :

ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : 3.000 francs
Etranger : 3.500 francs

PAR AVION
3.800 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.100 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
5.800 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
4.400 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U. R. S. S., Yougoslavie.
7.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie, Afrique du Sud.
8.500 fr. - Canada, Etats-Unis.
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 francs

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administrateur L.-F. Coblence

Bureau de Paris :
12, rue Tronchet - OPE. 88-10

Votre prochain voyage en SCANDINAVIE
par **AIR FRANCE** *bien sûr !...*
...c'est tellement plus pratique et bien moins cher que vous le pensez !
PRATIQUE
AIR FRANCE assure tous les jours la liaison Paris-Copenhague-Stockholm en un temps record.
Vous êtes à Copenhague en 2h40 de vol,
à Stockholm en 4h40 de vol.
Cet été, AIR FRANCE vous offrira jusqu'à 12 services par semaine pour vous rendre en Scandinavie.
ÉCONOMIQUE
Aller simple en classe touriste :
Paris-Copenhague 21.400 F — Paris-Stockholm 31.270 F
Profitez du tarif spécial, mis en vigueur à compter du 25 Mai sur le service de nuit.
Aller et retour touriste (de nuit) 23 jours
Paris-Copenhague 31.000 F
AIR FRANCE
LE PLUS GRAND RESEAU DU MONDE
119, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS - BAL. 70-50
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES